

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU RHÔNE

*Archives du préfet régional
de Lyon durant
la seconde guerre mondiale*

1939-1945

Versement 182 W effectué par le
cabinet du préfet de région

Répertoire numérique établi par
Agnès MACHEBOEUF
sous la direction de Florence BEAUME, conservateur

et publié sous la direction de Philippe ROSSET,
conservateur général,
directeur des Archives départementales du Rhône

LYON
1998

Illustrations de couverture publiées grâce au concours
du Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation de Lyon :
Vue générale du Fort Montluc (coll. X, D. R.) et
Foule manifestant dans les rues de Lyon, le 14 juillet 1942
(Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants, DMIH).
© Conseil général du Rhône - Archives départementales
Reproduction interdite
ISBN 2-86069-022-0

AVANT-PROPOS

L'importance et la diversité des attributions exercées par les préfets durant la période 1940-1944, et plus encore par les préfets régionaux à partir de 1941, font naturellement des archives en provenance de leurs cabinets une source précieuse pour l'étude de la France sous l'Occupation. Cependant, les archives qui nous restent du cabinet du préfet régional de Lyon apparaissent singulièrement réduites. Décrites ici en totalité, elles n'occupent guère plus de six mètres linéaires de rayonnages. C'est assurément bien peu, et force est de reconnaître que nous n'en conservons que des épaves.

Néanmoins, les documents ainsi parvenus jusqu'à nous ne manquent pas d'intérêt et il convenait, sans aucun doute, de leur prêter attention. Brièvement signalés dans le guide des sources de l'histoire de la seconde guerre mondiale publié en 1994 par la direction des Archives de France¹, ils devaient, à l'évidence, faire l'objet d'un traitement rigoureux et définitif. Le désordre dans lequel ils se trouvaient rendait la tâche assez malaisée et il faut savoir gré à Mlle Macheboeuf d'avoir, sous la direction de Mme Beaume, conservateur, réalisé un classement méthodique des pièces trop souvent dispersées et reconstitué, dans toute la mesure du possible, des dossiers cohérents.

Une introduction précise et de solides annexes, parmi lesquelles un état des principaux textes officiels concernant l'organisation administrative régionale de la France de 1940 à 1944 et un index établi avec le plus grand soin, ajoutent à la qualité et à la maniabilité de ce nouvel outil de travail dont tout porte à croire qu'il rendra d'excellents services. Les chercheurs disposent là désormais d'une

1. *La Seconde Guerre mondiale. Guide des sources conservées en France. 1939-1945* (Paris, Archives nationales, 1994, 1218 p.), p. 806.

voie d'accès commode à un fonds qui, en dépit des lacunes constatées, ne saurait laisser indifférent quiconque s'attache à mieux connaître et comprendre l'époque de la seconde guerre mondiale.

Philippe ROSSET
Conservateur général du patrimoine
Directeur des Archives départementales du Rhône

INTRODUCTION

Ce versement réunit l'ensemble des archives du cabinet du préfet régional pour la période 1940-1944. C'est dire, étant donné son faible volume, qu'il ne contient que les épaves d'un fonds qui fut beaucoup plus important.

Des destructions massives ont certainement eu lieu, sans doute au moment de la Libération. Elles sont d'autant plus regrettables qu'au même moment le secrétaire général pour la police a fait disparaître la quasi totalité des archives des services de police de la seconde guerre mondiale¹. Les lambeaux de dossiers et pièces éparses analysés ici n'en prennent que plus d'intérêt mais laissent donc subsister de larges zones d'ombre sur le rôle et le fonctionnement de la préfecture régionale entre 1941 et 1944.

HISTORIQUE ET ATTRIBUTIONS

Le projet politique de Vichy d'administration du territoire est entièrement fondé sur le principe d'autorité. Les « défenseurs naturels » de la société française étaient, pour le maréchal Pétain, l'armature administrative qui, du ministre, « descendait de proche en proche » jusqu'au maire de village, en passant par le préfet, étayée par la police et l'armée².

Les préfets, dont l'esprit de corps a été renforcé par l'indépendance exceptionnelle dont ils ont joui au moment de la défaite, se voient confier de plus larges responsabilités.

La loi du 23 décembre 1940³ sur les pouvoirs des préfets posait comme principe la concentration des pouvoirs administratifs entre les mains des préfets,

1. Chauvy (G.), *Lyon des années bleues : libération, épuration*, Plon, 1987, 260 p.

2. Paxton (R.O.), *La France de Vichy : 1940-1944*, Seuil, 2ème édition, 1997, 462 p.

3. Voir annexe 1 : les principaux textes officiels relatifs à l'organisation administrative régionale de la France sous Vichy.

seuls représentants du pouvoir central dans les départements et ayant la haute main sur tous les fonctionnaires, les magistrats exceptés.

Echec du projet des provinces

Dès le lendemain de son accession au sommet de l'Etat français, le maréchal Pétain avait annoncé la nomination prochaine de « gouverneurs placés à la tête des grandes provinces françaises, et ainsi l'administration sera concentrée et décentralisée »⁴.

Le gouvernement devait faire face aux difficultés d'organisation du ravitaillement et, plus généralement, de la vie économique. Peyrouton, ministre de l'Intérieur, écrivait ainsi aux préfets que « la solution des problèmes actuels ne peut être trouvée, dans la plupart des cas, dans le cadre départemental. Les départements d'une même région sont donc dans une étroite dépendance les uns des autres au regard de toutes les questions vitales : leur solidarité s'affirme surtout sur le plan économique. [Il convient donc d'] organiser périodiquement des réunions interpréfectorales d'information et de coordination »⁵. Pétain confia le dossier au Conseil national. Lucien Romier, ministre d'Etat et conseiller très écouté du Maréchal, fut nommé président de sa commission de la réorganisation administrative, qui tint sa première réunion du 6 au 20 mai 1941. Cependant, le projet de mettre en place des gouverneurs à la tête de provinces fut un échec.

Les préfets régionaux

Par contre, la fonction de préfet régional est créée par la loi du 19 avril 1941, « réforme qu'imposaient à la fois des circonstances exceptionnelles et des besoins permanents », à savoir « l'institution d'un échelon régional, intermédiaire entre le gouvernement et les départements, et qui constituera un centre coordinateur à la fois pour l'information du gouvernement, le règlement sur place de certaines affaires et l'exécution des directives gouvernementales »⁶. Il fallait en fait résoudre deux problèmes pratiques urgents : l'ordre public et le ravitaillement. L'ordre exigeait des renseignements et des mouvements de gendarmes motorisés dépassant le cadre étroit du département de 1791. Pour assurer le ravitaillement, il

4. Message du 11 juillet 1940, in Baruch (M.O.), *Servir l'Etat français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997, 737 p.

5. Circulaire du 8 octobre 1940, in Baruch (M.O.), *Servir l'Etat français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997, 737 p.

6. Exposé des motifs de la loi du 19 avril 1941, *Journal Officiel* du 22 avril 1941.

INTRODUCTION

fallait briser l'esprit de clocher, faire main basse sur les stocks accumulés dans les départements et prévoir la répartition des denrées à l'échelle plus large de la région. Le pouvoir de l'administration centrale n'était pas entamé pour autant, on ajoutait simplement un niveau bureaucratique convenant à des déplacements et des communications plus rapides qu'ils ne l'étaient en 1791. Mais, continuait le texte, « le respect qui s'impose pour l'actuel édifice administratif commande de limiter d'abord l'expérience et de n'instituer d'organes administratifs régionaux que dans les domaines où le besoin s'en fait particulièrement sentir : ceux de la police et des affaires économiques ». L'article premier de la loi disposait ainsi que « des pouvoirs spéciaux de police et des pouvoirs spéciaux en matière économique » étaient conférés à des préfets régionaux, dont la compétence territoriale était définie par décret. L'article 2 précisait l'étendue de ces pouvoirs en matière économique, à savoir « toutes les attributions réglementaires des préfets relatives à la production, à la répartition et à la distribution des produits alimentaires et denrées ainsi qu'à la fixation de leurs prix ». Etaient simultanément publiés au *Journal Officiel* les décrets portant création des préfetures régionales de Lyon, Marseille, Montpellier, Clermont-Ferrand, Toulouse et Limoges, et nommant préfets régionaux les préfets des départements dont ces villes étaient chefs-lieux. Les limites géographiques des nouvelles entités tenaient compte des contraintes nées de l'occupation : bien que le principe avait été posé qu'aucun département ne serait partagé entre plusieurs régions, une exception y fut apportée pour les départements traversés par la ligne de démarcation, dont seule était rattachée à la préfeture régionale, créée en zone libre, la partie située dans cette zone. La délimitation des régions fit ainsi apparaître des entités que ne gouvernait pas nécessairement la logique économique. D'autres critiques furent relevées, motivées principalement par l'inégalité de taille ou de poids économique entre les régions. Avant la fin 1941, on aménagea à deux reprises les limites des préfetures régionales, auxquelles fut ajouté l'ensemble formé par les Basses-Alpes et les Alpes-Maritimes, le préfet de ce dernier département exerçant, sans en avoir le titre, les pouvoirs de préfet régional.

Le préfet régional fut donc assisté par deux adjoints de haut niveau, l'intendant de police et l'intendant des affaires économiques. Un décret du 15 mai 1941 précisa le statut des intendants des affaires économiques, mais pas leurs attributions qui balancèrent, au gré de chaque préfet régional, entre « un rôle de secrétaire général spécialisé dans les questions économiques, véritable chef de service pourvu, par délégation tacite, d'un pouvoir propre et chargé de déterminer les modalités d'application de la politique économique dont le préfet régional a tracé les grandes lignes », ou, à l'opposé, de simple « conseiller technique, organe d'études et d'informations chargé d'examiner et de soumettre des propositions au préfet régional mais n'exerçant sur les services régionaux économiques aucune auto-

rité directe émanant d'un pouvoir propre »⁷. Les intendants des affaires économiques étaient choisis uniquement sur titres, contrairement aux règles traditionnelles, le cas échéant hors de la fonction publique. Assistés d'un intendant de police, les préfets régionaux devaient diriger et coordonner dans les départements, sous leur autorité, l'action de tous les services de police, en administrer les effectifs, en prévoir et ordonnancer les dépenses.

En plus des deux intendants, trois décrets du 18 juillet 1941 vinrent ajouter à l'équipe du préfet régional trois collaborateurs : un secrétaire régional, un directeur de cabinet issu du corps des sous-préfets ou de celui des secrétaires généraux de préfecture, un préfet délégué enfin, chargé d'administrer le département chef-lieu. Dans la plupart des cas, le préfet régional ne put se désintéresser du département chef-lieu, dont il entendait parfois faire un « département pilote », et encore moins de la métropole régionale. Il était en effet difficile d'imaginer Lyon, Marseille ou Toulouse placées sous la responsabilité d'un préfet débutant.

Le décret du 19 avril 1941 fit du préfet du Rhône le préfet de la région de Lyon, région dont il fixa les limites ainsi : les départements du Rhône, de la Loire, de la Haute-Loire, de la Savoie, de la Haute-Savoie, de l'Isère et les parties non occupées de l'Ain, de la Saône-et-Loire, du Jura. Le décret du 24 septembre 1941 modifia quelque peu cette assiette territoriale puisqu'il en retranchait la Haute-Loire mais y ajoutait l'Ardèche et la Drôme.

Le premier préfet régional de Lyon fut Alexandre Angéli qui appliqua la politique voulue par Laval, qu'il admirait et n'a cessé d'approuver : il est pourtant, à la demande allemande, relevé de ses fonctions le 24 janvier 1944. Edouard Bonnefoy lui succéda, se lia avec la Résistance ; les Allemands l'arrêtèrent le 14 mai 1944 et il fut déporté en Allemagne, où il mourut. Enfin, le dernier préfet régional de la guerre fut André Boutémy.

Si la loi du 19 avril 1941 avait fait naître l'institution, il fallut deux autres textes pour que fussent concrètement précisées les attributions des préfets régionaux.

La loi du 23 avril 1940 portant réorganisation générale de la police vint définir leur rôle en ce qui concernait le maintien de l'ordre. Ce n'est que le 25 août 1941 que furent arrêtées les modalités d'exercice de leur mission de coordination économique : les préfets régionaux reçurent compétence générale « sur la production agricole, la production industrielle, le travail, le ravitaillement, les transports et l'équipement national »⁸.

7. Baruch (M.O.), *Servir l'Etat français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997, 737 p.

INTRODUCTION

Le 11 août 1941, le pouvoir fut conféré aux préfets régionaux de suspendre tout agent public en poste dans leur circonscription.

Les ministères économiques eurent beaucoup de mal à accepter de procéder effectivement aux transferts de compétences vers les préfets régionaux. Même en matière de ravitaillement, secteur dont les déficiences d'organisation étaient à la source de l'instauration des préfets régionaux, ceux-ci ne reçurent guère de moyens d'agir.

Théoriquement, les préfets régionaux donnaient seuls des ordres aux préfets départementaux. Cependant, le préfet régional ne vit pas ses compétences suffisamment définies par le pouvoir central pour disposer, autrement qu'au coup par coup, d'une autorité sur ses collègues des départements de la région.

Les préfets départementaux, dépossédés par la loi d'une part non négligeable de leurs compétences, gardaient en tout état de cause deux atouts : ils dirigeaient les bureaux étoffés et structurés de l'administration départementale dont le personnel était placé depuis l'automne 1941 sous leur autorité, tandis que le préfet régional ne disposait que d'une équipe de direction restreinte et de services administratifs étiqués ; ils pouvaient faire donner leurs contacts locaux, auxquels la disparition des instances politiques élues donnait un rôle essentiel de relais entre le pouvoir et le pays. Les préfets virent mal ces « superpréfets » qu'étaient les préfets régionaux, d'où des tensions inévitables.

Les préfets départementaux apparurent également placés dans une forme de subordination, non prévue par les textes, lorsque le gouvernement décida, à partir de l'automne 1941, de réunir chaque mois les préfets régionaux pour une journée de travail consacrée aux questions économiques d'une part, au maintien de l'ordre et à la situation politique d'autre part. De retour dans leur province, les préfets régionaux devaient relayer l'information reçue en organisant des séances d'information des préfets départementaux. Ces rivalités restaient pourtant minimes, tempérées qu'elles étaient par une culture administrative commune, découlant de l'appartenance au corps préfectoral.

L'organisation administrative de la France

Vichy réorganisa également la France du point de vue des instances représentatives et consultatives. Ainsi, le Conseil national est établi en janvier 1941.

En novembre 1940, le personnel des préfectures, jusque là recruté et rémunéré par les conseils généraux, est étatisé. Le projet administratif de Vichy allait évidemment au-delà de la seule étatisation du personnel des préfectures. Il

s'agissait bien de mettre un terme aux libertés des collectivités locales qu'un Etat autoritaire ne pouvait laisser soutenir des positions contraires aux siennes. Dès l'automne 1940, se mit en place un processus de « dérépublicanisation », suspendant les conseils généraux et supprimant l'élection des conseils municipaux dans les villes de plus de 2 000 habitants. Le 12 octobre 1940, les conseils généraux élus virent leurs sessions suspendues et leurs pouvoirs confiés au préfet, simplement assisté d'une commission administrative composée de 7 à 9 membres nommés par le ministre de l'Intérieur. Purement consultative, elle ne se réunissait que sur convocation expresse du préfet et procédait à l'examen des questions administratives dont elle était saisie par le préfet. Laval, en août 1942, instaura les conseils départementaux dont les membres étaient nommés. La loi du 16 novembre 1940 porte réorganisation des corps municipaux : dans les communes de plus de 2 000 habitants, les maires et adjoints n'étaient plus élus mais nommés par le gouvernement. Les conseils municipaux dissous étaient remplacés par des « délégations municipales », dont le maire était nommé par le préfet ou le ministre de l'Intérieur. Le maire devait faire régner dans sa commune l'ordre que le chef de l'Etat attendait du pays entier. Là où il était élu, le conseil municipal pouvait être dissous à la discrétion du préfet. A l'été 1941, Lyon réussit à faire rétablir un conseil municipal qui demeura jusqu'à la fin 1942. Il fut remplacé de nouveau par une délégation spéciale.

Le statut des fonctionnaires

La loi du 14 septembre 1941⁹ établit le statut des fonctionnaires, charte des droits du fonctionnaire vis-à-vis de l'Etat et de ses devoirs envers lui : idée de primauté absolue de l'obéissance et fermeture des fonctions publiques aux Juifs, aux Français nés de pères non-français, aux francs-maçons et, dans une moindre mesure, aux femmes. La paternité était une part intégrante du service que le fonctionnaire devait à la Patrie. L'application de cette mesure fut très difficile. Les associations professionnelles de fonctionnaires, déjà mises en oeuvre par la loi du 15 octobre 1940, sont reprises dans le statut, mais furent finalement un échec. Chaque fonctionnaire avait dû, aux termes de la loi du 13 août 1940 qui supprimait les sociétés secrètes, rédiger une déclaration selon laquelle il n'était pas membre de la franc-maçonnerie, ou avait rompu tout lien avec elle. De plus, ils devaient prêter le serment de fidélité au chef de l'Etat. Ce contrôle étroit du personnel était en corrélation avec la priorité accordée par le régime à la police.

9. *Journal Officiel* du 1er octobre 1941, p.4211 à 4218.

L'organisation policière

L'édifice policier est construit par la loi du 23 avril 1941 portant organisation générale des services de police : elle concernait à la fois l'administration centrale, rebaptisée direction générale de la police nationale et organisée en 3 services - police judiciaire, sécurité publique, renseignements généraux - et les services extérieurs, entièrement placés sous l'autorité des préfets régionaux, assistés des intendants de police, et organisés en districts dont étaient responsables les préfets départementaux, assistés de commissaires de districts.

Le décret du 7 juillet 1941 instituait une division tripartite des services de police. Chacune des sections ainsi créées - les renseignements, la police judiciaire et la sécurité publique - voyait ses attributions clairement définies : aux premiers, la surveillance et la prévention en matière politique, aux seconds la répression des crimes et délits, à la troisième (qui regroupait commissariats urbains et gardiens de la paix) les délits mineurs et le maintien de l'ordre public. Tous les personnels de police devenaient agents de l'Etat : la hiérarchie supérieure (au-dessus du grade d'inspecteur) constituait la police nationale, gérée par le secrétaire d'Etat ; les autres personnels, incluant tous les anciens membres des polices municipales, étaient regroupés dans les polices régionales d'Etat, placées sous l'autorité des préfets régionaux. Comme pour les agents des préfetures, le processus d'étatisation était complété par la suppression de toutes les indemnités jusque-là versées par les collectivités locales, le manque à gagner étant compensé par les primes versées par l'Etat. Etaient exclues de cet édifice les communes de moins de 10 000 habitants et, provisoirement, la zone occupée.

Dès le 13 mai 1941, un décret relatif aux attributions des préfets régionaux en matière de police avait précisé que « le préfet régional dirige et coordonne, dans les départements placés sous son autorité, l'action de tous les services de police. Il a la responsabilité du maintien de l'ordre dans la région et prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer les atteintes à la sécurité ». En même temps qu'ils reçurent la haute main sur le recrutement des polices régionales, les préfets virent s'accroître leur pouvoir hiérarchique sur le personnel policier.

Un décret du 14 décembre 1942 déconcentra à leur profit le pouvoir de sanction, jusqu'à la révocation incluse, sur les membres des polices régionales. Les préfets régionaux commençaient aussi à avoir prise sur les cadres qui relevaient de la police nationale ; le même décret de décembre 1942 leur donna le pouvoir de prononcer des avertissements et des blâmes à l'égard des commissaires et inspecteurs, une circulaire de juillet précédent ayant en outre abrogé l'instruction, ancienne mais toujours en vigueur, du 23 juin 1887 qui interdisait aux préfets « de se ren-

seigner, lors de nominations ou déplacements de commissaires de police, auprès du préfet de département précédent sur leur conduite ou leur valeur professionnelle »¹⁰.

Cette concentration des pouvoirs dans les mains du préfet régional conduisait inévitablement à une dépossession des préfets départementaux, ceux-ci recevant de celui-là « les instructions qu'il juge opportunes pour la bonne marche des services de police et l'utilité rationnelle des forces de police »¹¹. Des conflits eurent lieu entre les préfets départementaux et l'intendant de police qui exerçait, par délégation du préfet régional, une compétence en matière de maintien de l'ordre sur l'ensemble du territoire de la région. En février 1942, les intendants de police sont implantés en zone occupée, mais, ils n'ont en fait pas de responsabilités directes dans la conduite du maintien de l'ordre, leur tâche se limitant à l'épuration du personnel de police et à la préparation de l'étatisation des polices municipales.

De plus, fut organisé un service des contrôles techniques chargé de renseigner le gouvernement à partir de l'interception d'un nombre important de communications postales et téléphoniques.

Un grand soin avait été apporté à la question de la formation des fonctionnaires de police, avec la création, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, d'une école nationale de police, qui put accueillir, dès août 1941, sa première promotion (baptisée « Maréchal Pétain »).

La police était donc toute puissante et les entraves à la liberté d'expression nombreuses. Ainsi, en janvier 1942, Pucheu demanda aux préfets, sous le timbre de la direction générale des renseignements généraux, des informations précises¹² sur « la situation, la personnalité et les tendances actuelles de ceux qui ont joué un rôle politique ou exercé une influence morale, jusqu'à ce jour, dans [leur] département : parlementaires, chefs des anciens partis politiques, dirigeants des mouvements syndicalistes et groupements professionnels, patronaux et ouvriers (s'ils exercent une activité politique), agents électoraux, notables, maires des agglomérations les plus importantes »¹³. La circulaire était accompagnée d'une annexe précisant 17 rubriques qui devaient être renseignées, en s'inspirant d'un modèle de notice-type qui définissait le profil du notable moyen dont le régime aurait volontiers fait son soutien¹⁴.

10. Voir note 8.

11. Décret du 7 juillet 1941, in Baruch (M.O.), *Servir l'Etat français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997, 737 p.

12. Cote 182 W 107.

13. Circulaire du 8 janvier 1942, in Baruch (M.O.), *Servir l'Etat français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997, 737 p.

14. Voir annexe p. 91.

INTRODUCTION

A partir de la fin 1943, le régime se radicalisa. Les Allemands exigèrent le départ des collaborateurs les plus proches du chef de l'Etat et celui de nombreux fonctionnaires de métier, notamment des préfets qu'ils jugeaient trop tièdes en matière de répression : l'Etat devint milicien. La Milice fut officiellement créée le 3 janvier 1943, sous la direction de Jacques Darnand, par transformation du Service d'ordre légionnaire, envers lequel Laval avait manifesté de l'intérêt dès son retour aux affaires. Les futurs miliciens devaient recevoir une formation politique générale et « morale » : l'école nationale de la Milice est créée à Uriage, en mars 1943, à la place de l'école nationale des Cadres, dissoute fin 1942 par Laval. L'association était organisée de manière pyramidale, sous l'autorité de chefs régionaux et départementaux chargés de la représenter auprès de l'autorité préfectorale, mais rien dans ses statuts ne venait préciser les modalités de sa collaboration avec le corps préfectoral. La Milice apparaissait comme la « garde prétorienne » d'un régime entraîné toujours plus loin en matière de répression. En quelques mois, elle devint un élément important de l'appareil de répression. Véritable auxiliaire de la police allemande, elle fit de la lutte contre la Résistance, cette « anti-France » qu'elle s'était jurée d'anéantir, son combat prioritaire. Les oppositions entre la Milice et les préfets furent donc nombreuses. En 1944, Vichy était un véritable Etat milicien. Des miliciens furent nommés intendants de police, hauts responsables des renseignements généraux et même préfets.

Trois lois du 15 avril 1944 vinrent encore centraliser le dispositif de maintien de l'ordre, en confiant à Darnand et à ses collaborateurs immédiats les moyens de contrôler et, s'il le fallait, de diriger l'action répressive menée sur le terrain. L'administration préfectorale voyait son autorité sur les polices doublement réduite, par la création d'une inspection générale du maintien de l'ordre, qui ne dépendait que de Darnand et par la réorganisation de la direction centrale des renseignements généraux. Celle-ci avait désormais pour correspondant, au chef-lieu de région, une délégation régionale qui ne rendait compte et n'obéissait qu'à son directeur central, alors que l'article 8 du décret du 7 juillet 1941 stipulait que « tous les services de police et tous les personnels de police en fonction dans la région [...] sont placés sous l'autorité du préfet régional ». Le troisième texte - qui transformait les intendants de police en intendants du maintien de l'ordre aux pouvoirs plus étendus qu'avant - offrait, de manière plus subtile, la possibilité de déposséder totalement l'autorité préfectorale de ses pouvoirs de police. Le corps préfectoral, subissant cette prise du pouvoir policier par un échelon qui lui était en théorie subordonné, était, au mieux, informé des opérations projetées - quand elles n'étaient pas déjà exécutées - sur le territoire dans lequel il était censé garantir l'ordre public. A l'exception, rare, des préfets issus de la Milice ou de ceux qui en étaient sympathisants, le corps préfectoral adopta face à cette évolution une attitude où se mêlaient résignation et volonté de lutte. Début 1944, il y eut des purges,

demandées par les Allemands, dont deux des plus importants préfets régionaux de la zone sud, Angéli à Lyon- qui n'avait pourtant pas démerité en matière de lutte contre les dissidences- et Chéneau de Leyritz à Toulouse. A l'été 1944, il y eut de nouvelles purges : le 15 mai, les Allemands procèdent à l'arrestation de quatre préfets régionaux (Lyon, Marseille, Laon, Montpellier), de dix préfets et de vingt sous-préfets, la plupart transférés à Compiègne puis déportés.

Le contrôle de l'opinion

La mainmise de Vichy sur les esprits par le biais de l'information a été un souci constant du gouvernement. L'information devait présenter les événements sous un angle conforme à la ligne du gouvernement. Il y avait donc un contrôle étroit de la presse et de la radio. Ainsi, la propagande était assurée par l'Office français d'information, à l'échelon national, qui relayait ses directives dans les départements par l'intermédiaire des centres départementaux d'information et des délégués à la propagande. De plus, dans chaque région, exerçaient des chefs de la censure : la région de Lyon constituait la XIV^{ème} région pour la censure.

Le ravitaillement

Vichy devait surtout résoudre les problèmes de ravitaillement de la population qui sont les plus sensibles. En effet, celle-ci devait faire face au rationnement. Les consommateurs étaient classés en diverses catégories, selon leurs besoins. Les cartes de rationnement individuelles, frappées de lettres correspondant à la catégorie, étaient délivrées par les mairies. Le taux des rations était fixé chaque mois pour les différentes catégories. Le rationnement des denrées concernait non seulement la nourriture, le tabac ou le vin mais aussi les vêtements, les chaussures, le chauffage. En matière de nourriture, tout ou presque était rationné : pain, pâtes, sucre en août 1940 ; beurre, fromage, viande, café, charcuterie, fruits, oeufs en octobre ; chocolat et poisson frais en juillet 1941 ; triperie et légumes frais en octobre 1941... et aussi lait, vin, pommes de terre. Le marché noir commença dès l'hiver 1940-41.

La réorganisation du travail

L'encadrement des travailleurs était également nécessaire pour Vichy. Le corporatisme voulait donc une organisation sociale et économique fondée sur des solidarités qui seraient tissées non pas au sein de « classes » sociales antagonistes mais au sein d'une même « famille » économique, une entreprise, une branche, un secteur, un corps de métier et qui regrouperaient patrons, cadres, ingénieurs et ouvriers. Les travailleurs devaient être représentés à l'échelon de la pro-

INTRODUCTION

fession avec leurs employeurs, et au sein de leur entreprise dans le cadre de comités sociaux chargés de régler, notamment, les rapports entre salariat et direction.

La Charte du travail du 4 octobre 1941 interdisait la grève, reconnaissait les droits d'association au seul niveau régional, prévoyait la participation des travailleurs à l'échelon local dans les comités sociaux. Les 272 comités créés dans le Rhône en mai 1942, en application de la loi du 4 octobre 1941, intéressaient les entreprises de plus de 100 salariés¹⁵. Les comités étaient l'organe de collaboration au sein de l'entreprise. En fait, le patron, conscient de son rôle de chef, se voyait flanqué d'un conseil purement consultatif qui ne disposait d'aucun pouvoir. La loi du 4 octobre 1941 n'établissait aucune règle d'élection des délégués, d'où l'anarchie des modes de désignation et les abus. La Charte du Travail organisait 29 « familles professionnelles », selon des modalités d'une complication extrême, qui étaient le résultat de compromis boiteux.

Le groupement de base était le syndicat, désormais unique, obligatoire et catégoriel. Il encadrait ses « ressortissants », transmettait et exécutait les décisions corporatives, étudiait les questions professionnelles en vue de la présentation de suggestions corporatives et recherchait « éventuellement » des solutions à appliquer à ses membres. En fait, la politique du travail de Vichy fut plutôt un échec et les oppositions furent nombreuses, surtout à partir de l'instauration du Service du travail obligatoire.

La loi du 16 février 1943 sur le STO eut un grand nombre de décrets et circulaires d'application, qui définissaient notamment les modalités de recensement et d'examen des requis, classés en diverses catégories selon leur état physique et leur degré d'utilité à la collectivité nationale. La loi imposait l'enregistrement de tous les jeunes hommes nés entre 1920 et 1922. Les préfets furent chargés, sous la surveillance d'un commissariat général au STO créé pour l'occasion, de la conduite de ces opérations censées être achevées le 15 mars. Le commissariat coiffait un réseau de directions départementales, il fut assisté à partir d'avril par un Conseil supérieur du STO et des chantiers de jeunesse. Il y eut donc mise en place, au sein de l'administration française, d'une véritable machine à recenser et à expédier les jeunes gens en Allemagne. L'instauration du STO est considérée comme le moment où Vichy bascule dans la collaboration la plus extrême et où la résistance bénéficia d'un afflux de jeunes recrues qui prirent le maquis.

15. Aulas (B.), *Vie et mort des lyonnais en guerre : 1939-1945*, Horvath, 1974, 281 p.

Les organisations de jeunesse

Pourtant, pour contrôler la jeunesse, de nombreuses associations avaient fleuri, dont les chantiers de jeunesse. Ceux-ci furent officiellement institués le 18 janvier 1941. Désormais, « tout citoyen français de sexe masculin doit accomplir au cours de sa vingtième année un stage dans un chantier de jeunesse », pour une durée de 8 mois. Les jeunes hommes, en âge d'accomplir leur service militaire, étaient astreints à des travaux d'utilité publique dans un environnement viril, communautaire et agreste. Sous la haute autorité du général de La Porte du Theil, furent créés six commissariats régionaux. La région Alpes-Jura en formait un, fort d'environ une dizaine de groupements - d'environ 2000 hommes chacun - représentant à peu près 20 % de l'effectif national. Afin de former les cadres des mouvements de jeunesse, des écoles nationales (Uriage et Ecully en zone libre, La-Chapelle-en-Serval en zone occupée) et régionales de cadres furent créées.

A la Libération

Toutes les attributions et actions du préfet régional ne furent pas forcément remises en cause à la Libération. En effet, l'ordonnance du 10 janvier 1944 créait les commissariats régionaux de la République et plaçait sous leur autorité les services dépendant auparavant des préfets régionaux. Pour la région de Lyon, libérée en septembre 1944, fut nommé Yves Farge. De plus, les attributions des intendants de police passèrent aux secrétaires généraux pour la police, collaborateurs des commissaires régionaux de la République. Le CFLN, dans son ordonnance du 10 janvier 1944 nommant des commissaires de la République appelés à devenir chacun responsable d'une région dès qu'elle serait libérée, suivait le découpage des superpréfectures. Le CFLN a donc manifestement estimé aussi qu'à l'âge de l'automobile, la région se prêtait mieux que le département au maintien de l'ordre. Les commissaires de la République restèrent en fonction jusqu'en mars 1946.

CLASSEMENT

Il n'existe pas, pour les archives de la période contemporaine, de cadre de classement spécifique. Le plan adopté est essentiellement fondé sur l'analyse des fonctions, des attributions et des actions exercées par le cabinet du préfet régional pendant la seconde guerre mondiale. Nous nous contenterons ici de décrire sommairement les caractéristiques majeures du plan de classement, afin de préciser ce que l'on peut ou ne peut pas trouver sous les principales rubriques :

Administration générale : nous avons regroupé sous cette appellation les rapports mensuels adressés par les différents représentants de l'Etat au préfet

régional et adressés par le préfet régional au chef de l'Etat, riches d'enseignements sur la situation politique, policière, économique de la région, même si lacunaires, les conférences organisées dans le cadre national entre préfets régionaux ou régional entre préfets départementaux. Nous y avons rajouté tous les dossiers relatifs au fonctionnement interne du cabinet du préfet régional (notes de service, correspondance).

Organisation administrative de la France : on a regroupé ici tous les dossiers traitant des instances politiques consultatives ou représentatives, pyramide politique allant du conseil national jusqu'au conseil municipal de Lyon. A chaque échelon, se pose la question de la nominations des membres. S'ajoutent à cet ensemble des dossiers relatifs aux chambres consulaires, de commerce et d'agriculture.

Personnel de la fonction publique : nous avons rangé ici les dossiers relatifs à tous les personnels de la fonction publique. On trouvera donc des renseignements sur les recrutements, les nominations, les statuts, les rémunérations, la notation, les enquêtes sur des fonctionnaires, les sanctions, suspensions et révocations, les congés accordés aux fonctionnaires. Nous avons ajouté à cet ensemble les dossiers relatifs au personnel militaire.

Organisation de la Nation en temps de guerre : on trouve ici les dossiers relatifs les mesures prises par le gouvernement, avant et pendant la guerre, pour faire face à cette situation exceptionnelle, notamment un dossier très complet sur la défense passive dans la région et plus spécifiquement à Lyon.

Liaisons routières, ferroviaires, fluviales, postales et téléphoniques : dans un pays en guerre et occupé, les liaisons sont particulièrement perturbées. Nous avons donc rassemblé ici tous les dossiers relatifs aux difficultés de communication, quelles qu'elles soient, au contrôle des moyens de transmission, notamment de la circulation routière avec l'établissement de laissez-passer et d'autorisations de circuler.

Police : la priorité accordée à la police par le régime de Vichy, la définition des pouvoirs de police du préfet régional¹⁶ et la mise en place d'un intendant de police ayant précédé les questions économiques, nous avons choisi de classer les dossiers relatifs à la police avant les affaires économiques. On y trouvera donc de nombreux dossiers sur les activités de la police politique, à la fois dans ses activités de répression des menées antinationales (attentats, regroupements séditionnels, actes de résistance) et dans ses activités de contrôle et surveillance de l'opinion

16. Voir annexe p. 89.

publique. Sont également présents les dossiers des polices économique (contrôle économique et répression des activités économiques frauduleuses) et administrative (port d'armes, explosifs, fermeture administrative de restaurants et boîtes de nuit, police de la pêche, cartes d'identité, ...). Enfin, nous signalons un dossier très complet sur le recensement des étrangers dans la région.

Propagande et censure : corrélativement à la police, nous avons rangé à la suite les dossiers montrant le contrôle total qu'exerce Vichy sur l'opinion publique et les esprits. Il regroupe, outre des rapports et des renseignements sur les journaux de la région, des revues de presse très complètes et des rapports d'écoute d'émissions radiophoniques étrangères telles Radio Londres.

Prisons : nous avons notamment regroupé ici les dossiers relatifs à deux prisons de la région, à savoir la prison Saint-Paul de Lyon et la maison d'arrêt de Grenoble.

Affaires budgétaires, financières et monétaires : en préambule aux affaires économiques, nous avons rangé sous cette appellation quelques dossiers, peu volumineux, traitant de sujets tels que les budgets nationaux, l'impôt sur le revenu, les problèmes de raréfaction de la monnaie.

Affaires économiques et ravitaillement : nous avons regroupé ici tous les dossiers de l'intendance des affaires économiques, plus volumineux que les dossiers de l'intendance de police car mieux conservés et, plus spécifiquement, ceux relatifs au ravitaillement, à la répartition des produits alimentaires, énergétiques, industriels, matériels, actions du cabinet les plus importantes pour la population car la touchant plus directement et concrètement dans sa vie quotidienne. D'ailleurs, les dossiers relatifs aux sollicitations de particuliers ou d'associations le prouvent.

Réquisitions : sont réunis ici tous les documents en rapport avec un autre aspect des affaires économiques, à savoir les réquisitions diverses - d'immeubles, de locaux, de logements, de chambres d'hôtels, de véhicules, de denrées, de matériel divers, de personnel - effectuées dans un pays occupé.

Travail et affaires sociales : nous avons regroupé sous cette appellation tous les dossiers relatifs au monde ouvrier (salaires, aides de l'Etat, organisations représentatives, grèves, manifestations), au monde rural, aux commerçants, aux médecins. La mise en place de la Charte du Travail est également évoquée avec les dossiers sur les familles professionnelles. Ils sont complétés par un dossier sur l'organisation du STO dans la région, de volumineux dossiers sur les différents organes d'encadrement de la population, à savoir les associations familiales ou de jeunesse, les organismes sociaux divers.

INTRODUCTION

Enseignement : nous avons rangé ici un très petit nombre de documents relatifs aux dates de rentrée dans les établissements scolaires de la région, aux subventions aux écoles privées et à la fédération des oeuvres scolaires.

Distinctions honorifiques : sont rangés sous cette dénomination les dossiers relatifs aux attributions de la légion d'honneur et de la francisque à des personnes de la région proposées par le préfet régional.

Relations avec les troupes d'occupation : on trouvera ici tous les dossiers traitant des rapports avec les occupants allemands (les plus volumineux) et italiens (moins conséquents) dans la région, avant le 11 novembre 1942, date de franchissement de la ligne de démarcation, et après cette date. Sont abordées les questions les plus diverses, mais surtout les arrestations et exécutions effectuées par les Allemands, et, dans une moindre mesure, par les Italiens.

A la Libération : nous avons regroupé sous ce libellé tous les dossiers relatifs aux nouvelles institutions mises en place et à leurs activités dans la région, à partir de septembre 1944, à savoir le commissariat de la République, le secrétariat pour la police, le secrétariat pour les affaires économiques, les comités consultatifs de répartition.

Pour avoir une vue d'ensemble du plan de classement, le sommaire (page 31) se révélera utile. D'autre part, on trouvera en fin d'ouvrage le tableau méthodique des noms de lieux, celui des mots-matières et l'index alphabétique.

BIBLIOGRAPHIE

- AMORETTI (H.), *Lyon capitale : 1940-1944*, Paris, France-empire, 1964, 416 p.
- AULAS (B.), *Vie et mort des Lyonnais en guerre : 1939-1945*, Lyon, Horvath, 1974, 281 p.
- AZÉMA (J.P.) et BÉDARIDA (F.), sous la direction de, *La France des années noires, T.1 : de la défaite à Vichy*, Paris, Seuil, 1993, 540 p.
- AZÉMA (J.P.) et BÉDARIDA (F.), sous la direction de, *La France des années noires, T.2 : de l'Occupation à la Libération*, Paris, Seuil, 1993, 550 p.
- AZÉMA (J.P.) et BÉDARIDA (F.), sous la direction de, *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992, 788 p.
- BARUCH (M.O.), *Servir l'Etat français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997, 737 p.
- BARUCH (M.O.), *Le Régime de Vichy*, Paris, Repères, La Découverte, 1996, 124 p.
- BLOCH-LAINÉ (F.) et GRISON (C.), *Hauts fonctionnaires sous l'Occupation*, Paris, Odile Jacob, 1996, 285 p.
- CHAPIER (G.), *La Guerre 39-40 à Lyon (notes et souvenirs)*, Lyon, 1949, 120 p.
- CHAUVY (G.), *Lyon 40-44*, Paris, Plon, 1985, 424 p.
- CHAUVY (G.), *Lyon des années bleues : libération, épuration*, Paris, Plon, 1987, 260 p.
- DURAND (Y.), *La France dans la seconde guerre mondiale*, Paris, Cursus, Armand Colin, 1989, 192 p.
- PAXTON (R.O.), *La France de Vichy : 1940-1944*, Paris, Seuil, 2ème édition, 1997, 462 p.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Pour plus de précisions, voir *La seconde guerre mondiale. Guide des sources conservées en France, 1939-1945*, Paris, Archives nationales, 1994.

Archives départementales du Rhône

- 45 W : bureau de police générale de la préfecture (1939-1960)
- 74 W : service départemental des combustibles (1939-1945)
- 78 W : direction départementale du ravitaillement général du Rhône (1940-1949)
- 283 W : cabinet du commissaire de la République (1944-1946)
- 668 W : cabinet du préfet du Rhône (1940-1970)
- 3335 W : service régional de la police judiciaire, fiches de renseignements concernant des personnes arrêtés par les autorités d'occupation (fichier Montluc, 1942-1952)
- 3353 W : cabinet du préfet, organisation des conseils municipaux entre 1939 et 1944
- 3460 W : service régional de la police judiciaire, photographies de groupes de fusillés et procès-verbaux d'identification des corps exhumés dans la région lyonnaise (1943-1944)
- C.A.T.I. : versement non coté de janvier 1949 (1941-1948)
- 31 J : fonds de la Commission d'histoire de la guerre (1914-1998)
- 1 J 51 : registre des consignes des services de la censure à Lyon (1940-1942)

Archives nationales

- F^{1b}I 711, 943 et 1037 : dossier d'Alexandre Angéli

F^{1b}I 727 et 1044 ; AJ¹⁰ 542/1 et 2 ; 72 AJ 180 Rhône A II 17 : dossiers d'Edouard Bonnefoy

F^{1b}I 1047 ; AJ⁴⁰ 541/2 et 542/2 ; C.A.C. 920231/3 : dossiers d'André Boutémy

F^{1a} 3671 à 3676 : administration régionale et départementale (réunions des préfets régionaux, tournées d'inspection, rapports des services nouveaux avec l'administration préfectorale, ...) (1940-1944)

F⁷ : Police générale

Sûreté nationale (1938-1943) : F⁷ 14713-14716, 14781, 14883, 14884, 14822, 14830, 14881, 14880

Cabinet du secrétaire général à la police (1941-1944) : F⁷ 14886-14911, 14924-14973, 14974, 14977, 14986-15012, 15017, 15018, 15273-15320, 15324-15352, 15545-15553, 16029-16126

Direction générale de la police nationale (1936-1966) : F⁷ 840078, 870802, 880506, 890158, 880042, 880206, 890151, 890464

Direction des libertés publiques et des affaires juridiques (1937-1965) : F⁷ 860581, 770120

F¹⁰ : agriculture

Service d'études et de documentation, statistiques (1941-1945) : F¹⁰ 7129-7131

Production agricole (1941-1951) : F¹⁰ 5498, 5916-5918

Affaires financières et économiques (1941-1944) : F¹⁰ 800392

F¹² : Commerce et industrie

Direction de l'administration générale : F¹² 800256 (affaire Berliet, 1946-1950)

F²² 1774-2022 : Charte du Travail (1941-1951)

F⁴¹ : Information

Commissariat général à l'information (septembre 1939-juin 1940) : F⁴¹ 14-36, 791-795, 972-990

Service de l'information sous le gouvernement de Vichy (1940-août 1944) : F⁴¹ 93-129, 130-155, 156-265, 266, 326

RÉPERTOIRE

L'astérisque (*) suivant un numéro d'article
indique qu'il s'agit d'un registre

SOMMAIRE

LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION	182 W 1
ADMINISTRATION GÉNÉRALE	182 W 2-16
RAPPORTS DE SYNTHÈSE	182 W 2-4
CONFÉRENCES ET RÉUNIONS PRÉFECTORALES	182 W 5-8
DOSSIERS DÉPARTEMENTAUX	182 W 9-10
FONCTIONNEMENT DE LA PRÉFECTURE	182 W 11-13
CORRESPONDANCE	182 W 14-16
ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA RÉGION : INSTANCES POLITIQUES OU ÉCONOMIQUES REPRÉSENTATIVES ET CONSULTATIVES	182 W 17-29
CARTE DE FRANCE	182 W 17
TEXTES OFFICIELS	182 W 18
PROJETS DE RÉFORMES	182 W 19-21
INSTANCES POLITIQUES CONSULTATIVES	182 W 22-27
CHAMBRES CONSULAIRES	182 W 28-29
PERSONNEL D'ÉTAT ET PARLEMENTAIRES	182 W 30-62
TEXTES OFFICIELS	182 W 30

EFFECTIFS, COMPOSITION DES SERVICES	182 W 31-34
STATUT DU PERSONNEL, ATTRIBUTIONS	182 W 35-36
SERMENT DE FIDÉLITÉ	182 W 37
ÉCOLES RÉGIONALES D'ADMINISTRATION	182 W 38-41
RECRUTEMENT ET MUTATIONS	182 W 42-46
RÉTRIBUTIONS ET RÉMUNÉRATIONS	182 W 47
NOTATION, CONTRÔLE ET ENQUÊTES	182 W 48-51
SANCTIONS, SUSPENSIONS ET RÉVOCATIONS	182 W 52-57
CONGÉS, VACANCES	182 W 58-59
IMMOBILIER	182 W 60
PERSONNEL MILITAIRE	182 W 61-62
ORGANISATION DE LA NATION EN TEMPS DE GUERRE	182 W 63-66
LIAISONS ROUTIÈRES, FERROVIAIRES, FLUVIALES, POSTALES ET TÉLÉPHONIQUES	182 W 67-80
LIAISONS ROUTIÈRES, FERROVIAIRES ET FLUVIALES	182 W 67-76
LIAISONS POSTALES	182 W 77-78
LIAISONS TÉLÉPHONIQUES	182 W 79-80
POLICE	182 W 81-137
RAPPORTS DE SYNTHÈSE	182 W 81-85
RELATIONS ENTRE LE CABINET DU PRÉFET ET L'INTENDANCE DE POLICE	182 W 86
ÉCOLES DE POLICE	182 W 87-88
PERSONNEL	182 W 89-90

SOMMAIRE

EQUIPEMENT	182 W 91-95
POLICE POLITIQUE	182 W 96-118
AFFAIRES DE DROIT COMMUN	182 W 119
OPÉRATIONS DE POLICE DÉPARTEMENTALE	182 W 120
POLICE ÉCONOMIQUE	182 W 121-124
POLICE ADMINISTRATIVE	182 W 125-131
ETRANGERS ET JUIFS	182 W 132-137
PROPAGANDE ET CENSURE	182 W 138-156
PROPAGANDE	182 W 138-145
CENSURE	182 W 146-156
Presse	182 W 146-153
Radiodiffusion	182 W 154-156
PRISONS	182 W 157-162
AFFAIRES BUDGÉTAIRES, FINANCIÈRES ET MONÉTAIRES	182 W 163-168
AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET RAVITAILLEMENT ...	182 W 169-218
LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION	182 W 169-172
RAPPORTS DE SYNTHÈSE ET RÉUNIONS DE COORDINATION	182 W 173-176
STATISTIQUES	182 W 177
ORGANISATION GÉNÉRALE DU RAVITAILLEMENT DANS LA RÉGION	182 W 178-185
PERSONNEL	182 W 186
RAVITAILLEMENT EN PRODUITS DIVERS	182 W 187-200
IMPOSITIONS	182 W 201
SOLLICITATIONS PARTICULIÈRES	182 W 202-207

INFRASTRUCTURES LIÉES AU RAVITAILLEMENT	182 W 208-211
ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES FRAUDULEUSES	182 W 212-217
CONTROVERSES SUR L'INTENDANCE ÉCONOMIQUE	182 W 218
RÉQUISITIONS	182 W 219-220
PERSONNEL	182 W 219
RÉQUISITIONS DIVERSES	182 W 220
TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES	182 W 221-251
TRAVAIL	182 W 221-235
RELÈVE ET STO	182 W 236-237
SOLIDARITÉ NATIONALE ET AIDES À LA POPULATION	182 W 238-243
ORGANES D'ENCADREMENT	182 W 244-251
ENSEIGNEMENT	182 W 252-253
DISTINCTIONS HONORIFIQUES	182 W 254-255
RELATIONS AVEC LES TROUPES D'OCCUPATION ...	182 W 256-270
RÉGLEMENTATION	182 W 256
ORGANISATION DE L'OCCUPATION ALLEMANDE ET ITALIENNE ...	182 W 257-259
RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES	182 W 260-269
RELATIONS FRANCO-ITALIENNES	182 W 270
A LA LIBÉRATION	182 W 271-280

- 3 Rapports mensuels et éléments ayant servi à leur rédaction³ (août 1942-juillet 1944).
- 4 Éléments ayant servi à la rédaction des rapports : rapports mensuels, bimensuels, bimestriels des préfets départementaux (octobre 1942- juin 1944).

CONFÉRENCES ET RÉUNIONS PRÉFECTORALES

182 W 5-6 Conférences interrégionales. 1940-1943

- 5 Dossiers de préparation des conférences interrégionales portant sur les rapports des préfets et des trésoriers généraux, la réorganisation des conseils de préfecture, l'application de la loi du 12 octobre 1940 instituant des commissions administratives départementales et le projet du conseil régional, la situation administrative des départements traversés par la ligne de démarcation, les agents administratifs cantonaux, la réforme des finances locales, les dettes des collectivités locales, l'adoption des communes sinistrées de guerre (adoption de la ville de Brest), les questions communales (recrutement des gardes-champêtres, assurances des communes, documentation des maires au stade préfectoral), les travaux des collectivités locales, les traitements des fonctionnaires, la défense passive, le droit du préfet régional de réquisitionner dans la région, la police économique, la police des débits de boisson, les polices auxiliaires, le camp d'internement de Fort-Barraux, le trafic illicite avec les autorités occupantes, les questions de ravitaillement, le rationnement en chaussures et articles textiles,

nesse, du commissariat régional aux travaux, du chef de la censure régionale, du service du contrôle des prix, de la direction régionale des PTT, du service départemental (du Rhône) de contrôle économique, de la direction départementale (du Rhône) à l'éducation nationale et aux sports, de la direction départementale du ravitaillement général du Rhône, de l'inspection de la santé, de la direction des services agricoles du Rhône, de l'inspection académique du Rhône, des services de la police spéciale, de l'office départemental du Rhône et municipal de Lyon de placement de la main-d'oeuvre et de la statistique du travail, du service départemental des combustibles, du commissaire central de l'agglomération lyonnaise et de tous les commissaires de police de l'agglomération lyonnaise, du service départemental (Rhône) des réfugiés, du général de division commandant la 7ème division militaire. S'y ajoutent des bulletins hebdomadaires de renseignements des RG, des tableaux des statistiques mensuelles des attentats terroristes dans la région (par département).

3. Voir note 2.

les fournitures de papier, l'approvisionnement des agriculteurs en métaux non ferreux, l'homologation des prix par les commissions régionales des prix, les demandes d'abrogation des textes autorisant dans les restaurants la classe exceptionnelle et le supplément de 40%, la Charte du Travail, les comités sociaux, les salaires, les associations professionnelles (élections), les cantines d'usines, la main-d'oeuvre agricole, les tarifs de l'assistance médicale gratuite, les jardins ouvriers, les subventions aux écoles privées et caisse des écoles, les contrôles techniques: rapports, notes, lois, circulaires ministérielles et préfectorales, arrêté ministériel, arrêtés préfectoraux, correspondance, tableaux statistiques, procès-verbal de réunion, statut d'une association, communiqué à la presse. 1940-1943

6 Conférences interrégionales : procès-verbaux. janvier 1941-février 1943

182 W 7 Réunions ou conférences interdépartementales de la région de Lyon : procès-verbaux. octobre 1940-août 1942

182 W 8 Réunion tenue avec les autorités locales à la Préfecture de l'Ain sous la présidence du préfet régional : procès-verbal, tableau de la situation du ravitaillement dans toute la région. 3 mai 1944

DOSSIERS DÉPARTEMENTAUX

182 W 9-10 Dossiers des départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, du Jura, de la Loire, du Rhône, de la Saône-et-Loire, de la Savoie, de la Haute-Savoie⁴ : rapports, instructions ministérielles, circulaires ministérielles et préfectorales, arrêtés préfectoraux, tableaux statistiques, tableaux du personnel de la préfecture de région, notices sur des fonctionnaires, fiche de notation d'un fonctionnaire, numéros du *Recueil des actes administratifs*, procès-ver-

4. Regroupement par département d'affaires concernant : ravitaillement, personnel (nominations, suspensions, sanctions), bâtiments, propagande, censure, réquisitions, police économique, attentats, activités terroristes et résistantes (dont l'évocation de la journée du 11 novembre 1942), répression policière, rafles, Milice, relations avec les Allemands, moyens de communication, aides aux réfugiés, affaires économiques et sociales, organisations et revendications ouvrières, organismes sociaux, biens séquestrés, divertissements, Conseil départemental de l'Ardèche.

baux de réunions, procès-verbaux de police ou de gendarmerie, bulletin d'informations de la préfecture de Savoie (mars 1942), notes, correspondance, télégrammes, carte de maire, cartes de visite, livret de la Chambre de commerce d'Annonay (*Situation de l'agriculture française : conditions présentes du ravitaillement*, 1941), communiqués préfectoraux à la presse, presse, cahier de revendications ouvrières, plan de défense de la préfecture de Lyon, extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de Valence, bulletin de l'Association des producteurs des Alpes françaises (31 décembre 1940 et 10 septembre 1941), tableau de l'ordre des architectes de Savoie et Haute-Savoie (1er juin 1944), menu, carte postale.
octobre 1940-août 1944

9 Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Jura

10 Loire, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie

FONCTIONNEMENT DE LA PRÉFECTURE

- 182 W 11 Délégation des préfets régionaux aux préfets délégués et chefs de services, échanges de renseignements : arrêté préfectoral, correspondance. février 1942
- 182 W 12 Organisation et fonctionnement des services administratifs : notes de service, circulaires ministérielles et préfectorales. 1940-1944
- 182 W 13 Fourniture de matériel : notes, factures. juin-août 1944

CORRESPONDANCE

- 182 W 14* Registre d'enregistrement du courrier départ. 1er janvier-1er septembre 1944.
- 182 W 15 Voeux du préfet au maréchal Pétain pour son anniversaire : notes, télégrammes. mai 1943
- 182 W 16 Lettre de soutien d'une membre du groupe Collaboration au gouvernement pour une politique de collaboration active avec l'Allemagne. 16 novembre 1942.

**ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA RÉGION :
INSTANCES POLITIQUES OU ÉCONOMIQUES
REPRÉSENTATIVES ET CONSULTATIVES**

CARTE DE FRANCE

- 182 W 17 Carte administrative de la France, diffusion aux services d'Etat :
notes. mars-juillet 1942

TEXTES OFFICIELS

- 182 W 18 Lois, décrets, circulaires, instructions ministérielles relatives à l'organisation administrative de la France (administration départementale et communale, administration des départements traversés par la ligne de démarcation, conseillers départementaux et municipaux, sous-préfets, directeurs régionaux à la famille et à la santé, enseignement départemental et communal de l'agriculture, redéfinition des circonscriptions régionales du chantier intellectuel des sites à protéger). 1941-1944

PROJETS DE RÉFORMES

- 182 W 19 Déconcentration administrative, organisation des provinces et attributions des futurs gouverneurs : projets de lois et décrets, circulaires, notes. 1941-1942.
- 182 W 20 Projets de réforme administrative des provinces : revue *Finances françaises* (n°2, décembre 1941), *Paris Soir* (6 avril 1942), *Le Progrès* (6 avril 1942), *Le Salut Public-Lyon Soir* (n°117, 14 mai 1942). décembre 1941-mai 1942
- 182 W 21 Organisation régionale de l'agriculture et du ravitaillement, enquête auprès des préfets départementaux et des responsables du ravitaillement : circulaire ministérielle, questionnaires, rapports, notes. mars 1942

INSTANCES POLITIQUES CONSULTATIVES

- 182 W 22 Loi du 12 octobre 1940⁵ portant suspension des conseils généraux et conseils d'arrondissement : *Journal Officiel* du 13 octobre 1940, liste de la composition des conseils d'arrondissement de Lyon et Villefranche-sur-Saône. 13 octobre 1940
- 182 W 23 Conseil National.- Désignation des membres du Conseil national, propositions du préfet au ministre de l'Intérieur : rapports du préfet, notices individuelles de renseignements (janvier 1941-juin 1943). Listes des conseillers nationaux de la région de Lyon (s.d.). janvier 1941-juin 1943
- 182 W 24 Projet de constitution du conseil régional, propositions du préfet régional au ministre de l'Intérieur pour la nomination des membres⁶ : listes, notices individuelles de renseignements, tableaux récapitulatifs par profession et par nuance politique, presse, notes. avril 1942
- 182 W 25 Conseils de préfecture⁷ interdépartementaux.- Adaptation à l'organisation régionale : projet de rapport du préfet, note, correspondance (5-10 janvier 1942). Rapport sur la situation du Conseil de préfecture interdépartemental de Lyon (29 juillet 1943). janvier 1942-juillet 1943
- 182 W 26 Conseils départementaux de la région de Lyon, propositions des préfets départementaux pour les nominations : arrêtés ministériels de nomination des membres, notices individuelles de renseignements. 1942-1943
- 182 W 27 Ville de Lyon.- Projet de réforme du régime municipal de la ville de Lyon : rapport, projet de décret (mars 1941). Constitution du nouveau conseil municipal de Lyon : rapports (juin 1941). mars-juin 1941

CHAMBRES CONSULAIRES

- 182 W 28 Chambres de commerce.- XIIIème Région économique, réunions des présidents des chambres de commerce et du comité directeur : procès-verbaux de réunions, correspondance (juin 1943-juillet 1944). Projet

5. Voir aussi 182 W 5.

6. Deux listes de propositions de noms sont établies : pour les membres des commissions administratives départementales, pour les personnalités régionales.

7. Voir aussi 182 W 5.

PERSONNEL D'ETAT ET PARLEMENTAIRES

- de regroupement des chambres de commerce de la XIIIème Région économique : rapport (26 avril 1944). Chambre de commerce de Lyon, nominations de nouveaux membres et réunion : notes, correspondance, procès-verbal, notices individuelles de renseignements (septembre 1942-juin 1943). septembre 1942-juillet 1944
- 182 W 29 Chambre régionale d'agriculture, nominations de nouveaux membres et réunion : correspondance, notes, télégrammes. novembre 1943-mars 1944

PERSONNEL D'ETAT ET PARLEMENTAIRES

TEXTES OFFICIELS

- 182 W 30 Lois, décrets, circulaires et instructions ministérielles relatifs au personnel des services d'Etat et préfectoraux. 1939-1944

EFFECTIFS, COMPOSITION DES SERVICES

- 182 W 31 Composition des cabinets ministériels : listes, lois, décrets, arrêtés ministériels, organigrammes. 1934-1944
- 182 W 32 Sénateurs et députés : livret avec photographies et curricula vitae. 1937
- 182 W 33 Personnel civil et militaire⁸ en poste dans la région : listes, correspondance, notes, rapports⁹, numéros de *Les Documents Français : revue des hautes études politiques, sociales, économiques et financières*. 1943-1944
- 182 W 34* Répertoire d'adresses et de numéros de téléphone de personnalités économiques et politiques, de chefs de services, d'associations ou organismes d'état. s.d.

8. Personnalités militaires, économiques, chefs de service, principaux fonctionnaires de la région mais aussi personnalités politiques.

9. Les rapports concernent la mutation de Léon Emery, professeur de l'école normale de garçons de Lyon, à Bordeaux, et le départ en Angleterre du général Georges.

STATUT DU PERSONNEL, ATTRIBUTIONS

- 182 W 35 Personnel des services d'Etat, régionaux, préfectoraux ou départementaux¹⁰, statuts et attributions : loi, circulaires ministérielle et préfectorale, listes, arrêtés préfectoraux. 1936-1944
- 182 W 36 Personnel des établissements publics communaux et des services municipaux¹¹, statut : circulaires préfectorales, règlements. 1929-1940

SERMENT DE FIDÉLITÉ

- 182 W 37 Prestation du serment de fidélité des fonctionnaires au chef de l'état : loi du 10 avril 1942, texte du serment, circulaires ministérielle et préfectorale, listes de fonctionnaires ayant prêté le serment, notes, rapports. 1942-1943

ÉCOLES RÉGIONALES D'ADMINISTRATION

- 182 W 38 Circulaires de l'Intérieur relatives aux concours et examens des écoles régionales d'administration. 4 octobre 1943, 12 mai 1944
- 182 W 39 Projet de création de l'école régionale d'administration de Lyon : rapport, correspondance, note. mars-juin 1944
- 182 W 40 Centre régional d'études d'Alleverd, fonctionnement : correspondance, notes. mars-juin 1943
- 182 W 41 Diffusion des recueils de cours de l'école régionale d'administration de Clermont-Ferrand auprès des fonctionnaires de la région de Lyon : notes, mandat de paiement. mars-mai 1944

RECRUTEMENT ET MUTATIONS

- 182 W 42 Personnel de la fonction publique, nominations : décret, circulaires ministérielles, télégrammes du ministre de l'Intérieur au préfet, arrêtés préfectoraux, correspondance, notes. 1940-1944

10. Notamment Office départemental des HBM, service départemental des enfants assistés, hôpital départemental du Vinatier, sanatorium départemental des Petites-Roches, maison départementale de retraite d'Albigny.

11. Caisse de crédit municipal de Lyon, bureau de bienfaisance de Lyon, Hospices civils de Lyon, établissements communaux de bienfaisance.

PERSONNEL D'ETAT ET PARLEMENTAIRES

- 182 W 43 Nomination d'un inspecteur régional et départemental de l'enseignement technique, enquête sur un candidat : note, notice individuelle de renseignements. septembre 1941
- 182 W 44 Recrutement de chargés de mission à la préfecture régionale et à l'intendance de police : notes. juin 1942-août 1944
- 182 W 45 Candidatures à un emploi dans la fonction publique, requêtes particulières, enquêtes et réponses : correspondance, notices individuelles de renseignements, notes. juillet 1943-août 1944
- 182 W 46 Personnel de la fonction publique, mouvements de personnel et reclassements : arrêtés ministériels, circulaire préfectorale, arrêté préfectoral, bulletins d'affectation, tableaux, télégrammes, notes. avril 1940-juillet 1944

RÉTRIBUTIONS, RÉMUNÉRATIONS¹²

- 182 W 47 Personnel des services d'Etat, régionaux, préfectoraux ou départementaux, rémunérations : circulaire ministérielle, circulaire préfectorale, arrêtés préfectoraux, extrait du *Journal Officiel* du 5 avril 1942, procès-verbal de réunion, notes, correspondance. 1936-1944

NOTATION, CONTRÔLE, ENQUÊTES

- 182 W 48*-49 Enquêtes des renseignements généraux sur des fonctionnaires. décembre 1941-août 1944
- 48* Registre d'enquêtes, demandées par le cabinet du préfet, sur des fonctionnaires de la région. janvier-mai 1944
- 49 Renseignements politiques sur des fonctionnaires de la région : rapports des renseignements généraux, circulaire ministérielle, notes. 1941-1944
- 182 W 50 Personnel préfectoral, notation : listes, fiches individuelles de notation, notes. novembre 1942-décembre 1943

12. Voir aussi 182 W 5.

13. Il s'agit de la surveillance postale et téléphonique.

- 182 W 51 Contrôle technique¹³ des employés des services du ministère de l'Intérieur : certificats d'emploi établis par l'inspecteur régional des contrôles techniques, circulaires ministérielles, rapport.
avril 1941-juin 1944

SANCTIONS, SUSPENSIONS, RÉVOCATIONS

- 182 W 52 Lois, décrets, circulaires, instructions ministérielles relatives aux sanctions contre les fonctionnaires. 1940-1942
- 182 W 53 Personnel de la fonction publique, sanctions, suspensions et révocations : arrêtés préfectoraux, rapports, procès-verbaux de gendarmerie et de police, liste des établissements de la région pénitentiaire de Lyon, états de services de fonctionnaires, circulaire et décisions ministérielles, notes, correspondance, télégrammes. 1941-1944
- 182 W 54 Démission d'un chargé de mission à la préfecture régionale : notes.
mars 1944
- 182 W 55 Internement administratif de trois fonctionnaires contrôleurs des prix : arrêtés préfectoraux, notes. août-septembre 1944
- 182 W 56 Circulaires de l'Intérieur relatives aux sociétés secrètes. septembre 1941-juin 1944
- 182 W 57 Dossier d'Antoine Cappelli, chef du service comptabilité de la défense passive, victime d'une mesure administrative suite à la loi sur les sociétés secrètes : loi du 10 novembre 1941 sur les sociétés secrètes (*Journal Officiel* du 19 novembre 1941), état des services, attestation d'emploi, relevé de notes, acte d'engagement dans la défense passive, rapport, correspondance. novembre-décembre 1941

CONGÉS, VACANCES

- 182 W 58 Personnel des services d'Etat de la région.— Congés : circulaires ministérielles, arrêtés préfectoraux, télégrammes, correspondance, notes. 1940-1944
- 182 W 59 Utilisation du personnel de l'enseignement dans les administrations publiques pendant les vacances : listes, télégrammes, notes.
juillet-août 1944

ORGANISATION DE LA NATION EN TEMPS DE GUERRE

LOGEMENT

- 182 W 60 Locations immobilières au profit d'agents du ministère de l'Intérieur : conventions de location, avenants à des conventions de location, certificats d'occupation, fiche de demande de concession d'un compteur d'eau, procès-verbaux, rapports, correspondance, notes.
avril 1937-mars 1945

PERSONNEL MILITAIRE

- 182 W 61 Personnel militaire.- Recrutement militaire : correspondance (juillet 1943). Enquêtes sur des militaires en voie de reclassement : listes, notices individuelles de renseignements, notes (novembre 1943-août 1944). Militaires de l'aviation et officiers démobilisés de l'armée d'armistice, recensement et demande de renseignements : dépêche ministérielle, rapports, notes (février-novembre 1943).
février 1943-août 1944
- 182 W 62 Légion des volontaires français contre le bolchevisme, demande de renseignements sur un candidat : correspondance. 21 mars 1944

ORGANISATION DE LA NATION EN TEMPS DE GUERRE

- 182 W 63 Lois et décrets sur l'organisation de la Nation en temps de guerre.
1938-1939
- 182 W 64 Circulaire du ministère de l'Intérieur relative à la création du service interministériel de protection contre les événements de guerre.
24 février 1943
- 182 W 65 Liaisons gouvernementales en cas de troubles : circulaires, notes.
mai-juin 1944
- 182 W 66 Défense passive¹⁴, réglementation et organisation : instructions et circulaires ministérielles, annuaire des services de la défense passive,

14. Voir aussi 182 W 5.

listes du personnel, listes de documents à protéger et de voies ferrées à surveiller, tableaux du déroulement des opérations en cas d'alerte et de bombardement, plan général de Lyon, tableau de l'organisation des services techniques de la ville de Lyon en cas d'alerte, tableaux des effectifs de sapeurs-pompiers des communes du Rhône situées à moins de 20 km de Lyon, carte de l'agglomération lyonnaise relative à l'organisation des services d'incendie, liste de contrevenants au couvre-feu, questionnaire de l'état-major allemand et réponse préfectorale, rapports¹⁵, télégrammes, notes, correspondance. 1939-1944

LIAISONS ROUTIÈRES, FERROVIAIRES, FLUVIALES, POSTALES ET TÉLÉPHONIQUES

LIAISONS ROUTIÈRES, FERROVIAIRES ET FLUVIALES

- 182 W 67 Réglementation générale concernant la circulation des automobiles, motocyclettes et vélomoteurs : loi, circulaires.
août 1940-septembre 1941
- 182 W 68 Projet de loi relative au service des transports routiers du département du Rhône. 1944
- 182 W 69 Plan de transport réduit en cas de troubles : circulaire ministérielle, rapports, notes. décembre 1943-avril 1944
- 182 W 70 Délivrance de carte grise, de permis de conduire, de passeports, de laissez-passer et autorisations de circuler : circulaires ministérielles, arrêté préfectoral, listes de sonderausweis délivrés ou non, tableaux de véhicules à immatriculation militaire et civile, fiche de demande temporaire de circuler en automobile, fiche de demande de visa de sortie et retour en France, photographies d'identité, cartes de visite, correspondance, notes. 1942-1944
- 182 W 71 Equipement automobile des services publics.- Création d'un parc automobile pour les administrations publiques : projet de loi, arrêtés préfectoraux, liste des administrations, règlement de service, rap-

15. On trouve notamment des rapports relatifs au bombardement aérien du 26 mai 1944.

LIAISONS ROUTIÈRES, FERROVIAIRES...

- ports, notes (20 juillet-1er septembre 1944). Demandes de licences d'achat pour des engins de locomotion : rapport, notes (avril 1944). Renforcement du parc d'autocars et de camions bâchés pour les besoins des services publics : rapport, arrêté préfectoral, notes (juillet-août 1944). Autorisation de louer un car PJ : note (20 octobre 1943). Equipement en gaz de ville et charbon minéral des automobiles d'administrations : rapports, notes (novembre 1943-août 1944).
octobre 1943-août 1944
- 182 W 72 Compagnie des omnibus et tramways de Lyon, nomination du personnel, suppression du trafic sur certaines lignes, demande de services particuliers : rapports, correspondance, notes. 1944
- 182 W 73 Attributions de véhicules pour le transport des marchandises : correspondance, notes. avril-mai 1944
- 182 W 74 Transport d'urgence des malades et des femmes enceintes : arrêtés préfectoraux, rapports, notes. décembre 1943-juin 1944
- 182 W 75 Etat des vols commis à la Régie des services automobiles du Rhône : tableaux récapitulatifs, liste, rapport. juillet 1944
- 182 W 76 Demande de dérogation à l'interdiction de circuler sur le Rhône la nuit : rapport, note. août 1944

LIAISONS POSTALES

- 182 W 77 Rapports au préfet régional sur le fonctionnement des services postaux dans la région. mai-juin 1944
- 182 W 78 Suppression des relations postales avec les régions contrôlées par les forces du maquis : rapports, télégrammes, notes. juillet-août 1944

LIAISONS TÉLÉPHONIQUES

- 182 W 79 Circulaires du chef du gouvernement aux ministres et du ministre de l'Intérieur aux préfets relatives aux communications téléphoniques. janvier-avril 1943
- 182 W 80 Réseau téléphonique, installation de lignes, demandes de rétablissement de lignes, écoutes de lignes : organigramme du réseau téléphonique gouvernemental, listes de postes et de numéros téléphoniques, télégrammes, correspondance, notes. décembre 1943-août 1944

POLICE

RAPPORTS DE SYNTHÈSE

- 182 W 81 Comptes-rendus de la situation dans les départements de la région par l'intendant de police pour le préfet régional. juillet-août 1944
- 182 W 82 Rapports des préfets de l'Ain et de la Loire sur les activités terroristes. juillet-août 1944
- 182 W 83 Envoi des rapports mensuels de gendarmerie : notes. janvier 1943
- 182 W 84 Bulletins d'information hebdomadaire et rapports journaliers des renseignements généraux de la région de Lyon. juillet 1943-août 1944
- 182 W 85 Rapports journaliers du service régional de sécurité publique. 13-16 août 1943

RELATIONS ENTRE LE CABINET DU PRÉFET ET L'INTENDANCE DE POLICE

- 182 W 86 Transmissions de courriers : notes du cabinet du préfet à l'intendant de police et de l'intendant de police au cabinet du préfet. juin 1943-août 1944

ECOLES DE POLICE

- 182 W 87 Ecole nationale de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, installation de l'école, organisation, programme des cours, nominations de personnel, concours d'entrée, examen des candidatures : *Journal Officiel* du 13 mai 1941 (arrêté ministériel relatif au programme du concours pour l'admission à l'école supérieure de police), *Journal Officiel* du 4 juin 1941 (décret du 3 juin 1941 relatif au statut des fonctionnaires et agents de la police nationale), circulaires et arrêtés ministériels, convocations aux épreuves et accusés de réception, notices individuelles de renseignements sur les candidats, procès-verbaux, livret du programme d'enseignement, certificats de visite médicale, rapports, télégrammes, correspondance, notes. septembre 1940-octobre 1941

POLICE

- 182 W 88 Projets d'installation de deux écoles régionales de police, à Vourles et à Pont-de-Beauvoisin : rapports, projet de bail, correspondance, notes. décembre 1941-juillet 1943

PERSONNEL

- 182 W 89 Implantation des forces de police dans la région de Lyon, effectifs, comparaison avec la région de Marseille : listes, tableaux, circulaire ministérielle, rapports, correspondance, note. janvier 1943-avril 1944
- 182 W 90 Personnel de police, nominations, avancements, mutations, sanctions et avantages matériels : décrets, circulaires ministérielles, listes, tableau statistique, arrêtés préfectoraux, contrats d'engagement, notices individuelles de renseignements des renseignements généraux, comptes-rendus d'écoutes téléphoniques, procès-verbaux, curricula-vitae, certificat de visite médicale, ordre de mission, télégrammes, rapports, correspondance, notes. 1941-1944

EQUIPEMENT

- 182 W 91 Rapport sur l'équipement de la police régionale d'Etat. 17 mars 1942
- 182 W 92 Attribution de matériel motorisé à la police : correspondance, notes. août-septembre 1944
- 182 W 93 Location d'un local pour un poste de police à Lyon, 6 rue Marc-Antoine Petit : plan des lieux, bail de location de 1925, avenant à ce bail, extraits des minutes du greffe de la justice de paix du 1er arrondissement judiciaire de la ville de Lyon, correspondance, notes. 1925-1944
- 182 W 94 Aménagement d'un dépôt d'armes et d'une seconde cave à munitions à la préfecture du Rhône : devis, correspondance, notes. juin-août 1941
- 182 W 95 Désinfection d'un dépôt de police, 35 rue Saint-Jean : rapport. 14 février 1944

POLICE POLITIQUE

- 182 W 96-105 Activités subversives et antinationales. décembre 1941-août 1944
- 96 Circulaires du ministère de l'Intérieur relatives à la sûreté nationale et au maintien de l'ordre. février 1942-juin 1944
 - 97 Attentats perpétrés dans la région contre les biens et les personnes¹⁶ : tableaux récapitulatifs des attentats, rapports, arrêtés préfectoraux, arrêté du maire de Lyon, notices individuelles de renseignements, circulaire ministérielle, appels à la population, presse (*Le Nouvelliste* du jeudi 16 décembre 1943, *Le Salut Public* du mercredi 15 décembre 1943), notes, télégrammes, correspondance. 1943-1944
 - 98 Attentats ferroviaires et interceptions de trains dans la région : rapports journaliers, tableaux de départs et arrivées de trains, notes. 29 août 1943-21 août 1944
 - 99 Surveillance des voies ferrées : listes des effectifs. s.d.
 - 100 Menées antinationales, regroupements suspects, actes de résistance¹⁷ répression : numéros des *Cahiers du Témoignage Chrétien* (décembre 1941-décembre 1942), notes, télégrammes, notices individuelles de renseignements, rapports, correspondance. décembre 1941-août 1944
 - 101 Arrestations effectuées par la Milice et par les Allemands : listes de personnes arrêtées ou tuées, tableaux, notices individuelles de renseignements, tract des FFI contre les miliciens, rapports, correspondance, notes. 1944
 - 102 Internements administratifs : listes d'internés, notices individuelles de renseignements, bordereau des notices individuelles d'israélites étrangers conduits au Fort du Paillet près de Lyon en vue de leur internement au camp de Gurs (Basses-

16. On trouve notamment le projet d'attentat contre le préfet régional Angéli et l'intendant de police Cussonac en décembre 1943, l'attentat mortel du 12 décembre 1943 contre Faure-Pinguely, conseiller à la cour d'appel de Lyon, les attentats contre les soldats allemands, le bombardement aérien de Lyon du 26 mai 1944.

17. On trouve notamment le recrutement de réfractaires en Haute-Savoie, les affrontements entre les forces de gendarmerie et les terroristes dans la région de Die, une opération de police française dans la région du Cerdon le 17 janvier 1944, les incidents de Nantua et Oyonnax du 6 décembre 1943, une opération de police dans le Vercors le 5 février 1944 suite à la disparition de trois personnalités allemandes de Valence, une opération de police à Bernex (Haute-Savoie), l'attaque du sanatorium de La Guiche, l'enlèvement de miliciens par le maquis à Saint-Claude, l'enlèvement et la détention du sous-préfet de Belley par les forces de la résistance.

- Pyrénées), arrêtés préfectoraux, rapports, télégrammes, correspondance, notes. 1943-1944
- 103 Détenus politiques et internés administratifs, demande de libération et libération effective : listes, notices individuelles de renseignements, procès-verbal de police, télégrammes, correspondance, notes. 1943-1944
- 104 Evasions de détenus : rapports, notes. juillet 1943-août 1944
- 105 Arrestation et remise aux Allemands de René Hardy : compte-rendu d'écoute téléphonique, rapport, notes. juin-septembre 1943
- 182 W 106-118 Contrôle de l'opinion publique. 1941-1944
- 106 Renseignements sur des personnalités politiques et économiques des départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, du Jura, de la Loire, de la Haute-Loire, du Rhône, de la Saône-et-Loire, de la Savoie, de la Haute-Savoie : listes, notes. 1941
- 107 Notices sur les personnalités politiques¹⁸ des départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, du Jura, de la Loire, de la Saône-et-Loire, de la Savoie, de la Haute-Savoie¹⁹, transmises au préfet régional. 1942
- 108 Manifestations, réunions d'opposition, de protestation²⁰, enquêtes et répression : rapports, listes de personnes condamnées, notices individuelles de renseignements, tracts ouvriers, cahier de revendications ouvrières, circulaire ministérielle, arrêtés préfectoraux, appel préfectoral à la population, télégrammes, correspondance, notes. novembre 1942-juillet 1944
- 109 Diffusion de tracts communistes, d'écrits et de paroles antinationales, propagande gaulliste : rapports, tracts, sentence de la

18. Elles sont réalisées suite à la circulaire du ministre de l'Intérieur du 8 janvier 1942 sur les personnalités politiques (voir notice-type en annexe, p. 91).

19. Manquent l'Isère et le Rhône.

20. On trouve des renseignements sur les manifestations contre le STO, les grèves à la SNCF, les incidents dans la région suite à l'entrée des troupes allemandes et italiennes dans la zone Sud le 11 novembre 1942, une manifestation au cinéma "Le Rexy" de Lyon le 14 juillet 1943, une manifestation à Nyons le 19 septembre 1943, les incidents dans la région le 11 novembre 1943 (dont à Grenoble, Nantua, Oyonnax), les incidents à Nantua et Oyonnax les 6 et 14 décembre 1943, les événements des journées du 1er mai 1943 et 1944, la réception du chef de l'Etat à Saint-Etienne le 6 juin 1944, la journée du 14 juillet 1943, le défilé d'un groupe de FFI à Annonay le 30 juillet 1944.

- cour martiale de la Résistance (condamnant le préfet régional de Rouen pour haute trahison), adresse critique de l'ancien ministre de Monzie au maréchal Pétain, mandement critique de l'archevêque de Toulouse Salièges, notices individuelles de renseignements, compte-rendu d'écoute téléphonique, instruction ministérielle, notes. septembre 1940-août 1944
- 110 Affaire Chouffet, avocat et député du Rhône, ayant tenu des propos déplacés au palais de justice : rapports. 24 mai 1940
- 111 Légion des volontaires français contre le bolchevisme.— Hostilité envers le mouvement : note. s.d.
- 112 Surveillance et protection²¹ de réunions, d'associations, de personnes, de biens : rapports, comptes-rendus d'écoutes téléphoniques, arrêtés préfectoraux, télégrammes, correspondance, notes. octobre 1939-août 1944
- 113 Mise sous surveillance de la famille du général Giraud et enlèvement de cette famille par les autorités allemandes : rapports du préfet, des renseignements généraux et de la gendarmerie. mai 1942-octobre 1943
- 114 Surveillance du clergé catholique.- Lecture d'un mandement par les évêques de la région de Lyon, demande aux préfets départementaux d'intervenir auprès des évêques pour une lecture sans commentaires : note. s.d.
- 115 Demandes d'enquêtes et de renseignements aux renseignements généraux : rapports, notices individuelles de renseignements, notes. 1943-1944
- 116 Contrôle des Nord-Africains : instructions ministérielles, rapports, notes. février-mai 1944
- 117 Lettres de dénonciation : correspondance. octobre-décembre 1939
- 118 Contrôle technique, fonctionnement du service et écoutes téléphoniques : comptes-rendus d'écoutes téléphoniques, notes. juin 1943-février 1944

21. On trouve notamment des renseignements sur la protection ou la surveillance de Charles Maurras, du cardinal Gerlier, de Garcin, directeur du *Nouvelliste* et conseiller national, du sénateur Rolland, domicilié à Oullins, du professeur Léon Emery, chargé de cours à l'École des cadres d'Alleverd, de collaborateurs, de résistants arrêtés, d'une réunion du Front français antibolchevique, d'usines, de voies ferrées, de la colonie de vacances de la L.V.F. à Romanèche-la-Montagne (Ain), de l'Union féminine du front social du travail, de l'oeuvre « La Samaritaine ».

POLICE

AFFAIRES DE DROIT COMMUN

- 182 W 119 Crimes, vols, attaques à main armée, incendies volontaires, disparitions : rapports, notices individuelles de renseignements, télégrammes, correspondance, notes. mars 1943-août 1944

OPÉRATIONS DE POLICE DÉPARTEMENTALE

- 182 W 120 Opérations de police en Savoie et en Haute-Savoie : rapports, télégrammes, correspondance, notes. 1943-1944

POLICE ÉCONOMIQUE²²

- 182 W 121 Rapports des renseignements généraux sur la situation journalière de la bourse de Lyon et des marchés d'alimentation. 10 janvier-5 février 1944
- 182 W 122 Contrôle des restaurants et des hôtels : rapports, arrêté préfectoral, correspondance, notes. avril 1943-mai 1944
- 182 W 123 Activités économiques frauduleuses, répression : tableaux récapitulatifs, rapports, extrait des minutes du greffe du tribunal civil de première instance de Lyon, communiqué à la presse, correspondance, notes. 1943-1944
- 182 W 124 Marché noir dans la commune de Liergues : correspondance, notes. avril-mai 1943

POLICE ADMINISTRATIVE

- 182 W 125 Armes, dépôt dans les préfectures des départements de la région et autorisations de ports d'armes : listes et tableaux des armes déposées, télégrammes, correspondance, notes. 1941-1944
- 182 W 126 Explosifs, réglementation, marquage, utilisation et surveillance des dépôts : listes, arrêté préfectoral, rapports, télégrammes, correspondance, notes. mai 1943-février 1944

22. Voir aussi 182 W 5.

- 182 W 127 Fermeture administrative des débits de boisson²³ et boîtes de nuit : arrêtés préfectoraux, procès-verbaux, rapports, correspondance, notes. 1939-1946
- 182 W 128 Demandes d'autorisation d'organiser des divertissements : correspondance, notes. mars-juillet 1944
- 182 W 129 Police de la pêche, réglementation²⁴ : affiches, arrêtés préfectoraux, dépêche ministérielle, presse (*Le Nouvelliste* du 7 janvier 1940, *Lyon Républicain* du 27 décembre 1942), rapports. 1940-1946
- 182 W 130 Cartes d'identité, contrôle, validation et découverte de fausses cartes : rapports, notes. avril 1943-juillet 1944
- 182 W 131 Autres affaires de police administrative²⁵ : circulaire ministérielle, arrêté préfectoral, tableaux, correspondance, notes. mars 1943-mai 1944

ETRANGERS ET JUIFS

- 182 W 132 Recensement des étrangers de la région de Lyon²⁶ : bordereau des listes de ressortissants étrangers, listes par nationalité²⁷. novembre 1942-mai 1943
- 182 W 133 Législation anti-juive : correspondance, notes. juin 1943-avril 1944
- 182 W 134 Placement de Juifs dans l'organisation Todt : rapports, télégramme, notes. mai 1943-mars 1944
- 182 W 135 Arrestations de ressortissants polonais : correspondance, notes. mars 1944
- 182 W 136 Requêtes de sujets arméniens et d'un sujet anglais : correspondance, notes. mars 1943-juin 1944
- 182 W 137 Installation du consulat de Turquie à Lyon : télégramme, notes. avril-août 1944

23. Voir aussi 182 W 5.

24. Concerne les départements de l'Ain, de l'Ardèche, des Hautes-Alpes, de la Drôme, de l'Isère, du Jura, de la Loire, de la Haute-Loire, du Rhône, de la Saône-et-Loire, de la Savoie.

25. Interdiction d'accès au cinéma pour les moins de 16 ans, séances exceptionnelles de cinéma, interdiction des fêtes foraines, suppression de la publicité en faveur des boissons alcooliques, sanctions administratives pour infraction à la réglementation de la circulation.

26. Manquent les départements de l'Ain et du Rhône.

27. Sont présentes les nationalités suivantes : albanais, allemands, américains, autrichiens, belges, britanniques, chinois, danois, égyptiens, estoniens, grecs, lettoniens, lithuaniens, luxembourgeois, néerlandais, norvégiens, polonais, russes, sarrois, tchèques, yougoslaves.

PROPAGANDE ET CENSURE

PROPAGANDE

- 182 W 138 Note de renseignements sur la situation en Allemagne et en U.R.S.S.
9 octobre 1939
- 182 W 139 Circulaire du commissaire général à l'information au préfet du Rhône relative à l'organisation et au fonctionnement des centres départementaux d'information.
17 octobre 1939
- 182 W 140 Circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets sur le statut des agents de l'Office français d'information.
30 octobre 1943
- 182 W 141 Bulletin de l'Office français d'information.
25 février 1944
- 182 W 142 Délégués à la propagande, nominations : notices individuelles de renseignements, rapports, notes.
septembre-novembre 1943
- 182 W 143 Conférences à Lyon du directeur des services de propagande au ministère de l'Information : rapports, correspondance, notes.
mai 1942-décembre 1943
- 182 W 144 Diffusion d'allocutions du chef du gouvernement et du ministre du Travail, pose de hauts parleurs : télégrammes, note.
mars 1944
- 182 W 145 Réunion de propagande organisée par le groupe Collaboration : notes.
17 juin 1944

CENSURE

Presse

- 182 W 146 Rapports hebdomadaires sur les quotidiens et périodiques par le chef de la censure de la XIV^{ème} région pour le préfet régional.
juillet-août 1944
- 182 W 147 Notes quotidiennes d'orientation de l'Office français d'information : notes et cahiers de bord des interdits.
décembre 1943-août 1944
- 182 W 148 Communiqués de presse à insérer dans la presse locale : arrêtés ministériel et préfectoraux, notes.
7 décembre 1943-1er septembre 1944

- 182 W 149 Articles de presse soumis à la censure : articles, notes.
juillet-août 1944
- 182 W 150 Renseignements et enquêtes sur des journaux : tableaux²⁸, correspondance. 1941
- 182 W 151 Revues de presse sur des événements ou faits divers, les événements politiques, les sinistrés, les bombardements, le ravitaillement, les restrictions, la littérature, les arts : extraits de journaux, rapports.
août 1943-septembre 1944
- 182 W 152 Demande de création d'un Institut de presse et d'éditeurs : notice individuelle de renseignements, notes. mars 1944
- 182 W 153 Le « Faux Nouvelliste » diffusé par la Résistance : rapport.
31 décembre 1943

Radiodiffusion

- 182 W 154 Radiodiffusion nationale, mise en place d'émissions régionales : rapport, note. mars 1943
- 182 W 155 Emissions radiophoniques étrangères, contrôle : rapports d'écoute.
juillet-août 1944
- 182 W 156 Prélèvement de postes de TSF par les forces du maintien de l'ordre : correspondance, notes. août 1944

PRISONS

- 182 W 157 Personnel pénitentiaire, nomination et révocation : arrêté préfectoral, notes. 18 juin-1er septembre 1944

28. Ils comportent, pour chaque publication, des renseignements sur : le titre, les adresses de l'imprimerie et de la rédaction, la date de fondation, la périodicité, le tirage, la clientèle, le rayonnement, le nom du directeur et des collaborateurs, la nuance politique.

AFFAIRES BUDGÉTAIRES, FINANCIÈRES ET MONÉTAIRES

- 182 W 158 Liste des détenus dans les établissements pénitentiaires de la région, demande et envoi de renseignements : correspondance, notes.
mars-mai 1944
- 182 W 159 Suppression du chantier pénitentiaire de Pontcharra : rapport, notes.
mars-mai 1944
- 182 W 160 Autorisation accordée à deux membres de la Croix-Rouge de pénétrer dans la prison Saint-Joseph de Lyon : note. 25 décembre 1943
- 182 W 161 Prison Saint-Paul, aménagement d'une infirmerie : circulaire ministérielle, notices individuelles de renseignements sur le personnel employé à l'infirmerie, télégrammes, correspondance, notes.
décembre 1943-février 1944
- 182 W 162 Maison d'arrêt de Grenoble, travaux et sanctions contre le personnel : rapports, notes. octobre 1943-mars 1944

AFFAIRES BUDGÉTAIRES, FINANCIÈRES ET MONÉTAIRES

- 182 W 163 Circulaires de l'Intérieur et des Finances réglant des problèmes matériels et fixant les budgets nationaux. février 1943-mars 1944
- 182 W 164 Circulaire des finances sur la perception de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. mars-avril 1944
- 182 W 165 Raréfaction de la monnaie, demande d'autorisation d'émettre du papier-monnaie ou métallique : extrait du registre des délibérations de la ville de Lyon, circulaire ministérielle, correspondance, notes.
avril-juillet 1943
- 182 W 166 Correspondance de la direction régionale des PTT avec le préfet régional sur l'alimentation en fonds des succursales de certaines banques. juin-juillet 1944
- 182 W 167 Mandats des collectivités locales, remboursement du timbre de quittance à l'extraordinaire : circulaire ministérielle, note. février 1943
- 182 W 168 Application de la loi du 14 septembre 1941 relative aux ressources communales : rapport de la mairie de Lyon. 25 novembre 1941

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET RAVITAILLEMENT

LÉGISLATION, RÉGLEMENTATION

- 182 W 169 Réglementation générale : décrets, circulaires ministérielles et préfectorales, extraits du *Journal Officiel* des 13 décembre 1940 (arrêté relatif aux cartes d'alimentation : catégories de bénéficiaires) et 21 juillet 1944 (arrêté relatif à l'indemnisation des pertes de salaires résultant de circonstances consécutives à l'état de guerre), décisions de l'Office central de répartition des produits industriels, extraits du *Recueil des actes administratifs* (arrêté du préfet régional relatif à la constitution du comité consultatif de l'office régional du Travail), bulletin et note d'orientation hebdomadaire du Centre d'information du travail français en Allemagne, télégrammes, notes. 1940-1944
- 182 W 170 Arrêté ministériel du 11 août 1941 sur les stocks de produits et denrées : *Journal Officiel* du 14 août 1941, tableau. 11 août 1941
- 182 W 171 Circulaires du chef du gouvernement aux préfets relatives à la répartition dans le cadre départemental des produits industriels.
15 juin 1942, 7 décembre 1943
- 182 W 172 Arrêtés préfectoraux relatifs au ravitaillement dans la région.
novembre 1941

RAPPORTS DE SYNTHÈSE ET RÉUNIONS DE COORDINATION

- 182 W 173 Rapports mensuels de l'intendant des affaires économiques, des directeurs de services régionaux, de la direction départementale du ravitaillement général du Rhône. octobre 1941-juillet 1944
- 182 W 174 Situation du ravitaillement à Lyon et en Isère, recherche de solutions à la pénurie : rapports, compte-rendu d'écoute téléphonique, télégramme. novembre 1941-mars 1944
- 182 W 175 Réunions des principaux délégués au ravitaillement : procès-verbaux de réunions, correspondance, notes. décembre 1941-mars 1944
- 182 W 176 Conférences interdépartementales relatives au ravitaillement : procès-verbaux de réunions. octobre 1940-décembre 1941

STATISTIQUES

- 182 W 177 Elaboration des enquêtes statistiques : circulaires ministérielles, états statistiques, tableaux, notes. août 1942-mai 1943

ORGANISATION GÉNÉRALE DU RAVITAILLEMENT DANS LA RÉGION

- 182 W 178 Plans de ravitaillement et de réquisition de la main-d'oeuvre en cas de troubles : rapports, tableaux, circulaire ministérielle, arrêté préfectoral, télégrammes, notes. 1939-1944
- 182 W 179 Fonctionnement de l'administration régionale en matière de ravitaillement : rapports du préfet, communiqué à la presse, correspondance, notes. avril-septembre 1941
- 182 W 180 Conditions de ravitaillement et de fixation des prix dans la région : loi du 27 juin 1941 instituant les comités régionaux des prix, rapports, correspondance, notes. avril 1941-février 1943
- 182 W 181 Organisation et fonctionnement du ravitaillement dans le Rhône : rapport Massimi présenté au conseil municipal de Lyon, organigramme, note. septembre-décembre 1939
- 182 W 182 Direction départementale du ravitaillement général (DDRG) de la Loire, journal de mobilisation des denrées alimentaires²⁹ : plans, fiches de renseignements sur des établissements industriels, tableaux, listes, rapports, notes. 1943-1944
- 182 W 183 Comité d'organisation des corps gras d'origine végétale et animale, projet de création : projet de décret, avant-projet n°1 du schéma du comité d'organisation des matières grasses, avant-projet n°2 du schéma du comité d'organisation des matières grasses. [après le 16 août 1940]
- 182 W 184 Mécanisme de ravitaillement des grands centres urbains : rapports. octobre 1942-août 1944
- 182 W 185 Service communal de protection des récoltes, mise en place et suppression : tableau, télégramme, note. octobre 1943-janvier 1944

29. Il comporte les chapitres suivants : I) alimentation en pain, II) alimentation en eau potable, III) utilisation des stocks, IV) approvisionnement en bétail, lait, produits laitiers, V) transports, VI) approvisionnement en pommes de terre et légumes, VII) organisation de la DDRG et des services annexes. S'y ajoutent les annexes : 1) perception des denrées et contrôle, 2) plan de main-d'oeuvre, 3) centres de distribution et boulangeries, 4) plan de dispersion des stocks de sécurité, 5) laissez-passer, 6) état des besoins, 7) approvisionnement de certains organismes (forces de maintien de l'ordre, équipes de sauvetage, centres de rassemblement des individus dangereux).

PERSONNEL

- 182 W 186 Personnel de l'intendance des affaires économiques et des services du ravitaillement, recrutement, nominations et mutations : schéma d'organisation des services de l'intendant des affaires économiques, listes, notices individuelles de renseignements sur les candidats, extraits de casier judiciaire, photographies d'identité, arrêtés préfectoraux, mémento du surveillant de battage, rapports, télégrammes, correspondance, notes. 1941-1944

RAVITAILLEMENT EN PRODUITS DIVERS³⁰

- 182 W 187-194 Denrées alimentaires. 1941-1944
- 187 Approvisionnement, répartition, livraison, restriction : circulaires ministérielles et préfectorales, arrêtés préfectoraux, tableaux, graphiques, procès-verbaux de réunions, presse, communiqués à la presse, bon de transport, rapports, télégrammes, correspondance, notes. 1941-1944
- 188 Répartition des stocks de sécurité : tableaux, correspondance, note. juin 1943-août 1944
- 189 Fixation des prix³¹ : circulaire ministérielle, projet d'arrêté préfectoral, procès-verbal d'une réunion du comité régional des prix, correspondance, notes. décembre 1941-juillet 1944
- 190 Demandes de cartes d'acheteur : correspondance, notes. mai 1943-juillet 1944
- 191 Délivrance de titres d'alimentation spéciaux : rapports. février-mars 1942
- 192 Classement de communes parmi les localités bénéficiaires de suppléments régionaux : correspondance, notes. 1943
- 193 Prélèvements opérés par la France combattante : rapport. juin 1944
- 194 Difficultés de l'industrie du lait : rapports, correspondance, notes. juin-juillet 1944

30. Voir aussi 182 W 5.

31. Voir aussi 182 W 5.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET RAVITAILLEMENT

- 182 W 195-199 Sources d'énergie et matières premières. 1939-1944
- 195 Approvisionnement en bois de chauffage de la région lyonnaise : décision ministérielle, rapport, télégrammes, notes. juillet 1942-avril 1944
 - 196 Campagne d'échange cuivre-vin : correspondance, note. janvier-février 1943
 - 197 Ravitaillement en énergie électrique, en gaz et en métaux, répartition, livraison et restriction : rapports, arrêté préfectoral, liste d'entreprises, correspondance, notes. 1942-1944
 - 198 Congrès interrégional du sud-est et journées lyonnaises des combustibles, carburants et lubrifiants nationaux, métropolitains et coloniaux, journées d'études et exposition organisées au palais de la foire internationale de Lyon du 14 au 19 mars 1939 : livre de comptes-rendus et textes des communications. mars 1939
 - 199 Produits pétroliers, répartition, attribution et contingentements : livrets de l'office central de répartition des produits industriels relatifs à la répartition départementale des produits du pétrole et de leurs succédanés, tableaux de répartition, circulaires ministérielles, cahier d'enregistrement des quantités d'essence distribuées (tickets), listes, tableaux de déclaration de stocks de produits pétroliers, procès-verbaux de réunions, décisions de chefs de service, avis aux maires, rapports, attestation sur l'honneur, correspondance, notes. 1941-1944
- 182 W 200 Répartition des produits industriels et autres biens matériels : rapports, listes, correspondance, notes. 1943-1944

IMPOSITIONS

- 182 W 201 Impositions métal et collectes-impositions de produits agricoles : rapports, correspondance, notes. 1942-1944

SOLLICITATIONS PARTICULIÈRES

- 182 W 202 Subventions et aides particulières accordées par les services chargés du ravitaillement : circulaire ministérielle, rapport, compte-rendu d'écoute téléphonique, correspondance, notes. 1943

- 182 W 203 Attributions de denrées supplémentaires, réclamations de particuliers :
circulaires ministérielles, correspondance, rapports, notes.
juin 1943-juin 1944
- 182 W 204 Cantines scolaires, organisation à Lyon : rapport, correspondance.
novembre 1941
- 182 W 205 Mémoire remis au préfet régional par la délégation ouvrière du
comité de ravitaillement de la ville de Saint-Claude. [2 août 1943]
- 182 W 206 Ravitaillement de centres de vacances ou d'accueil, de collectivités,
du foyer-restaurant des gardiens de la paix de Lyon : rapports, cor-
respondance, notes. juillet 1943-août 1944
- 182 W 207 Légion des volontaires français contre le bolchevisme, demandes de
suppléments de ravitaillement : correspondance.
janvier 1942-juillet 1944

INFRASTRUCTURES LIÉES AU RAVITAILLEMENT

- 182 W 208 Installation d'un marché aux légumes au parc d'artillerie de Lyon :
rapports du préfet. 3 septembre 1942
- 182 W 209 Création d'un parc de wagons-réservoirs : correspondance, rapport,
note. 27 août-2 septembre 1942
- 182 W 210 Projets de construction de bâtiments³² : devis, rapport, correspon-
dance, notes. 1943-1944
- 182 W 211 Regroupement des magasins de l'intendance militaire : plan des
lieux, rapports, correspondance, notes. octobre-décembre 1943

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES FRAUDULEUSES

- 182 W 212 Infractions à la réglementation économique, enquêtes et répression
de fraudes, du marché noir et du trafic de denrées : tableaux statistiques
récapitulatifs, télégrammes, rapports, notes, circulaire préfectorale,
correspondance, acte de jugement, procès-verbal de police, livret du
bureau d'études pour l'organisation scientifique des entreprises,
cartes de visite, listes de commerçants, arrêtés préfectoraux, livret du
centre des jeunes patrons relatif au marché noir. 1943-1944

32. On trouve notamment la création d'un marché-gare à Lyon, d'un laboratoire vétérinaire de recherches.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET RAVITAILLEMENT

- 182 W 213 Titres d'alimentation, protection contre le vol : circulaires ministérielle et préfectorale, *Recueil des actes administratifs* de la Loire, rapports, communiqué à la presse, notes. 1943-1944
- 182 W 214 Affaire Chouffet, député-maire de Villefranche-sur-Saône se livrant à des activités frauduleuses : rapport du préfet régional. 11 janvier 1941
- 182 W 215 Affaire Klein "Potaggi"³³ à Lyon, enquête et répression : rapport, notices individuelles de renseignements sur les protagonistes de l'affaire, procès-verbaux, relevé de comptabilité, factures, reçus, carte professionnelle. octobre 1941-mai 1942
- 182 W 216 Affaire Quinson, député de l'Ain assigné à résidence pour marché noir : rapports du préfet régional et du préfet de l'Ain, tract relatif aux agissements de ce député. juillet-septembre 1943
- 182 W 217 Mise en vente de viande sans tickets à Bessenay, réquisition par les FFI : rapport du chef de district de Bessenay. 18 juillet 1944

CONTROVERSES SUR L'INTENDANCE ÉCONOMIQUE

- 182 W 218 Controverses.- Critique de l'intendance économique par un journaliste du *Petit Dauphinois* : article, rapports (juin 1942). Contrôle et contrôleurs économiques, critique des méthodes par un journaliste du *Petit Dauphinois* : article, rapports, correspondance, notes (octobre-novembre 1943). juin 1942-novembre 1943

RÉQUISITIONS³⁴

PERSONNEL

- 182 W 219 Personnel du service des réquisitions, candidature : note. 29 mars 1944

33. James Klein, déjà propriétaire d'une usine de potage « Soupox », à Brive, monte à Lyon une usine identique sous le nom de produit « Potaggi », « afin de donner l'illusion de la concurrence et de faire d'énormes bénéfices ».

34. Voir aussi 182 W 5.

RÉQUISITIONS DIVERSES

- 182 W 220 Réquisitions d'immeubles, de locaux, de logements, de chambres d'hôtels, de matériel divers, de denrées, de véhicules, de personnel : circulaires ministérielles, arrêtés préfectoraux, ordres ministériels et préfectoraux de réquisition, *Recueil des actes administratifs* de la Loire, listes, tableaux, baux de location, états des lieux et inventaires, devis pour des réparations, rapports, télégrammes, correspondance, notes. 1942-1944

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

TRAVAIL

- 182 W 221 Application de la Charte du Travail³⁵ : rapports, circulaire.
novembre 1941-février 1943
- 182 W 222-224 Administrations centrale et locale. 1936-1944
- 222 Fonctionnement interne du ministère du Travail, centralisation de la correspondance : télégramme. 14 mars ?
 - 223 Circulaire du ministre du Travail aux préfets relative à l'intégration du secrétariat général à la main-d'oeuvre au ministère du Travail. 15 mai 1944
 - 224 Office départemental du Rhône et municipal de Lyon de placement de la main-d'oeuvre, organisation, gestion du personnel et fonctionnement : livret du règlement de l'office, instruction ministérielle, rapports, presse (*Le Progrès* du 12 octobre 1940), notes. 1936-1940
- 182 W 225-231 Monde ouvrier. 1942-1944
- 225 Rémunérations, aides financières et matérielles, organisations syndicales ou représentatives³⁶, revendications ouvrières, pro-

35. Voir aussi 182 W 5.

36. Voir aussi 182 W 5.

- pagande ouvrière, grèves et manifestations³⁷ : résolutions ouvrières, tracts, protocole d'accord, notices individuelles de renseignements, tableaux statistiques relatifs aux comités sociaux, listes, bordereau des salaires applicables à l'atelier de construction de Lyon à partir du 1er janvier 1943, schéma de formation d'un comité social d'entreprise, procès-verbaux de réunions, circulaires ministérielles, communiqué à la presse, rapports, correspondance, notes. 1942-1944
- 226 Notes du préfet de la Loire au préfet régional sur les salaires des ouvriers de l'industrie des transports de la Loire. avril-juin 1943
- 227 Enquête du secrétaire régional du Mouvement populaire des familles sur les budgets des familles ouvrières : rapport, correspondance, note. mai 1944
- 228 Conférence de François Chasseigne, du ministère du Travail, devant les correspondants ouvriers de la région parisienne : procès-verbal, correspondance. 26 mars-5 avril 1944
- 229 Licenciement des collaborateurs employés dans les Etablissements Berliet : rapports, correspondance. juillet-août 1944
- 230 Fabrication de cercueils, demande d'ouvriers menuisiers supplémentaires par la Compagnie générale des pompes funèbres de Lyon : correspondance, notes. août 1944
- 231 Travailleurs Etrangers.- Composition de la commission d'incorporation départementale des travailleurs étrangers : correspondance, note (5 février-11 mars 1943). Subvention pour le foyer des musulmans nord-africains de Lyon : instruction ministérielle, note (26 juillet-7 août 1944). 5 février 1943-7 août 1944
- 182 W 232 Familles professionnelles³⁸, enquêtes pour les nominations de responsables : listes, tableaux, notices individuelles de renseignements, dépêches ministérielles, correspondance, notes.
décembre 1942-juillet 1944

37. Concerne notamment les établissements Berliet, la société des textiles artificiels de Vaulx-en-Velin, les établissements Gendron (machines-outils) à Villeurbanne, les établissements Citroën, Saint-Gobain, la société des Faïenceries nouvelles de Givors, la compagnie d'appareillage céramique à Grigny, les Ateliers de construction de Lyon, les manufactures de velours et peluches de Moirans (Isère).

38. Elles sont mises en place suite à la Charte du Travail adoptée le 4 octobre 1941. Sont représentés les secteurs suivants : alimentation, assurances, banque, bâtiments et travaux publics, café, cuirs, eau, électricité, gaz, habillement, hôtels, hygiène, industrie chimique, imprimeurs sur étoffes, métaux, métiers d'art, papier carton, pelleteries et fourrures, pompes funèbres, restaurants, spectacles, sous-sol, fabrication des tissus, transports, verre.

- 182 W 233 Monde rural³⁹, service civique rural, actions de la corporation paysanne et plainte contre un propriétaire : rapports, correspondance, notes. juillet 1943-juillet 1944
- 182 W 234 Commerces.- Application du décret du 9 septembre 1939 concernant la création et l'extension de commerces : rapport, note (août 1944). Demandes de créations de commerces : notices individuelles de renseignements, arrêté préfectoral, correspondance, notes (février-juin 1944) février-août 1944
- 182 W 235 Médecins.- Attestations d'exercice délivrées aux médecins de la région : exemplaire de certificat d'exercice en français et allemand, notes (décembre 1943-janvier 1944). Condamnation pour exercice illégal de la médecine : note, correspondance (29 mars-9 mai 1944). Soins des personnes blessées par arme à feu, déclaration à la préfecture : correspondance (13 juillet 1944). décembre 1943-juillet 1944

RELÈVE ET STO

- 182 W 236 Circulaire du centre d'information du travail français en Allemagne relative au déroulement de la Relève. 8 janvier 1943
- 182 W 237 STO, organisation, gestion du personnel, recrutement des personnes concernées, permissions, sursis, suspensions des réquisitions et poursuites contre des réfractaires : circulaires ministérielles, notices individuelles de renseignements, listes, comptes-rendus d'écoutes téléphoniques, rapports, télégramme, correspondance, notes. 1943-1944

SOLIDARITÉ NATIONALE ET AIDES À LA POPULATION

- 182 W 238 Instructions et circulaire ministérielles relatives à la solidarité nationale. octobre 1943-juillet 1944
- 182 W 239 Rôles et objectifs du secrétariat d'Etat à la Solidarité nationale : numéro spécial de *Inter-France* reproduisant une allocution radiodiffusée de Marcel Déat, ministre du Travail et de la Solidarité, intitulée « Socialisme et Solidarité Nationale », note. 19-22 avril 1944
-

- 182 W 240 Circulaires relatives aux réfugiés et à l'évacuation des enfants.
février 1943-avril 1944
- 182 W 241 Allocations et attributions exceptionnelles aux familles réfugiées ou
en difficulté : listes, notices individuelles de renseignements, rap-
ports, télégramme, correspondance, notes. 1943-1944
- 182 W 242 Evacuation et hébergement d'enfants, demandes et autorisations :
correspondance, notes. mars-juin 1944
- 182 W 243 Aides aux sociétés de secours mutuel sinistrées : notes.
juillet-septembre 1943

ORGANES D'ENCADREMENT

- 182 W 244 Circulaires du secrétariat d'Etat à la Santé et à la Famille relatives
aux associations de famille. 2 mars-14 avril 1944
- 182 W 245 Mouvements familiaux et de jeunesse, organisation, gestion du per-
sonnel, fonctionnement et financement : circulaires ministérielles,
notices individuelles de renseignements, *Recueil des actes adminis-*
tratifs du Jura, manifeste du Mouvement populaire des familles,
numéro de la *Revue des Maisons de Jeunes*, rapports, correspondan-
ce, notes. avril 1943-juillet 1944
- 182 W 246 Chantiers de jeunesse, gestion des effectifs, du personnel et du maté-
riel, implantation : tableaux, notices individuelles de renseignements,
circulaire ministérielle, arrêté préfectoral, télégrammes, message
téléphoné, rapports⁴⁰, correspondance, notes. mai 1943-juin 1944
- 182 W 247 Listes des colonies et centres d'accueil dans les dix départements de
la région. s.d.
- 182 W 248 Organismes sociaux⁴¹ situés au 26 place Tolozan à Lyon, composi-
tion des conseils et fonctionnement : listes, organigrammes, statuts,
photographies⁴², plan de l'agglomération lyonnaise indiquant la

40. On trouve notamment des rapports sur les attaques contre les dépôts de Chantiers de jeunesse.

41. Il s'agit des : Comité commun pour l'hygiène de l'enfance ; Association industrielle, commerciale et agricole ; Comité lyonnais d'enseignement ménager ; Caisse industrielle et commerciale d'assurances sociales ; caisse de congés payés ; Comité lyonnais du logement ; Comité lyonnais des heures libres ; Oeuvre lyonnaise des jardins ouvriers ; Comité fédéral de cultures légumières ; Comité interprofessionnel de l'apprentissage ; Comité d'hygiène industrielle ; Société immobilière Tolozan ; Sociétés de secours mutuels.

42. Voir liste en annexe p. 93.

- répartition des maisons sociales, livrets de présentation des maisons du Var et de l'Ain du Comité pour l'hygiène de l'enfance, numéros de la *Documentation hebdomadaire économique et sociale*, affiches publicitaires, graphiques statistiques, livret *La Maison sociale de Villeurbanne : raison d'être. Aménagements, services assurés*, rapports. 1940-1944
- 182 W 249 Office régional du cinéma éducateur, mise sous séquestre et création d'une nouvelle association : rapport, note. 26 octobre-16 novembre 1943
- 182 W 250 Amitiés africaines, secours et aides aux prisonniers de guerre français, nord-africains et indigènes des colonies : tableaux, rapports, télégramme. novembre 1940-janvier 1942
- 182 W 251 Radio-Travail, propagande sociale et mise en valeur des « initiatives et réalisations sociales heureuses » : rapports, correspondance, note. février-avril 1943

ENSEIGNEMENT

- 182 W 252 Circulaire du ministère de l'Intérieur relative aux dates de rentrée dans les établissements scolaires. 4 octobre 1943
- 182 W 253 Subventions.- Fédération des oeuvres laïques d'éducation scolaire et postscolaire, demande de subvention : note (9 juillet 1944). Subventions aux établissements d'enseignement privé : instruction ministérielle, notes (juin 1943). juin 1943-juillet 1944

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

- 182 W 254 Attributions de la Légion d'honneur, propositions et nominations : notices individuelles de renseignements, extraits de casier judiciaire, circulaire ministérielle, rapports, correspondance, notes. 1942-1943

RELATIONS AVEC LES TROUPES D'OCCUPATION

- 182 W 255 Francisque, propositions et nominations : notices individuelles de renseignements, listes⁴³, rapports, correspondance, notes. 1942-1944

RELATIONS AVEC LES TROUPES D'OCCUPATION

RÉGLEMENTATION

- 182 W 256 Circulaires du ministère de l'Intérieur relatives aux relations avec l'Allemagne et les autres pays étrangers. 1943-1944

ORGANISATION DE L'OCCUPATION ALLEMANDE ET ITALIENNE

- 182 W 257 Organismes de contrôle de l'armistice à Lyon, composition et implantation : liste, tableaux. juin 1942
- 182 W 258 Occupation de la zone sud par les Allemands, implantation de la nouvelle ligne de démarcation, relations avec les Allemands et les Italiens : circulaires ministérielles, rapports, avis des Italiens à la population, presse, carte du Sud des Alpes et du littoral méditerranéen, fiche de demande d'un laissez-passer, compte-rendu d'écoute téléphonique, compte-rendu de l'assemblée religieuse des familles de travailleurs français en Allemagne et des familles de prisonniers, télégrammes, correspondance, notes. novembre 1942-mars 1944
- 182 W 259 Prisonniers de guerre, demandes de rapatriements et libération : notices individuelles de renseignements, listes, circulaires ministérielles, télégrammes, correspondance, notes. avril 1943-mai 1944

RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

- 182 W 260 Occupation allemande de l'école de santé des armées, avenue Berthelot à Lyon : plan des lieux. s.d.

43. Dont une des délégués départementaux de la Francisque.

- 182 W 261*-265 Correspondance avec les autorités allemandes. 1943-1944
- 261* Registre chronologique de correspondance avec les autorités allemandes, avec renvoi aux numéros d'affaires⁴⁴ 18 février 1943-30 août 1944
- 262 Dossiers d'affaires (classement par numéro de dossier). 1943-1944
1. Installation de lavabos à la Manufacture des Tabacs (cantonement).
 2. Fourniture de matériel pour le camp de travail des Indochinois de Vénissieux (cantonement).
 5. Terrain d'exercice à Grigny.
 6. Réquisition du 5 quai des Célestins.
 7. Réquisition de l'école du service de santé militaire (avec plans).
 8. Relations directes entre l'Etat-major de liaison allemand et la sous-préfecture de Vienne.
 9. Rémunération du personnel d'entretien du cantonnement des troupes d'opération.
 11. Situation des effectifs de police dans la Loire.
 14. Remplacement de quantités détruites par sabotage dans les dépôts d'aliments pour le bétail.
 16. Maintien des chevaux français de l'armée prêtés aux cultivateurs.
 17. Livraison pour les troupes allemandes d'opération.
 18. Ordre de réquisition pour la fabrication d'enseignes pour le Foyer du Soldat allemand.
 19. Essais de sirènes.
 20. Restitution d'armes de chasse.
 21. Irrégularité dans la délivrance de laissez-passer pour les voyageurs.
 22. Ordre de réquisition pour des travaux au fort de la Vitriolerie.
 23. Voir dossier n° 262.
 24. Indemnité à payer pour des objets en fer enlevés par des Allemands.
 25. Demande de nettoyage d'un hôtel réquisitionné.
 26. Paiement de factures pour l'installation de l'Etat-major allemand.

44. Les dossiers correspondants, classés par numéro, sont cotés 182 W 262-265.

RELATIONS AVEC LES TROUPES D'OCCUPATION

27. Prorogation de permis de circuler du directeur de Renault à Lyon.
28. Exercice de tir à Pacalon, près de Vienne.
30. Demande de renseignements sur les entreprises de construction.
31. Intervention au profit d'une société travaillant pour l'armée allemande.
32. Demande de prêt d'un microscope.
33. Refus de location de véhicule opposé par les Ponts et Chaussées à l'Etat-major de liaison allemand.
35. Réquisition de pavillons de l'hôpital de Grange-Blanche.
36. Remplacement d'ouvriers dans des entreprises travaillant pour l'Allemagne.
37. Garde du dépôt d'armes du fort Montluc.
38. Dégâts causés par un tir d'exercice.
39. Hauts fonctionnaires responsables en l'absence du préfet régional et de l'intendant de police.
40. Demande de couvertures pour le cantonnement de la manufacture des tabacs, rue de la Charité.
41. Demande de bons d'achat de toile.
42. Demande de femmes de ménage.
43. Exercices de tir au camp d'aviation de Bron.
44. Surveillance de transformateurs au fort de Bron.
45. Voir dossier n° 72.
- 46 : Foyer du soldat allemand.
47. Recensement des véhicules automobiles et des vélos.
48. Remplacement d'ouvriers partant au STO.
49. STO, remplacement d'ouvriers, dans des firmes travaillant pour l'Allemagne, partis au STO (listes).
51. Réquisition de l'hôpital de la Croix-Rousse pour l'armée allemande.
52. Récoltes des jardins des Habitations à bon marché de Chassieu (Isère), près du camp d'aviation de Bron.
53. Remplacements d'ouvriers partis pour le STO.
- 54 et 55. Remplacements d'ouvriers partis pour le STO.
56. Service allemand de la main d'oeuvre (réception de lettres).
58. Renseignements sur les prisons militaires.
59. Célébration religieuse réservée aux troupes allemandes au "Nouveau Temple", quai Augagneur.

60. Liste d'ouvriers travaillant pour la Bauleitung à dispenser du STO.
61. Demande d'évacuation par l'intendance française de la boulangerie française du 89 quai Saint-Vincent.
63. Listes d'ouvriers à dispenser du STO.
64. Demandes d'exemption du STO.
65. Compensation de la main-d'oeuvre perdue par les entreprises commanditaires de l'armée allemande.
66. Tirs de DCA effectués par les troupes allemandes.
67. Mesures de sécurité contre des attentats.
69. Dérogation au couvre-feu pour les lieux de plaisirs et restaurants accessibles à l'armée allemande.
70. Evacuation du fort de Sainte -Foy pour les casernements des troupes allemandes.
71. Réquisition pour les travaux de blanchiment des écuries du fort de la Vitriolerie.
- 72 (plus les dossiers n°45 et 91 : même affaire). Réquisition de l'immeuble sis 58, cours de la Liberté.
73. Réquisition d'appartements.
74. Remplacement en nature des quantités détruites par sabotage dans les dépôts d'aliment du bétail.
76. Réquisition du Pathé-Palace pour les loisirs des troupes allemandes.
78. Vol de bagages d'un douanier.
79. Exercice de tir dans la région de Jonage-Pusignan.
80. Représentations théâtrales réservées aux Allemands, aux Célestins.
81. Restitution de fourrage après l'incendie du parc à fourrage de l'armée à Lyon.
82. Utilisation de la cour de l'école de filles de la rue Jacquard.
83. Contrôle de la population.
86. Fonctionnement de la ligne de tramways n°12.
87. Blanchisseries.
89. Jardins ouvriers de Chassieu.
90. Tirs d'artillerie effectués par l'armée allemande.
91. Voir dossier n° 72.
93. Surveillance et désinfection du fort de Sainte-Foy.
95. Mesures de sécurité prises pour les centrales électriques et les transformateurs.
96. Mesures d'obscurcissement (défense passive).

RELATIONS AVEC LES TROUPES D'OCCUPATION

97. Condamnation d'une ressortissante allemande par un tribunal français.
99. Utilisation gratuite du tramway de Nantua à Ambérieu.
100. Mesures de défense passive.
102. Permis de circuler pour un restaurant transformé en mess de l'armée allemande.
103. Demande de renseignements sur les services publics du département du Rhône.
104. Instructions sur la garde des voies.
105. Annonce d'un tir de combat.
106. Défense passive.
108. Atterrissage d'avions.
109. Mesures préventives contre les bombes et engins incendiaires.
112. Opposition à l'ouverture de la station balnéaire de Divonne.
113. Réquisition du château de Lacroix-Laval à Marcy-l'Etoile pour le général Niehoff.
114. Mesures pour éviter des accidents sur les écluses gardées.
115. Annonce d'un exercice de tir.
116. Mise hors d'usage des terrains d'aviation.
119. Rapports d'événements spéciaux (sabotages, parachutages, troubles, atterrissages, ...) à envoyer à l'Etat-major de liaison et au commandant de la S.S.
120. Demande de réquisition, 11 rue Vauban.
121. Lutte contre le doryphore.
122. Renseignements sur tous les « événements spéciaux » intéressant la sécurité des troupes d'occupation.
123. Surveillance des voies ferrées.
124. Modification des heures de tir à Vaulx-en-Velin.
125. Autorisation de port d'arme pour les fonctionnaires exposés aux agressions.
126. Demande d'approvisionnement en liqueurs pour un établissement de Lyon.
127. Neutralisation du terrain d'aviation de Villefranche-Anse et préjudices causés aux agriculteurs.
128. Plaintes de serveuses contre deux policiers français.
129. Renseignements statistiques.
131. Réparations des dégâts causés par une bombe le 27 mai 1943 à l'hôtel de Savoie, 91 rue Moncey à Lyon.

133. Exploitation de la station balnéaire de Divonne (Ain), interdiction partielle.
- 134 et 135. Voir dossier n° 237 sur les prisonniers en congé de captivité.
136. Exercice de tir de nuit dans l'île près du parc de la Tête d'Or.
137. Conduite indisciplinée de policiers français à Lons-le-Saunier.
138. Incident de l'hôtel d'Angleterre.
139. Mise en état de cantonnements à Charloz, près de Meximieux.
140. Etat des armes détenues par des particuliers.
141. Augmentation de la production de matériaux de construction.
144. Inscriptions provocatrices à Villeurbanne.
145. Exercice de tir DCA légère au terrain d'aviation de Lyon-Bron.
146. Voir dossier n° 173.
147. Lutte contre le doryphore.
148. Conduite d'un gendarme français.
149. Traduction allemande à joindre à toute correspondance.
- 263 Dossiers d'affaires (classement par numéro de dossier). 1943-1944
 153. Exécution d'un prisonnier évadé.
 154. Attribution de vivres au restaurant allemand.
 155. Ravitaillement des troupes en légumes frais et réquisition de terrains.
 157. Alerte du 13 juillet 1943.
 158. Vols d'explosifs.
 159. Signalisation des routes de grande communication, remplacement de panneaux détériorés.
 161. Installation d'un stand de tir près de la batterie de Sermenaz (commune de Neyron, Ain).
 162. Groupes de réfractaires près de Charolles.
 163. Surveillance de lignes à haute tension.
 165. Consignes d'extinction de baguettes lumineuses lancées par l'aviation anglaise.
 167. Refus de la carte "T" aux manutentionnaires du magasin d'habillement de l'Armée d'opération du Sud.
 169. Effectifs des gardes-voies de communication.

RELATIONS AVEC LES TROUPES D'OCCUPATION

171. Contrôle de la police française en uniforme.
- 173 (plus le 146). Carte des Ponts et Chaussées indiquant l'emplacement et les caractéristiques des ponts du Rhône et de la Saône.
174. Réparation d'une porte au fort Montluc.
175. Arrestation d'un fraudeur ayant touché la prime du STO avec de faux papiers.
176. Reproduction de dessins pour la maison Héliolithe.
177. STO, réfractaires ayant bénéficié de l'amnistie du 17 au 20 juillet 1943.
179. Attentat sur la ligne Dijon-Saint-Amour.
180. Salaires des femmes de ménages employées dans des services allemands de l'Isère.
181. Inscriptions anti-allemandes à Givors et Villefranche.
182. Ressortissants anglo-américains dans le Rhône.
185. Remise aux autorités allemandes de François Crémieux alias Salviati, interné au Centre de séjour surveillé de Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn).
186. Attribution de tickets de ravitaillement pour travailleurs de force aux pompiers auxiliaires du groupe aérien de Bron.
187. Remplacement d'ampoules électriques à Saint-Rambert-l'Île-Barbe en contravention aux consignes d'obscurcissement.
188. Renvoi de livrets militaires d'anciens prisonniers de guerre.
189. Intervention pour licence d'achat d'un camion à gazogène Berliet par la firme Lacombe.
191. Infractions aux consignes d'obscurcissement.
193. Eclairage de la rive du Rhône au Palais de la Foire.
194. Paiement des taxes de manoeuvre réclamée par la Compagnie générale du Rhône.
195. Délivrance de cartes de travailleurs de force à des ouvriers travaillant dans un parc automobile allemand.
196. Attitude de policiers français vis-à-vis de volontaires STO.
197. Etat des ressortissants britanniques et des USA ainsi que des étrangers ennemis.
198. Vente de poulains réformés par l'armée allemande.
199. Dépôt des armes de chasse au fort Montluc.

- 264 Dossiers d'affaires (classement par numéro de dossier). 1943-1944
- 201. Envoi comme travailleur en Allemagne d'un émigré ukrainien.
 - 202. Concours de vétérinaires français pour des soins à donner à des chevaux de la cavalerie allemande.
 - 203. Entreprises de récupération des graisses animales.
 - 204. Voir dossier n° 237 sur les prisonniers en congé.
 - 205. Etat du matériel de tramways.
 - 206. Travaux de camouflage (caserne de La Doua).
 - 207. Surveillance de trains vides de l'armée allemande .
 - 208. Renseignements sur la police française demandés par les autorités allemandes.
 - 209. Voir dossier n° 237 sur les prisonniers en congé.
 - 211. Remplacement de panneaux détériorés.
 - 212. Intervention allemande pour l'attribution de deux pneus de bicyclette.
 - 213. Installation de locaux pour la poste allemande aux armées, à la gare de Vienne.
 - 214. Retard de la SNCF dans l'apport de secours lors d'actes de sabotages entre les gares de Feyzin et Sérézin.
 - 215. Vente de deux poulains appartenant à l'armée allemande.
 - 216. Renseignements sur l'organisation de la défense passive.
 - 218. Communication par la gendarmerie à l'Etat-major de liaison de Lyon de renseignements sur l'arrivée de parachutistes.
 - 219. Etat des wagons-citernes de l'ancienne zone d'occupation italienne.
 - 222. Renseignements sur les incendies criminels.
 - 224. Renseignements sur les stocks de carburants liquides et solides des véhicules autorisés à circuler.
 - 226. Remplacement de panneaux de circulation détériorés.
 - 227. Interruption éventuelle de la circulation civile en cas d'événements particuliers.
 - 228 et 229. Défense passive, conduite à suivre en cas de combats.
 - 230. Vols des cartes d'alimentation.
 - 231. Incident survenu entre un garde et un soldat allemand après un attentat.
 - 232. Procédure contre Marcel Rio pour injures à des fonctionnaires de la Wehrmacht.

RELATIONS AVEC LES TROUPES D'OCCUPATION

236. Prolongation d'un permis de circuler (intervention allemande en faveur d'un particulier).
237. Contrôle des prisonniers en congé de captivité.
238. Protection des lignes téléphoniques utilisées par les troupes allemandes.
239. Autorisation de port d'armes.
240. Surveillance des voies ferrées.
245. Réquisition de la clinique du docteur Kocher à Valence.
246. Réquisition de l'hôtel « Beau Site » à Aix-les-Bains.
247. Couvre-feu.
249. Horaires de garde des voies et ouvrages d'art.
250. Réquisition de véhicules, intervention au profit d'une société.
251. Lutte contre les rats.
252. Surveillance des câbles téléphoniques.
253. Modalités de location de véhicules automobiles civils français par les services allemands.
254. Demande de moteurs pour des machines de cuisine.
255. Demande de renseignements sur les camps d'internement de la région de Lyon.
260. Réquisition de terrains.
261. Interrogatoire de Georges Leduc, détenu à la prison de Mâcon, par la police allemande.
- 262 (plus le 23). Terrain d'aviation de Villefranche.
263. Arrêt de la circulation aux abords du grand Nouvel Hôtel.
264. Réquisition des établissements d'enseignement de Thonon.
266. Edification d'une baraque à Charbonnières.
267. Diffusion d'un avis aux soldats italiens dispersés.
268. Réparation d'une voiture « Panhard » de la préfecture de la Drôme.
269. Vétérinaires.
271. Incident entre un ingénieur en chef des Ponts et Chaussées de la Drôme et un officier allemand.
272. Condamnation à mort de Paul Ponchon par un tribunal allemand.
273. Réquisition du théâtre des Célestins pour les troupes allemandes.
274. Requis civils pour la garde des voies.

- 275. Evacuation et démolition d'immeubles situés aux abords du terrain d'aviation de Bron.
- 276. Garde des voies ferrées.
- 277. Fichier des personnalités.
- 278. Demande de pèlerines pour les requis civils.
- 279. Exercice de tir (DCA).
- 280. Evasion de détenus de l'hôpital de Bourg.
- 282. Rapatriement de prisonniers de guerre.
- 283. Construction d'abris pour les requis.
- 284. Demande de renseignements sur Paul Bert, détenu à la prison Saint-Paul.
- 285. Fermeture des conduites de gaz en cas d'attaque aérienne.
- 286. Garde des voies ferrées.
- 287. Déclaration obligatoire de prisonniers en congé de captivité.
- 289. Demande de l'Etat-major principal de liaison relative à la lutte contre le terrorisme.
- 290. Surveillance des voies ferrées.
- 291. Hôpital de Grange-Blanche, défense passive.
- 292. Couvre-feu à Roanne.
- 293. Demande de sanctions contre le commandant par intérim de la gendarmerie de Grenoble.
- 294. Ressortissants anglais et américains.
- 295. Couvre-feu en Haute-Savoie.
- 296. Emploi de Juifs pour la surveillance des voies de communication.
- 297. Condamnation à mort de Jean Léry.
- 298. Condamnation à mort par le tribunal de guerre d'Henri Bardin.
- 299. Condamnation à mort par le tribunal de guerre de Jean Percet, Maurice Percet, Henri Mazuir.
- 300. Transport du charbon.
- 265 Dossiers d'affaires (classement par numéro de dossier). 1943-1944
 - 301. Surveillance de la voie ferrée de Grenoble.
 - 302. Demande de libération de Charles Fornier, Jean-Edouard Hyver, du Dr Benech.
 - 303. Incident à l'entrepôt des douanes.
 - 305. Fourniture de bottes en caoutchouc aux troupes allemandes.

RELATIONS AVEC LES TROUPES D'OCCUPATION

- 306. Tirs d'essai de DCA
- 307. Fourniture de véhicules automobiles à l'armée allemande.
- 309. Emploi de la garde en Haute-Savoie.
- 310. Circulation de nuit dans les arrondissements de Mâcon et Chalon-sur-Saône.
- 311. Armement de la police et libération de prisonniers arrêtés par la police allemande.
- 312. Condamnation à mort de Luc Ricci.
- 313. Censure de la presse.
- 314 et 315. Action des sapeurs-pompiers en cas d'attaque aérienne.
- 316. Prisonniers français en congé de captivité.
- 319. Fourniture de véhicules automobiles à l'armée allemande.
- 322. Liste des postes occupés par Robert Cousin, préfet de la Drôme.
- 323. Fourniture de carburant.
- 324. Attaque de la brigade de gendarmerie de Boège.
- 325. Protection des centrales électriques.
- 327. Equipement en générateurs de véhicules automobiles.
- 328. Dissolution de la garde des récoltes.
- 330. Protection des voies ferrées.
- 331. Emondage des arbres.
- 333 et 334. Exécutions par les autorités allemandes.
- 335. Lutte contre les rats.
- 339. Transmission d'un procès-verbal.
- 339 bis. Renseignements sur les dépôts de denrées alimentaires.
- 340. Couvre-feu dans l'Ardèche.
- 342. Transmission d'une somme à Fernand Giraud, frère du général.
- 343. Réquisition d'essence.
- 344. Navigation de nuit sur le Rhône.
- 345. Demande d'expulsion d'Eugène Chanal, ex-sénateur de l'Ain.
- 346. Envoi de passeports.
- 347. Exercices de tir.
- 348. Réfugiés espagnols.
- 349. Transmission du *Vobim*.
- 350. Laissez-passer spéciaux.
- 352. Réouverture des cabarets de nuit.

- 354. Evacuation des immeubles avoisinant l'école de santé.
- 356. Sabotage des pylônes électriques.
- 357. Vols de tabac.
- 358. Protection des voies fluviales.
- 360. Compagnies techniques des bâtiments.
- 361. Changement de domicile de ressortissants étrangers.
- 365. Dépôts d'explosifs (vols).
- 366. Rétablissement d'une ligne de tramway.
- 368. Fermeture de postes de distribution d'essence.
- 370. Identification du propriétaire d'un camion.
- 371. Vol d'explosifs à Ugine.
- 372. Exécution de Louis Girard.
- 373. Internement d'un sujet anglais.
- 374. Demandes de visas d'entrée en France.
- 375. Carburant.
- 376. Risques de grève et de sabotage dans la région de Lyon les 30 avril et 1er mai 1944.
- 380 (plus le 387). Camouflage des lumières des véhicules automobiles français.
- 382. Demande de visa d'entrée en France.
- 384. Demande de visa d'entrée en France.
- 385. Protection de la main-d'oeuvre des usines d'équarrissage.
- 386. H.M. Biass, ressortissant anglais non interné.
- 387. Voir dossier n° 380.
- 389. Demande de visa d'entrée en France.
- 390. Mise sous séquestre de la Régie des transports de la Loire.
- 391. Fourniture de véhicules civils français pour les besoins de l'armée allemande.
- 392. Recensement des anciens soldats italiens.
- 393. Internement de ressortissants anglais et américains.
- 394. Immersion éventuelle par des avions anglais de petites mines flottantes dans les rivières et les canaux.
- 396. Inspection vétérinaire dans la région de Lyon.
- 397. Création d'un service de secours.
- 399. Congés dans les usines françaises.
- 400. Entretien et remise en état des panneaux de signalisation des routes "A".
- 402. Déblocage de la voiture de tourisme Citroën appartenant à l'entreprise Industrie du Bois, à Sainte-Colombe-les-Vienne.

RELATIONS AVEC LES TROUPES D'OCCUPATION

403. Dispersion du dépôt d'essence « l'Allobroge » à Chambéry.
404. Hangar situé sur le terrain d'aviation d'Anse.
405. Mise en place des pompes à incendie pour alimenter les locomotives.
406. Evacuation des jardins ouvriers situés à proximité du fort Montluc.
408. Usines de récupération de matières grasses.
409. Demandes de la Sté des Accumulateurs Fulmen, de la Maison Blanc et Demilly.
411. Détention, à la maison d'arrêt de Lyon, d'un ressortissant italien.
412. Contrôle des prisonniers de guerre envoyés en congés de captivité en zone Sud.
413. Pêche dans les rivières délimitant la zone occupée.
414. Renseignements concernant les membres de l'administration préfectorale et les chefs des principaux services.
416. Recherche de Victor Mercier, né le 8 octobre 1917 à Pommiers.
417. Changement de domicile de ressortissants anglais.
418. Saisie temporaire de dossiers des Ponts et Chaussées de Bourg.
419. Sort de quatre orphelins.
421. Unités de police française pour des opérations dans des régions éloignées.
423. Service de secours immédiat.
426. Exercices de tirs de la DCA de Lyon-Bron.
427. Paiement de l'impôt sur le chiffre d'affaires par les sociétés de transports placées sous séquestre par les autorités allemandes.
430. Traduction des lettres allemandes.
431. Rapatriement à Marseille du sujet allemand Alfons Dembek, domicilié en dernier lieu à Hauteville (Ain).
432. Peinture pour protéger les ponts de réserve.
433. Pose de pancartes d'interdiction d'accès pour la population au champ de tir de la Wehrmacht situé à 3 km à l'est de Lyon et à 1 km au Sud de Rillieux.
435. Autorisation de circuler.
436. Laissez-passer spéciaux pour les véhicules chargés du ramassage du lait dans le bassin lyonnais.
438. Camp des mouvements de jeunesse.

440. Constitution d'un groupement de roulage pour les besoins du ravitaillement général.
 - 441 (plus le 453). Tirs d'infanterie effectués par une unité allemande dans la région située au Sud de Vénissieux.
 442. Grève aux usines Berliet de Vénissieux et de Montplaisir.
 443. Incidents de Saint-Donat (Drôme), le 15 Juin 1944.
 444. Colonel Von Versen, nouveau commandant à l'Etat-major allemand.
 445. Création de cours martiales et tribunaux du maintien de l'ordre (textes de lois).
 446. Incidents survenus dans le Sud du département du Jura (du 11 au 15 Juillet 1944).
 447. Réglementation de la colombophilie.
 448. Livraison de vinaigre pour l'armée allemande.
 449. Centres d'alimentation pour les Allemands.
 450. Limitation des sonneries des cloches des églises.
 451. Fabrication de biscuits de chiens.
 452. Ravitaillement de la police allemande au restaurant « Moulin à Vent ».
 453. Voir dossier n° 441.
 454. Service de garde du camp d'aviation de Bron.
 455. Approvisionnement de la troupe en farine de blé au mois d'août 1944.
 456. Libération du camp d'internés de Saint-Denis du ressortissant anglais Samuel Smith, domicilié à Lyon.
 457. Protection des récoltes contre les destructions pouvant résulter d'attaques aériennes.
 458. Photographies en plein air.
 459. Acte de sabotage dirigé contre les Etablissements Renault, 363 route de Vienne à Vénissieux.
 460. Réseau d'alarme.
 461. Saisie par les services français de 4000 mètres de rayonne.
 462. Déboisement d'une route de Grenay (18 km au S.E. de Lyon) pour assurer la sécurité des convois allemands.
- 182 W 266 Renseignements administratifs, démographiques et économiques demandés par les Allemands: listes des autorités allemandes de la région, listes, tableaux, *Recueil des actes administratifs* de l'Isère de 1937, communiqués à la presse, rapports, télégrammes, correspondance, notes. 1937-1944

RELATIONS AVEC LES TROUPES D'OCCUPATION

- 182 W 267 Questions diverses relatives à l'occupation allemande.- Ravitaillement, réquisitions, évacuation des populations de la zone sud, réunions de coordination franco-allemandes, instauration du couvre-feu, aides aux prisonniers français, fonctionnement de l'office de placement allemand, restrictions de circulation et location de véhicules : circulaires ministérielles et préfectorale, *Journal Officiel* du 15 février 1944 contenant les ordonnances allemandes relatives à la zone côtière méditerranéenne, listes, tableau statistique, comptes-rendus d'entretiens avec les Allemands, ordres de réquisition, procès-verbal de gendarmerie, demande de licence auprès de l'office de répartition des produits industriels, communiqués et appels allemands à la population, compte-rendu d'écoute téléphonique, rapports, correspondance, notes. novembre 1942-août 1944
- 182 W 268 Incidents avec les troupes d'occupation dans les dix départements de la région, enquêtes : rapports, circulaire préfectorale, compte-rendu d'écoute téléphonique, correspondance, notes. novembre 1942-décembre 1943
- 182 W 269 Arrestations et exécutions⁴⁵ opérées par les troupes d'occupation allemandes : listes de personnes arrêtées et de personnes tuées dans les locaux de la police allemande, listes des internés villeurbannais à Compiègne, notices individuelles de renseignements, fiches de demandes de libération de personnes arrêtées à Grenoble le 11 novembre 1943, comptes-rendus d'écoutes téléphoniques, circulaire ministérielle, extrait du registre des délibérations de la commune de Coublevie (Isère), rapports, télégrammes, correspondance, notes. 1943-1944

RELATIONS FRANCO-ITALIENNES

- 182 W 270 Transport, affrontement avec la population, arrestations effectuées par l'armée italienne, ravitaillement des Italiens et contrôle de la population : rapports, affiches italiennes concernant les dispositions relatives à la sécurité militaire et à l'ordre public, télégrammes, correspondance, notes. 1943

45. Notamment arrestations de Juifs, de militaires, de membres de l'Armée secrète des MUR (affaire de Caluire), du préfet de Haute-Savoie Henry Trémeaud, de fonctionnaires français, de l'ex-président de la République Albert Lebrun, de André-François Poncet, ex-ambassadeur de France. De plus, des dossiers d'arrestations par département (dont à Nantua et Oyonnax le 14 décembre 1943) sont constitués.

A LA LIBÉRATION

- 182 W 271 Affaires diverses⁴⁶ traitées par le commissaire de la République : circulaire ministérielle, télégramme, notes.
septembre 1944-octobre 1945
- 182 W 272 Personnel des services régionaux, composition des services, attributions et rémunérations : loi, décrets, ordonnance, listes.
juillet 1945-mars 1946
- 182 W 273 Secrétariat général pour la police de Rhône-Alpes, épuration économique, répression de la collaboration et du marché noir : rapports, procès-verbaux de police, notice individuelle de renseignements, extrait des minutes du greffe de la cour de justice, correspondance, notes.
septembre 1944-mars 1946
- 182 W 274 Secrétariat général aux affaires économiques de la région Rhône-Alpes, effectifs : tableaux, rapports, correspondance. mars-mai 1945
- 182 W 275 Comités consultatifs de répartition, mise en place, fonctionnement et gestion du personnel : décret, circulaires ministérielles, arrêtés ministériels, tableaux, rapports, télégrammes, correspondance, notes.
1945-1946
- 182 W 276 Réquisitions de logements et d'un restaurant : arrêté préfectoral, liste des membres de la commission départementale d'examen des réquisitions, procès-verbal de réunion, bail de location, ordres de réquisition, décisions du commissaire de la République, demandes d'indemnités pour réquisition, rapports, correspondance, notes.
1944-1946
- 182 W 277 Rapport des renseignements généraux sur la situation journalière de la bourse de Lyon. 18 septembre 1944
- 182 W 278 Surveillance de réunions⁴⁷ : rapports des renseignements généraux.
17-18 septembre 1944

46. Projet d'engagement d'un savant allemand à l'université de Lyon, utilisation des prisonniers de guerre de l'Axe, créances sur l'armée allemande, recherche de documents allemands d'intérêt militaire, recherche des personnes fusillées par les Allemands pendant la guerre.

47. Réunion du Groupement d'entraide des réfugiés alsaciens et lorrains, meeting organisé par la 21ème Région fédérale du bâtiment.

A LA LIBÉRATION

182 W 279 Revues de presse thématiques. septembre-novembre 1944

182 W 280 Rapports d'écoute d'émissions radiophoniques étrangères.
septembre 1944

ANNEXES

**PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS RELATIFS
À L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA FRANCE SOUS VICHY.**

Loi du 12 Octobre 1940 portant suspension des conseils généraux et des conseils d'arrondissement (*Journal Officiel* du 13 Octobre 1940, p.5274).

Loi du 23 décembre 1940 concernant les pouvoirs des préfets (*Journal Officiel* du 25 décembre 1940, p. 6258-6259).

Loi du 19 Avril 1941 instituant les préfets régionaux (*Journal Officiel* du 22 Avril 1941, p.1722-1723).

Décret du 19 Avril 1941 attribuant à certains préfets les pouvoirs des préfets régionaux et portant division du territoire pour l'exercice de ces pouvoirs (*Journal Officiel* du 22 Avril 1941, p.1723).

Loi du 23 Avril 1941 portant organisation générale des services de police en France (*Journal Officiel* du 6 Mai 1941, p.1917-1918).

Loi du 23 Avril 1941 créant une école nationale de police (*Journal Officiel* du 6 Mai 1941, p.1919-1920).

Décret du 13 Mai 1941 relatif aux attributions des préfets régionaux en matière de police (*Journal Officiel* du 14 Mai 1941, p.2035-2036).

Décret du 15 Mai 1941 relatif aux intendants des affaires économiques (*Journal Officiel* du 16 Mai 1941, p.2068).

Loi du 20 Mai 1941 complétant l'article 1^{er} de la loi du 19 Avril 1941 instituant les préfets régionaux (*Journal Officiel* du 11 Juin 1941, p.2422).

Décret du 30 Juin 1941 attribuant à certains préfets les pouvoirs des préfets régionaux et portant division du territoire pour l'exercice de ces pouvoirs (*Journal Officiel* du 1er Juillet 1941, p.2764). Un décret identique dans le *Journal Officiel* du 5 Juillet 1941, p.2807, apporte des modifications à celui-ci.

Décret du 7 Juillet 1941 portant organisation des services extérieurs de police sur le territoire national, dans les régions, les départements, les circonscriptions et les villes (*Journal Officiel* du 15 Juillet 1941, p.2958 à 2970).

- Décret du 18 Juillet 1941** relatif aux directeurs de cabinet des préfets régionaux (*Journal Officiel* du 9 Août 1941, p.3332).
- Décret du 18 Juillet 1941** portant création d'un secrétariat régional auprès des préfets régionaux (*Journal Officiel* du 9 Août 1941, p.3332).
- Décret du 18 Juillet 1941** portant institution des préfets délégués (*Journal Officiel* du 10 Août 1941, p.3343).
- Loi du 11 Août 1941** fixant des pouvoirs (de suspension des fonctionnaires et agents de l'Etat) du préfet régional (*Journal Officiel* du 12 Août 1941, p.3365).
- Loi du 25 Août 1941** relative aux attributions et pouvoirs des préfets régionaux en matière économique (*Journal Officiel* du 26 Août 1941, p.3599).
- Décret du 24 Septembre 1941** modifiant l'assiette territoriale des régions (*Journal Officiel* du 26 Septembre 1941, p.4133).
- Décret du 8 Décembre 1941** relatif aux pouvoirs des préfets régionaux en matière économique (*Journal Officiel* du 10 Décembre 1941, p.5334).
- Arrêté du 28 Février 1942** fixant les attributions du préfet délégué (*Journal Officiel* du 6 Mars 1942, p.930).
- Décret du 21 Mars 1942** portant création d'emplois de chef de cabinet de préfet (*Journal Officiel* du 22 Mars 1942, p.1120).
- Décret du 14 Décembre 1942** portant extension des attributions des préfets régionaux en matière de police (*Journal Officiel* du 20 Décembre 1942, p.4162).
- Loi du 15 Avril 1944** portant création des intendants du maintien de l'ordre et relative à leurs pouvoirs (*Journal Officiel* du 19 Avril 1944, p.1106). Par cette loi, les intendants deviennent des intendants du maintien de l'ordre.
- Ordonnance du 10 janvier 1944** portant division du territoire de la métropole en commissariats régionaux de la République et création de commissariats régionaux de la République (*Journal Officiel*, 6 juillet 1944, édition d'Alger, 1944-1, p. 533-534).
- Ordonnance du 9 Août 1944** relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental (*Journal Officiel*, 15 Août 1944, édition Alger, 1944-1).

**NOTICE-TYPE DE RENSEIGNEMENTS
SUR LES PERSONNALITÉS, EN APPLICATION
DE LA CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 8 JANVIER 1942**

1°) Nom, prénoms	DURAND Gustave, Charles
2°) Age, situation de famille	56 ans, marié, trois enfants, dont un fils prisonnier
3°) Domicile	...
4°) Profession actuelle	Industriel, fabricant de machines agricoles. Occupe ... ouvriers et ... employés
Profession précédente	Représentant
5°) Situation militaire	Ancien combattant de la guerre 14-18, Croix de guerre, Officier de réserve
6°) Situation de fortune	Propriétaire aisé possédant une importante exploitation agricole, ... ha, Cheptel ...
Intérêts détenus dans des sociétés	Administrateur de ...
7°) Décorations françaises	Chevalier de la Légion d'Honneur en ..., à titre ..., pour ...
8°) Confession religieuse	Catholique
9°) Mandats publics	Député élu sous étiquette radical-socialiste aux élections de 1924, battu en 1928, Conseiller général, membre de la commission départementale, Maire, Président de la Chambre d'Agriculture de ...
10°) Partis auxquels l'intéressé a appartenu, avant le 11 juillet 1940, fonctions exercées, rôle joué, tendances manifestées	Radical-socialiste, Vice Président du comité radical de ..., a combattu en 1936 contre le Front Populaire

ARCHIVES DU PRÉFET RÉGIONAL DE LYON... (1939-1945)

11°) Partis auxquels l'intéressé a appartenu, depuis le 11 juillet 1940, fonctions exercées, rôle joué, tendances manifestées	Ne milite en faveur d'aucun parti, Membre de la Légion française des combattants
12°) Mandats publics détenus depuis le 11 juillet 1940	Membre de la Commission administrative. Maintenu Maire de ...
13°) Loyalisme à l'égard du Maréchal	Très dévoué à la personne du Maréchal
14°) Position à l'égard du Gouvernement a) sur le plan intérieur b) sur le plan extérieur	Soutient la politique du Gouvernement Réserves
15°) Rapports avec le Préfet	Rapports courtois, vient peu à la Préfecture
16°) Influence conservée à l'intérieur du département	Respecté et honoré par tous. Conserve encore une très grande influence dans les milieux ruraux
17°) Observations générales	...

**LISTE DES PHOTOGRAPHIES RELATIVES
AUX ORGANISMES SOCIAUX
DU 26 PLACE TOLOZAN, À LYON
(Cote 182 W 248)**

- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, maison sociale de Flachet.
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, une séance de gymnastique corrective.
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, salle d'attente d'une maison sociale.
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, un cabinet dentaire.
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, une salle de radioscopie.
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, une installation de rayons ultraviolets pour soins individuels.
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, un cabinet de consultation.
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, une consultation d'enfant.
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, une consultation de nourrisson.
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, un examen hématologique.
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, maison sociale de Flachet (infirmerie O.R.L.).
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, maison d'accueil de la Fougeraie à Saint-Didier-au-Mont-d'Or.
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, maison d'accueil de la Fougeraie (salle de jeux).
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, maison de cure de Sylvabelle à Croix-Valmer (Var)
- Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, maison de cure de Sylvabelle (la plage).

Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, maison de cure de l'Adret à Villars-de-Lans.

Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, centre de sérum de bovidés.

Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, récolte du sérum de bovidés.

Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, préparation du sérum de bovidés.

Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, distribution du sérum de bovidés.

Comité commun pour l'hygiène de l'enfance, un laboratoire.

Comité lyonnais d'enseignement ménager, 4 photographies du centre de Saint-Fons.

Oeuvres lyonnaises des jardins ouvriers : 5 photographies de jardins ouvriers.

Comité d'hygiène industrielle, cabinet médical d'usine.

Comité d'hygiène industrielle, distribution de sérum de bovidés aux apprentis.

Société Immobilière Tolozan : 6 photographies des lieux.

TABLEAU DE RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES NOMS DE LIEUX FIGURANT DANS L'INDEX

FRANCE¹

France
Lyon (région)
Rhône-Alpes

Ain

Ain (département)
Ambérieu
Belley
Bourg-en-Bresse
Cerdon
Divonne
Hauteville
Jonage-Pusignan
Meximieux
Nantua
Neyron
Oyonnax
Romanèche-la-Montagne
Sermenaz

Hautes-Alpes

Hautes-Alpes (département)

Ardèche

Ardèche (département)
Annonay

Bouches-du-Rhône

Marseille

Côte-d'Or

Dijon

Corrèze

Brive

Drôme

Die
Drôme (département)
Nyons

1. Les communes sont rangées sous le département auquel elles appartiennent en 1997.

Saint-Donat	<i>Pyrénées-Atlantiques</i>
Valence	Gurs
<i>Haute-Garonne</i>	<i>Rhône</i>
Toulouse	Albigny
<i>Gironde</i>	Bessenay
Bordeaux	Bron
<i>Isère</i>	Caluire
Allevard	Charbonnières
Coublevie	Chassieu
Grenay	Feyzin
Grenoble	Givors
Isère (département)	Grigny
Moirans	La Croix-Laval
Pacalon (près de Vienne)	Liergues
Pont-de-Beauvoisin	Lyon
Vienne	Marcy-l'Etoile
<i>Jura</i>	Les Petites-Roches
Jura (département)	Pommiers
Lons-le-Saunier	Pontcharra
Saint-Claude	Oullins
<i>Loire</i>	Rhône (département)
Loire (département)	Rhône (fleuve)
Roanne	Rillieux
Saint-Etienne	Saint-Cyr-au-Mont-d'Or
<i>Haute-Loire</i>	Sainte-Colombe-les-Vienne
Haute-Loire (département)	Sainte-Foy (fort)
<i>Morbihan</i>	Saône (rivière)
Brest	Sérézin
<i>Puy-de-Dôme</i>	Vaulx-en-Velin
Clermont-Ferrand	Vénissieux
	Villefranche-sur-Saône
	Villeurbanne
	Vourles
	<i>Saône-et-Loire</i>
	Chalon-sur-Saône
	Charolles
	La Guiche

TABLE DES NOMS DE LIEUX

Mâcon	Haute-Savoie (département)
Saône-et-Loire (département)	Thonon
<i>Savoie</i>	<i>Seine-Maritime</i>
Chambéry	Rouen
Savoie (département)	<i>Seine-Saint-Denis</i>
Ugine	Saint-Denis
<i>Haute-Savoie</i>	<i>Tarn</i>
Bernex	Saint-Sulpice-la-Pointe
Boège	

ETRANGER

Allemagne
Angleterre
Turquie
URSS
USA

TABLEAU METHODIQUE DES MOTS-MATIERES

GUERRE 1939-1945

Activités économiques frauduleuses	Marché noir
Alsaciens-Lorrains	Maquis
Allemand	Milice
Armée	Officier allemand
Autorité occupante	Organisme de contrôle de l'armistice
Bombardement	Propagande
Camp d'internement	Rafle
Camp de travail	Rapatriement
Carte d'alimentation	Ravitaillement
Cavalerie allemande	Rationnement
Censure	Réfractaire
Chantier de jeunesse	Réfugié
Collaboration	Requis civils
Couvre-feu	Réquisition
Défense passive	Résistance
Eclairage	Service du Travail Obligatoire
Epuration	SS
Evacuation	Sirène (essais)
Francisque	Société secrète
Fraude	Soldat
Front français antibolchevique	Tir
Fusillé	Troupe allemande
Internement administratif	Troupe italienne
Juif	Zone côtière
Légion des volontaires français	Zone occupée
Ligne de démarcation	

ADMINISTRATION GENERALE

Structure administrative

Administration départementale et communale	Conseil national
Administration préfectorale	Conseil régional
Collectivités locales	Consulat
Comité consultatif de l'office régional du travail	Déconcentration administrative
Comité d'organisation des corps gras d'origine végétale et animale	Direction départementale du ravitaillement général
Commissaire de la République	Etablissement public communal
Commission administrative départementale	Gouverneur
Conseil d'arrondissement	Inspection
Conseil de préfecture interdépartemental	Ministère du Travail
Conseil départemental	Ministre
Conseil général	Office central de répartition des produits industriels
Conseil municipal	Préfecture
	Protection contre les événements de guerre (service interministériel)
	Travaux (commissariat régional)

Circonscription territoriale

Commune sinistrée	Haute-Loire (département)
Ain (département)	Saône-et-Loire (département)
Hautes-Alpes (département)	Province
Ardèche (département)	Région économique
Drôme (département)	Région fédérale du bâtiment
Isère (département)	Rhône (département)
Jura (département)	Savoie (département)
littoral méditerranéen	Haute-Savoie (département)
Loire (département)	Zone sud
Lyon (région)	

Fonction publique

Chef de cabinet	Intendant
Chef de service	Militaire
Fonctionnaire	Officier démobilisé
Général de division	Personnel

TABLEAU MÉTHODIQUE DES MOTS-MATIÈRES

Préfecture	Services techniques
Secrétariat général	Sous-préfet
Services agricoles	Surveillant de battage
Services municipaux	Trésorier général
Services régionaux	

AGRICULTURE

Agriculteur	Lait
Agriculture	Main d'oeuvre agricole
Arbre (émondage)	Pêche
Cheval	Poulain
Corporation paysanne	Propriétaire terrien
Déboisement	Protection des récoltes
Doryphore	Récolte
Equarrissage	Service civique rural
Fourrage de l'armée	Surveillant de battage
Laboratoire vétérinaire de recherches	

ECONOMIE

Alimentation	Denrée alimentaire
Assurance	Dépôt d'essence
Banque	Energie électrique
Bâtiments et travaux publics	Entreprise
Boulangerie	Essence
Bourse	Fer
Carburant	Gaz
Chambre régionale d'agriculture	Industrie
Chambre de commerce	Magasin
Charbon	Marché
Centrale électrique	Matières premières
Combustible	Métaux
Comité régional des prix	Palais de la foire
Comité consultatif de répartition	Produit pétrolier
Comité social	Prix
Commerce	Rayonne
Contrôle économique	Source d'énergie
Contrôle des prix	Statistiques
Cuivre	Textile
Débit de boisson	Toile

EDUCATION

Enseignement	Fédération des oeuvres laïques d'éducation scolaire et post-scolaire
Education nationale et sports	Université de Lyon

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Autocar	Panneaux de signalisation
Automobile	Pont
Avion	Poste allemande
Câble téléphonique	Pylône électrique
Camion	Rivière
Canal	Route
Circulation	Terrain d'aviation
Ecluse	Tramway
Engin de locomotion	Transformateur
Générateur	Transport
Ligne de haute tension	Véhicule
Ligne téléphonique	Véломoteur
Locomotive	Vélo
Matériel motorisé	Voie
Motocyclette	Voyageur
Navigation	Wagon

FINANCES ET FISCALITE

Crédit municipal	Imposition
Finance	Monnaie

IMMOBILIER

Bail de location	Démolition d'immeubles
Baraque	Enseigne
Cantonement	Immobilier
Construction	Terrain

JUSTICE

Amnistie	Chantier pénitentiaire
Centre de séjour surveillé	Condamnation à mort

TABLEAU MÉTHODIQUE DES MOTS-MATIÈRES

Cour d'appel	Maison d'arrêt
Cour martiale	Palais de justice
Etablissement pénitentiaire	Prison
Evasion	Prisonnier
Exécution	Sanction administrative
Expulsion	Trahison
Libération	Tribunal

LOISIRS

Boîte de nuit	Lieu de plaisir
Cabaret de nuit	Loisir
Cinéma	Restaurant
Divertissement	Théâtre
Fête foraine	Vacances
Hôtel	

OPINION ET VIE PUBLIQUE

Allocution	Institut de presse et d'éditeurs
Amitiés africaines	Inter-France
Assemblée religieuse des familles de travailleurs français en Allemagne et des familles de prisonniers	Maire
Association	Mairie
Centre départemental d'information	Manifestation
Comité commun pour l'hygiène de l'enfance	Mouvement de jeunesse
Comité d'hygiène industrielle	Mouvement familial
Comité fédéral de cultures légumières	Mouvement populaire des familles
Comité interprofessionnel de l'appren- tissage	Oeuvre lyonnaise des jardins ouvriers
Comité lyonnais d'enseignement ménager	Office français d'information
Comité lyonnais des heures libres	Office régional du cinéma éducateur
Comité lyonnais du logement	Personnalité
Député	Poste de TSF
Grève	Presse
Haut-parleur	Publicité
Information	Réunion
	Revendication ouvrière
	Sénateur
	Tract
	Union féminine du front social du tra- vail

POLICE

Agression	Incendie
Arme	Inscription
Arrestation	Interception de train
Attaque	Laissez-passer
Attentat	Législation anti-juive
Atterrissage	Maintien de l'ordre
Autorisation de circuler	Menée antinationale
Blessé par arme à feu	Ordre public
Camouflage	Parachutage
Carte grise	Parole antinationale
Carte d'identité	Passeport
Colombophilie	Pêche
Commissaire	Permis de conduire
Contrôle technique	Photographie en plein air
Crime	Police
Dénonciation	Regroupement suspect
Dépôt de police	Sabotage
Détenu politique	Sécurité
Disparition	Sonderausweis
Douane	Sûreté nationale
Enlèvement	Surveillance postale et téléphonique
Explosif	Terrorisme
Faux papiers	Trouble
Gardien de la paix	Visa d'entrée
Garde	Visa de sortie
Gendarmerie	Vol

PROTECTION CIVILE

Engin incendiaire	Sapeur-pompier
Mine flottante	Secours
Pompe à incendie	Incendie

RELIGION

Archevêque	Religion
------------	----------

TABLEAU MÉTHODIQUE DES MOTS-MATIÈRES

SOCIÉTÉ

Albanais	Habitation à Bon Marché
Américain	Hôpital
Anglais	Hospices civils de Lyon
Anglo-américain	Hygiène (famille professionnelle)
Architecte	Imprimeur sur étoffes (famille professionnelle)
Arménien	Industrie chimique (famille professionnelle)
Autrichien	Israélite étranger
Belge	Italien
Blanchisserie	Jardin ouvrier
Britannique	Lavabo
Café (famille professionnelle)	Légion d'honneur
Cantines	Lettonien
Centre d'accueil	Licenciement
Centre de vacance	Lithuanien
Cercueil	Livret militaire
Charte du travail	Luxembourgeois
Chinois	Main-d'oeuvre
Clinique	Maison départementale de retraite
Collectivités	Maison de jeunes
Colonie de vacances	Maison sociale
Congé	Malade
Cuir (famille professionnelle)	Médecine
Cuisine	Menuisier
Danois	Métier d'art (famille professionnelle)
Désinfection	Néerlandais
Eau (famille professionnelle)	Nord-africain
Egyptien	Norvégien
Electricité (famille professionnelle)	Office de placement allemand
Enfant assisté	Office départemental des HBM
Estonien	Office de placement de la main-d'oeuvre
Etablissement communal de bienfaisance	Organisation syndicale
Etranger	Organisme social
Famille	Orphelin
Famille professionnelle	Ouvrier
Femme de ménage	Papier (famille professionnelle)
Femme enceinte	Patron
Grec	
Habillement (famille professionnelle)	

Pelleterie et fourrure (famille professionnelle)	Sous-sol (famille professionnelle)
Polonais	Spectacle (famille professionnelle)
Pompes funèbres (famille professionnelle)	Station balnéaire
Rat	Subvention
Russe	Tchèque
Salaire	Tissu (famille professionnelle)
Sanatorium	Travail français en Allemagne
Santé	Travailleur
Sarrois	Ukrainien
Serveuse	Usine
Société de secours mutuel	Verre (famille professionnelle)
	Vétérinaire
	Yougoslave

INDEX

Les noms de lieux sont en minuscule italique, les noms de personnes en petites capitales, les noms de matières en romain. Les références renvoient aux cotes des articles. L'abréviation n. suivie d'un chiffre renvoie à une note en bas de page du corps de l'instrument de recherche.

—A—

- activités économiques frauduleuses
123, 212, 214
Voir aussi marché noir, fraude
- administration départementale et communale
18
- administration préfectorale
265 (n°414)
- agression
262 (n°125)
Voir aussi résistance
- agriculteur
5, 262 (n°16), 262 (n°127)
- agriculture (enseignement départemental et communal)
18
- Ain*
8, 9, 82, 106, 107, 262 (n°133), 263 (n°161), 265 (n°431), n.21, n.24, n.26
- sénateur : 265 (n°345)
- Aix-les-Bains*
- hôtel Beau Site : 264 (n°246)
- albanais
n.27
- Albigny*
- maison départementale de retraite :
n.10
- alimentation
265 (n°449)
- famille professionnelle : n.38
- pour le bétail (dépôts) :
262 (n°14), 262 (n°74)
Voir aussi ravitaillement
- Allemagne*
16, 138, 262 (n°36), 262 (n°49),
264 (n°201)
- Allemand
101, 105, 256, 258, 262 (n°24), 262 (n°80), 263 (n°180), 264 (n°253),
265 (n°449), 265 (n°462), 266,
267, n.4, n.27, n.46

<ul style="list-style-type: none"> - condamnation d'une Allemande : 262 (n°97) - Foyer du soldat : 262 (n°18), 262 (n°46) <p><i>Alleverd</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - centre régional d'études : 40 - école régionale des cadres : n.21 <p>allocation 144</p> <p>Voir aussi propagande</p> <p><i>Alpes</i> 258</p> <ul style="list-style-type: none"> - producteurs : 10 <p>Alsaciens-Lorrains n.47</p> <p><i>Ambérieu</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - tramway : 262 (n°99) <p>américain 264 (n°294), 265 (n°393), n.27</p> <p>Amitiés africaines 250</p> <p>amnistie 263 (n°177)</p> <p>ANGELI</p> <ul style="list-style-type: none"> - préfet régional : n.16 <p>anglais</p> <p>Voir britannique</p> <p><i>Angleterre</i> n.9</p> <p>anglo-américain 263 (n°182)</p> <p><i>Annonay</i> n.20</p> <ul style="list-style-type: none"> - chambre de commerce : 9 <p>arbre</p> <ul style="list-style-type: none"> - émondage : 265 (n°331) <p>archevêque 109</p>	<p>architecte 10</p> <p><i>Ardèche</i> 9, 106, 107, 265 (n°340), n.24</p> <ul style="list-style-type: none"> - conseil départemental : n.4 <p>armée</p> <ul style="list-style-type: none"> - allemande : 262 (n°31), 262 (n°51), 262 (n°65), 262 (n°69), 262 (n°90), 262 (n°102), 263 (n°198), 264 (n°215), 265 (n°307), 265 (n°319), 265 (n°391), 265 (n°448), n.46 - italienne : 270 - d'opération du sud : 263 (n°167) - secrète (MUR) : n.45 <p>arménien 136</p> <p>arme 94, 125, 262 (n°140), 265 (n°311)</p> <ul style="list-style-type: none"> - artillerie de Lyon : 208 - de chasse : 262 (n°20), 263 (n°199) - dépôt d'armes : 94 - ports d'armes : 125, 262 (n°125), 264 (n°239) <p>arrestation 101, 135, 269, 270, n.45</p> <p>Assemblée religieuse des familles de travailleurs français en Allemagne et des familles de prisonniers 258</p> <p>association 34, 112</p> <ul style="list-style-type: none"> - de famille : 244 - professionnelles : 5 - Association industrielle, commerciale et agricole : n.41 <p>assurance</p> <ul style="list-style-type: none"> - des communes : 5 - famille professionnelle : n.38
---	---

INDEX

- sociales : [n.41](#)
 - Atelier de construction de Lyon
[225, n.37](#)
 - attaque
 - aérienne : [265 \(n°314, 315\), 265 \(n°457\)](#)
 - à main armée : [119](#)Voir aussi résistance
 - attentat
[97, 262 \(n°67\), 263 \(n°179\), 264 \(n°231\), n.2, n.4, n.16](#)
 - ferroviaires : [98](#)Voir aussi résistance
 - atterrissage
[262 \(n°119\)](#)
Voir aussi résistance
 - autocar
[71](#)
 - automobile
[67](#)
 - allemandes : [263 \(n°195\)](#)
 - autorisation de circuler
[70, 262 \(n°102\), 262 \(n°27\), 264 \(n°236\), 265 \(n°435\)](#)
 - autorité allemande
[113, 261, 265 \(n°333, 334\), 265 \(n°427\), 266](#)
 - autorité occupante
[5](#)
Voir aussi allemand, armée allemande, armée italienne, autorité allemande, cavalerie allemande, état-major allemand, italien, SS, soldat allemand, soldat italien, troupe allemande, troupe italienne
 - autrichien
[n.27](#)
 - avion
 - anglais : [263 \(n°165\), 265 \(n°394\)](#)
 - atterrissage : [262 \(n°108\), 262 \(n°119\)](#)Voir aussi terrain d'aviation
 - Axe
 - prisonniers de guerre : [n.46](#)
- B—
- bail de location
[93, 276](#)
 - banque
 - alimentation en fonds : [166](#)
 - famille professionnelle : [n.3](#)
 - baraque
 - à Charbonnières : [264 \(n°266\)](#)
 - BARDIN (Henri)
[264 \(n°298\)](#)
 - bâtiments et travaux publics
 - famille professionnelle : [n.38](#)
 - belge
[n.27](#)
 - Belley*
 - sous-préfet : [n.17](#)
 - BENECH (Dr)
[265 \(n°302\)](#)
 - Berliet
[229, 265 \(n°442\), n.37](#)
 - Bernex (Haute-Savoie)*
[n.17](#)
 - BERT (Paul)
[264 \(n°284\)](#)
 - Bessenay*
[217](#)
 - BIASS (H.M.)
[265 \(n°386\)](#)
 - Blanc et Demilly (Ets)
[265 \(n°409\)](#)

blanchisserie 262 (n°87)	Bureau de bienfaisance de Lyon n.11
blessé par arme à feu - déclaration à la préfecture : 235 Voir aussi résistance	—C—
<i>Boège</i> - brigade de gendarmerie : 265 (n°324)	cabaret de nuit 265 (n°352)
boisson alcoolique - publicité : n.25	câble téléphonique 264 (n°252)
boîte de nuit 127	café - famille professionnelle : n.38
bombardement aérien n.15, n.16	<i>Caluire</i> n.45
bombe 262 (n°109, 131)	camion 71, 265 (n°370) - camion à gazogène Berliet : 263 (n°189)
<i>Bordeaux</i> n.9	camouflage 265 (n°380, 387)
boulangerie française - quai Saint-Vincent : 262 (n°61)	camp d'internement 264 (n°255) - Gurs (Basses-Pyrénées) : 102 - Saint-Denis : 265 (n°456)
<i>Bourg-en-Bresse</i> 265 (n°418) - hôpital : 264 (n°279)	camp de travail - Vénissieux : 262 (n°2)
bourse de Lyon 121, 277	canal 265 (n°394)
<i>Brest</i> 5	cantine d'usine 5
britannique 136, 263 (n°197), 264 (n°294), 265 (n°373), 265 (n°386), 265 (n°393), 265 (n°417), n.27 - aviation anglaise : 263 (n°165) , 265 (n°394)	cantine scolaire 204
<i>Brive</i> - usine Soupox : n.33	cantonnement 262 (n°1), 262 (n°2), 262 (n°40), 262 (n°9), 262 (n°139)
<i>Bron</i> - groupe aérien : 263 (n°186) - terrain d'aviation : 262 (n°145), 264 (n°275)	CAPPELLI 57
	carburant 264 (n°224), 265 (n°323), 265 (n°375)

INDEX

- Voir aussi produit pétrolier
- carte d'alimentation
191, 263 (n°167), 263 (n°195)
- catégories de bénéficiaires : 169
- vol : 213, 264 (n°230)
Voir aussi ravitaillement
- carte grise
70
- carte d'acheteur
190
Voir aussi ravitaillement
- carte d'identité
130
- cavalerie allemande
264 (n°202)
- Célestins*
- théâtre : 262 (n°80), 264 (n°273)
- censure
265 (n°313)
- émissions radiophoniques
étrangères : 155, 280
Voir aussi poste de TSF, presse
- centrale électrique
262 (n°95), 265 (n°325)
- centre de séjour surveillé
- Saint-Sulpice-la-Pointe :
263 (n°185)
- centre d'accueil
206, 247
- centre de vacance
206
- centre départemental d'information
139
Voir aussi propagande
- cercueil
230
- Cerdon*
n.17
- Chalon-sur-Saône (arrondissement)*
265 (n°310)
- Chambéry*
- dépôt d'essence " l'Allobroge " :
265 (n°403)
- Chambre régionale d'agriculture
29
- Chambre de commerce
28
- Annonay : 9
- CHANAL (Eugène)
- ex-sénateur de l'Ain : 265 (n°345)
- chantier pénitentiaire
- Pontcharra : 159
- chantier de Jeunesse
246
- commissariat régional : n.2
- dépôts : n.28, n.40
- charbon
71, 264 (n°300)
- Charbonnières*
- baraque : 264 (n°266)
- Charloz*
262 (n°139)
- Charolles*
263 (n°162)
- Charte du Travail
5, 221, n.38
- CHASSEIGNE (François)
228
- Chassieu (Isère)*
262 (n°52)
- jardins ouvriers : 262 (n°89)
- cheval
262 (n°16), 264 (n°202)
- chinois
n.27

CHOUFFET (Armand)	comité d'hygiène industrielle
110, 214	n.41
cinéma	comité d'organisation des corps gras
n.25	d'origine végétale et animale
- « Le Remy » : n.20	183
circulation	comité fédéral de cultures légumières
264 (n°227), 265 (n°310), 267	n.41
- réglementation : n.20	comité interprofessionnel de l'apprentissage
Citroën	n.41
- établissements : n.37	comité lyonnais d'enseignement ménager
- voiture de tourisme : 265 (n°402)	n.41
<i>Clermont-Ferrand</i>	comité lyonnais des heures libres
41	n.41
clinique du docteur Kocher	comité lyonnais du logement
264 (n°245)	n.41
collaborateur	comité régional des prix
273, n.21	180, 189
- Berliet : 229	comité consultatif de répartition
« Collaboration »	275
16, 145	comité social
collectivités	5, 225
206	commerce
collectivités locales	- création et extension : 234
5	commissaire central
colombophilie	- agglomération lyonnaise : n.2
265 (n°447)	commissaire de la République
colonie de vacance	271, 276
- de la LVF (Romanèche-la-Mon-	commissaire de police
tagne) : n.21	- agglomération lyonnaise : n.2
- de la région : 247	commission administrative départementale
combustible	n.6
198, n.2	commune sinistrée
comité commun pour l'hygiène de l'en-	5
fance	Compagnie d'appareillage céramique
248, n.41	- Grigny : n.37
comité consultatif de l'office régional du	Compagnie des Omnibus et Tramways de
travail	Lyon
169	72

INDEX

- Compagnie générale des pompes funèbres de Lyon
230
- Compagnie Générale du Rhône
263 (n°194)
- Compiègne*
- internés villeurbannais : 269
- condamnation à mort
264 (n°272), 264 (n°297), 264 (n°298), 264 (n°299), 265 (n°312)
- congé
265 (n°399)
- de captivité : 262 (n°134, 135, 237), 265 (n°412)
- payé : n.41
- usines : 265 (n°399)
Voir aussi vacances
- conseil départemental
26
- Ardèche : n.4
- conseil municipal
- Lyon : 27, 181
- Valence : 9
- conseil national
23
- conseil régional
5, 24
- conseiller national
- Garcin : n.21
- conseiller départemental et municipal
18
- conseil d'arrondissement
22
- conseil de préfecture interdépartemental
5, 25
- conseil général
22
- construction
262 (n°141)
- consulat
137
- contrôle des prix
n.2
- contrôle économique
n.2
- contrôle technique
5, 51, 118
- contrôleur des prix
55
- contrôleur économique
218
- Corporation paysanne
233
- Coublevie (Isère)*
269
- cour d'appel de Lyon
n.16
- cour martiale
265 (n°445)
- de la Résistance : 109
- COUSIN (Robert)
- préfet de la Drôme : 265 (n°322)
- couvre-feu
66, 262 (n°69), 264 (n°247), 264 (n°292), 264 (n°295), 265 (n°340), 267
- crédit municipal de Lyon
n.11
- CREMIEUX (François), alias SALVIATI
263 (n°185)
- crime
119
- Croix-Rouge
160
- Croix-Rousse*
- hôpital : 262 (n°51)
- cuir
- famille professionnelle : n.38

- cuisine
264 (n°254)
- cuivre
196
- CUSSONAC (Paul)
- intendant de police : n.16
- D—
- danois
n.27
- DEAT (Marcel)
- allocution radiodiffusée : 239
- débit de boisson
5, 127
- déboisement
265 (n°462)
- déconcentration administrative
19
- défense passive
5, 57, 66, 262 (n°96), 262 (n°100),
262 (n°106), 264 (n°216), 264
(n°228, 229), 264 (n°291)
- alarme : 265 (n°460)
- alerte : 263, n°157
- ampoule électrique : 263 (n°187)
- ampoule électrique : 263 (n°187)
- baguette lumineuse : 263 (n°165)
- consigne d'obscurcissement : 262
(n°96), 263 (n°187), 263 (n°191)
Voir aussi éclairage, sirènes
- DEMBEK (Alfons)
- sujet allemand : 265 (n°431)
- démolition d'immeubles
264 (n°275)
- dénonciation
117
- denrée alimentaire
187-194
- dépôt de : 265 (n°339 bis)
- réquisition : 220
- supplémentaire : 203
Voir aussi ravitaillement
- dépôt d'essence « l'Allobroge »
- Chambéry : 265 (n°403)
- dépôt de police
95
- député
32
- de l'Ain (Quinson) : 216
- du Rhône : 110
- désinfection
95
- détenu politique
103
- Die*
n.17
- Dijon -Saint-Amour
- ligne de train : 263 (n°179)
- Direction départementale du ravitaille-
ment général (DDRG) de la Loire
182
- Direction départementale du ravitaille-
ment général (Rhône)
173
- Direction départementale du ravitaille-
ment général (Rhône)
n.2
- disparition
119
- divertissement
128, n.4
- Divonne*
- station balnéaire : 262 (n°112),
262 (n°133)
- doryphore
262 (n°121), 262 (n°147)

INDEX

- douane
- entrepôt : 265 (n°303)
- Drôme*
9, 106, 107, 265 (n°443), n.24
- Ponts-et-Chaussées : 264 (n°271)
- préfecture : 264 (n°268)
- préfet : 265 (n°322)
- service des RG : n.2
- E—
- eau
- famille professionnelle : n.38
- éclairage
263 (n°193)
Voir aussi défense passive
- écluse
262 (n°114)
- enseignement
- Ecole des cadres d'Allevard : n.21
- Ecole de filles (Jacquard) :
262 (n°82)
- Ecole Normale de Garçons de
Lyon : n.9
- écoles privées (subventions) : 5
- Ecole de santé des armées (ave-
nue Berthelot) : 260, 262 (n°7),
265 (n°354)
- enseignement technique (inspec-
teur régional et départemental) :
43
- établissements d'enseignement :
252, 253, 264 (n°264)
- éducation nationale et sports
- direction du Rhône : n.2
- égyptien
n.27
- électricité
- famille professionnelle : n.38
- EMERY (Léon)
n.9, n.21
- énergie électrique
197
- enfant assisté
n.10
- engin de locomotion
71
- engin incendiaire
262 (n°109)
- enlèvement
n.17
- enseigne
262 (n°18)
- Entr'aide des Réfugiés alsaciens et lor-
rains
n.47
- entreprise
182, 212, 262 (n°30), 262 (n°36),
262 (n°49), 262 (n°65),
264 (n°203)
- épuration économique
273
- équarrissage
265 (n°385)
- essence
- distribution : 265 (n°368)
- réquisition : 265 (n°343)
- tickets : 199
- estonien
n.27
- établissement communal de bienfaisance
n.11
- établissement pénitentiaire
53, 158
- établissement public communal
35

Etat-major allemand	femme de ménage
66, 262 (n°8), 262 (n°26), 262 (n°33), 262 (n°119), 264 (n°218), 264 (n°289), 265 (n°444)	262 (n°42), 263 (n°180)
Voir aussi autorité occupante	femme enceinte
étranger	74
265 (n°361)	fer
- ennemi : 263 (n°197)	262 (n°24)
- recensement : 132	fête foraine
évacuation	n.25
- d'enfants : 242, 240	<i>Feyzin</i>
- d'immeubles : 265 (n°354)	- gare : 264 (n°214)
- zone sud : 267	FFI
évasion	101, 217, n.20
104, 264 (n°279)	Voir aussi résistance
évêque	finance
- région de Lyon : 114	5
exécution	fonctionnaire
263 (n°153), 265 (n°333, 334), 265 (n°372), 269	262 (n°39), n.45
explosif	- agent administratif cantonal : 5
126	- chef de cabinet : 1
expulsion	- chef de service : 11, 34, 265 (n°414), n.8
265 (n°345)	Voir aussi personnel, trésorier général
	FORNIER (Charles)
—F—	265 (n°302)
famille	<i>Fort Barraux</i>
- directeurs régionaux : 18	5
famille professionnelle	<i>Fort de Bron</i>
232	262 (n°44)
FAURE-PINGUELY	<i>Fort de la Vitriolerie</i>
- conseiller à la Cour d'appel : n.16	262 (n°22)
faux papiers	- blanchiment des écuries :
263 (n°175)	262 (n°71)
Fédération des oeuvres laïques d'éducation scolaire et post-scolaire	<i>Fort de Sainte -Foy</i>
253	262 (n°70), 262 (n°93)
	<i>Fort du Paillet</i>
	102
	<i>Fort Montluc</i>
	262 (n°37), 263 (n°174), 263 (n°199), 265 (n°406)

INDEX

- fouillage de l'armée
262 (n°81)
- Foyer du soldat allemand
262 (n°18), 262 (n°46)
- foyer-restaurant des gardiens de la paix
de Lyon
206
- France*
32, 265 (n°374), 265 (n°382),
265 (n°384), 265 (n°389)
- France combattante
193
- francisque
- décoration : 255
- délégué départemental : n.43
- fraude
212, 263 (n°175)
Voir aussi activités économiques
frauduleuses
- Front Français Antibolchevique
n.21
- fusillé
n.46
- G—
- GARCIN
- directeur du Nouvelliste et
conseiller national : n.21
- garde
- des récoltes : 265 (n°328),
- des voies : 262 (n°104),
264 (n°249), 264 (n°274)
- des voies ferrées : 264 (n°276),
264 (n°286)
- garde-champêtre
5
- garde-voie
263 (n°169)
- gardien de la paix
- foyer-restaurant : 206
- gaz
71, 264 (n°285)
- famille professionnelle : n.38
- ravitaillement : 197
- gendarmerie
83, 262 (n°148), 264 (n°218), 267, n.17
- Boège : 265 (n°324)
- Grenoble : 264 (n°293)
- Gendron (Ets)
- Villeurbanne : n.37
- général de division commandant la 7ème
division militaire
n.2
- générateur
265 (n°327)
- GEORGES (général)
n.9
- GERLIER (cardinal)
n.21
- GIRARD (Louis)
265 (n°372)
- GIRAUD (général)
113
- GIRAUD (Fernand)
- frère du général : 265 (n°342)
- Givors*
263 (n°181)
- Société des faienceries nouvelles :
n.37
- gouverneur
19
- Grange-Blanche*
- hôpital : 264 (n°291)
- réquisition : 262 (n°35)
- grec
n.27

- Grenay*
265 (n°462)
- Grenoble
265 (n°301), 269, n.20
- gendarmerie : 264 (n°293)
- grève
225, 265 (n°442), 265 (n°376), n.20
- Grigny
- compagnie d'appareillage céramique : n.37
- terrain d'exercice : 262 (n°5)
- H—
- habillement
- famille professionnelle : n.38
- Habitation à Bon Marché
- Chassieu : 262 (n°52)
- HARDY (René)
105
- Haute-Loire*
106, n.24
- Haute-Savoie*
10, 106, 107, 120, 264 (n°295),
265 (n°309), n.17
- Hautes-Alpes*
n.24
- Hauteville*
265 (n°431)
- haut- parleur
144
Voir aussi propagande
- Héliolithe (Ets)
263 (n°176)
- hôpital
- Bourg : 264 (n°279)
- Croix-Rousse : 262 (n°51)
- Grange-Blanche : 264 (n°291)
- Vinatier : n.10
- Hospices Civils de Lyon
n.11
- Hôtel Beau site
- Aix-les-Bains : 264 (n°246)
- Hôtel d'Angleterre
262 (n°138)
- Hôtel de Savoie
- rue Moncey : 262 (n°131)
- hôtel
- contrôle : 122
- famille professionnelle : n.38
- réquisition : 220, 262 (n°25)
- hygiène
- famille professionnelle : n.38
- HYVER (Jean-Edouard)
265 (n°302)
- I—
- immobilier
- évacuation : 265 (n°354)
- location : 60
- réquisitions : 220
- imposition
- de produits agricoles : 201
- métal : 201
- sur le chiffre d'affaire :
265 (n°427)
- sur le revenu des capitaux mobiliers : 164
- imprimeur sur étoffes
- famille professionnelle : n.38
- incendie
66
- criminel : 119, 264 (n°222)
- Indochinois
- camp de travail : 262 (n°2)
- industrie chimique
- famille professionnelle : n.38

INDEX

- Industrie du Bois
265 (n°402)
- industrie du lait
194
- information
- commissaire général à l' : 139
Voir aussi propagande
- inscription
- anti-allemande : 263 (n°181)
- provocatrice : 262 (n°144)
Voir aussi résistance
- inspection
- académique du Rhône : n.2
- de la santé : n.2
- du travail et de la main-d'oeuvre : n.2
- pour la production industrielle : n.2
- vétérinaire : 265 (n°396)
- Institut de presse et d'éditeurs
152
- intendant régional
- des affaires économiques : n.2
- au maintien de l'ordre : n.2
- de police : n.2
- Inter-France
239
- interception de train
98
Voir aussi résistance
- internement
55, 102, 265 (n°373), 265 (n°393)
- administratif : 103
- internés villeurbannais (à Compiègne) : 269
- Isère
9, 106, 174, 269, 263 (n°180), n.19, n.24
- Moirans : n.37
- préfecture : 266
- service des RG : n.2
- israélite étranger
102
Voir aussi Juif, législation anti-juive
- italien
258, 265 (n°411), 270
- J—
- jardin ouvrier
5, 265 (n°406), n.41
- Chassieu : 262 (n°52), 262 (n°89)
- Jonage-Pusignan*
262 (n°79)
- Juif
134, 264 (n°296), n.45
voir aussi israélite étranger, législation anti-juive
- Jura*
9, 106, 107, 245, 265 (n°446), n.24
- service des RG : n.2
- K—
- KLEIN (James)
n.33
- KOCHER (Dr)
- clinique : 264 (n°245)
- L—
- La Croix-Laval*
262 (n°113)
- La Guiche*
- sanatorium : n.17
- laboratoire vétérinaire de recherches
n.32
- Lacombe (firme)
263 (n°189)

laissez-passer 70, 258, 262 (n°21), 265 (n°350), 265 (n°436)	ligne téléphonique 264 (n°238)
lait (ramassage) 265 (n°436)	lithuanien n.27
lavabo 262 (n°1)	littoral méditerranéen 258
« Le Rexy » - cinéma : n.20	livret militaire 263 (n°188)
LEBRUN (Albert) - ex-président de la République : n.45	locomotive 265 (n°405)
LEDUC (Georges) 264 (n°261)	<i>Loire</i> 10, 82, 106, 107, n.24 - effectifs de police : 262 (n°11) - préfecture : 213, 220
légion d'honneur - décoration : 254	loisir - troupes allemandes : 262 (n°76) Voir aussi cabaret de nuit
Légion des volontaires français contre le bolchevisme 62, 111, 207, n.21	<i>Lons-le-Saunier</i> 262 (n°137)
législation anti-juive 133	luxembourgeois n.27
LERY (Jean) 264 (n°297)	<i>Lyon</i> 10, 22, 39, 66, 102, 137, 143, 174, 204, 215, 257, 262 (n°27), 262 (n°81), 262 (n°126), 265 (n°433), 265 (n°456), n.16 - conseil municipal : 27, 181 - maire : 97 - mairie : 168 - marché-gare : n.32 - région de : 23, 26, 27, 41, 84, 89, 132, 195, 264 (n°255), 265 (n°376), 265 (n°396) - rue Marc-Antoine Petit : 93 - université : n.46 - Augagneur (quai) : 262 (n°59) - Berthelot (avenue) : 260 - Charité (rue de la) : 262 (n°40) - Célestins (quai) : 262 (n°6)
lettonien n.27	
libération 103, 259, 265 (n°302), 265 (n°311), 265 (n°456)	
licenciement 229	
<i>Liergues</i> 124	
lieu de plaisir 262 (n°69)	
ligne de démarcation 5, 18, 258	
ligne de haute tension 263 (n°163)	

INDEX

- La Liberté (cours de) : 262 (n°72, 45, 91)
- Moncey (rue) : 262 (n°131)
- Saint-Jean (rue) : 95
- Saint-Vincent (quai) : 262 (n°61)
- Tolozan (place) : 248
- Vauban (rue) : 262 (n°120)
- Parc de la Tête d'Or : 262 (n°136)
- Lyon-Bron*
265 (n°426)
- M—
- Mâcon (arrondissement)*
265 (n°310)
- magasin d'habillement
263 (n°167)
Voir aussi ravitaillement
- magasin de l'intendance militaire
211
Voir aussi ravitaillement
- main d'oeuvre
 - service allemand de la : 262 (n°56)
- main-d'oeuvre agricole
5
- maintien de l'ordre
96
- maire
5
 - de Lyon : 97
- mairie
 - Lyon : 168
- maison d'arrêt
 - Grenoble : 162
 - Lyon : 265 (n°411)Voir aussi prison
- maison départementale de retraite
 - Albigny : n.10
- maison de jeune
245
- maison sociale
248
- malade
74
- manifestation
108, 225, n.20
- Manufacture des tabacs
262 (n°1), 262 (n°40)
- manufacture de velours et peluches
 - Moirans : n.37
- maquis
n.17
Voir aussi résistance
- marché aux légumes
208
- marché noir
124, 212, 216, 273
Voir aussi activités économiques frauduleuses
- marché-gare
 - Lyon : n.32Voir aussi ravitaillement
- marché d'alimentation
121
Voir aussi ravitaillement
- Marcy-l'Etoile*
 - château de La Croix-Laval : 262 (n°113)
- Marseille*
265 (n°431)
 - région de : 89
- MASSIMI
 - rapport : 181
- matériel motorisé
92

- matières premières
195-199
- MAURRAS (Charles)
n.21
- MAZUIR (Henri)
264 (n°299)
- médecine
- exercice illégal : 235
- attestations d'exercice : 235
- assistance médicale : 5
- microscope : 262 (n°32)
- visite médicale : 87, 90
- méditerranéenne
267
- Menée antinationale
100
Voir aussi résistance
- menuisier
230
- MERCIER (Victor)
265 (n°416)
- métaux
- famille professionnelle : n.38
- ravitaillement : 197
- non ferreux : 5
- métier d'art
- famille professionnelle : n.38
- Meximieux*
262 (n°139)
- Milice
101, n.4, n.17
- militaire
n.45
- de l'aviation : 61
- en voie de reclassement : 61
- mine flottante
265 (n°394)
Voir aussi résistance
- ministère du Travail
- fonctionnement interne : 222
- ministre
31
- Moirans*
- manufacture de velours et peluches : n.37
- monnaie
- raréfaction : 165
- métallique : 165
- Montplaisir*
265 (n°442)
- MONZIE (de)
109
- motocyclette
67
- Mouvement populaire des familles
227, 245
- mouvement de jeunesse
245, 265 (n°438)
- mouvement familial
245
- MUR
- Armée secrète : n.45
- N—
- Nantua*
262 (n°99), n.17, n.20, n.45
- navigation de nuit
265 (n°344)
- néerlandais
n.27
- Neyron*
263 (n°161)
- NIEHOFF (général)
262 (n°113)

INDEX

- nord-africain
116, 231, 250
- norvégien
n.27
- Nouveau Temple
- quai Augagneur : 262 (n°59)
- Nouvel Hôtel
264 (n°263)
- Nyons
n.20
- O—
- Oeuvre lyonnaise des jardins ouvriers
n.41
- Office central de répartition des produits industriels
169, 199, 267
- office de placement allemand
267
- office départemental des HBM
n.10
- Office départemental du Rhône et municipal de Lyon de placement de la main-d'oeuvre
224, n.2
- Office français d'information
141, 147
- agents : 140
- Office régional du cinéma éducateur
- mise sous séquestre : 249
- officier allemand
264 (n°271)
- officier démobilisé de l'armée d'armistice
61
- ordre public
270
- organisation syndicale
225
- organisme d'état
34
- organisme de contrôle de l'armistice
257
- organisme social
n.4
- place Tolozan : 248
- orphelin
265 (n°419)
- Oullins*
n.21
- ouvrier
205, 263 (n°167)
- région parisienne : 228
- Oyonnax*
n.17, n.20, n.45
- P—
- Pacalon (près de Vienne)*
262 (n°28)
- palais de justice
110
- palais de la foire
- Lyon : 198, 263 (n°193)
- Panhard
- voiture de tourisme : 264 (n°268)
- panneau de signalisation
263 (n°159), 264 (n°211), 264 (n°226), 265 (n°400), 265 (n°433)
- papier
5
- famille professionnelle : n.27
- monnaie : 165
- parachutage
262 (n°119), 264 (n°218)

- Voir aussi résistance
- parole antinationale
109
Voir aussi résistance
- passport
70, 265 (n°346)
- « Pathé-Palace »
262 (n°76)
- patron
212
- pêche
265 (n°413)
- pelletterie et fourrure
- famille professionnelle : n.38
- PERCET (Jean)
264 (n°299)
- PERCET (Maurice)
264 (n°299)
- permis de conduire
70
- personnalité
106, 107, 264 (n°277), n.8, n.6,
n.18, n 34
- personnel
- réquisition : 220
- d'entretien : 262 (n°9)
- de l'enseignement : 59
- pénitentiaire : 157
Voir aussi fonctionnaire
- PETAINE
15, 109, n.20
- Petites-Roches*
- sanatorium : n.10
- pétrole
- répartition : 199
Voir aussi produit pétrolier
- photographie en plein air
265 (n°458)
- police
- Loire : 262 (n°11)
- dépôt de : 95
- police allemande : 264 (n°261),
265 (n°311), 265 (n°452), 269
- pêche : 129
- française : 262 (n°128), 262
(n°137), 263 (n°171), 263 (n°196),
265 (n°421), n.17
- spéciale : n.2
- auxiliaire : 5
- polonais
135, n.27
- Pommiers*
265 (n°416)
- pompe à incendie
265 (n°405)
- pompes funèbres
- famille professionnelle : n.38
- PONCET (André-François)
- ex-ambassadeur de France : n.45
- PONCHON (Paul)
264 (n°272)
- Pont-de-Beauvoisin*
88
- Pontcharra*
- chantier pénitentiaire : 159
- pont
263 (n°173, 146), 265 (n°432)
- Ponts et Chaussées
262 (n°33), 263 (n°173, 146),
264 (n°271), 265 (n°418)
- poste allemande aux armées
264 (n°213)
- poste de T.S.F
156
Voir aussi censure
- Potaggi
n.33

poulain
 263 (n°198), 264 (n°215)

préfecture
 - Rhône : 94
 - Savoie : 10

préfet
 - de Haute-Savoie (Trémeaud Henry) : n.45
 - régional (Rouen) : 109
 - délégué : 1, 11
 - départemental : n.2

presse
 - journaux : 150
 - périodique : 146
 - quotidiens : 146
 - « Le Faux Nouvelliste » : 153
 - « Le Nouvelliste » : 97, 129, n.21
 - « Le Progrès » : 20, 224
 - « Le Salut Public » : 20, 97
 - « Lyon Républicain » : 129
 - « Paris Soir » : 20
 - « Le Petit Dauphinois » : 218
 Voir aussi censure

prison
 - de Mâcon : 264 (n°261)
 - Saint-Joseph de Lyon : 160
 - Saint-Paul : 161, 264 (n°284)
 - militaire : 262 (n°58)
 Voir aussi maison d'arrêt

prisonnier
 259, 262 (n°134, 135, 237), 263 (n°153), 263 (n°188), 264 (n°282), 265 (n°311), 265 (n°412), 267, n.46
 - en congé : 264 (n°209), 264 (n°237), 264 (n°287), 265 (n°316)

prix
 - commission régionale : 5
 - fixation : 180, 189

produit pétrolier
 199
 Voir aussi carburant, pétrole

propagande
 - délégué : 142, n.2
 - directeur des services de : 143
 - gaulliste : 109
 - ouvrière : 225
 - sociale (Radio-Travail) : 251
 Voir aussi allocution, centre départemental d'information, haut-parleur, information

propriétaire terrien
 - plainte : 233

protection contre les événements de guerre
 - service interministériel : 64

protection des récoltes
 - service communal : 185

province
 19, 20

PTT
 - direction régionale : 166, n.2

publicité
 - boissons alcooliques : n.25

pylône électrique
 265 (n°356)

—Q—

QUINSON (Aimé)
 216

—R—

« Radio-Travail »
 - propagande sociale : 251

« Radiodiffusion nationale »
 154

- rafle
 n.4
- rapatriement
 259, 265 (n°431)
- rationnement
 5
 Voir aussi ravitaillement
- rat
 264 (n°251), 265 (n°335)
- ravitaillement
 - biscuit de chiens : 265 (n°451)
 - bois de chauffage : 195
 - botte en caoutchouc : 265 (n°305)
 - chaussure : 5
 - couverture : 262 (n°40)
 - délégué : 175
 - farine de blé : 265 (n°455)
 - groupement de roulage :
 265 (n°440)
 - légume frais : 263 (n°155)
 - liqueur : 262 (n°126)
 - matière grasse : 265 (n°408)
 - peinture : 265 (n°432)
 - pèlerine : 264 (n°278)
 - pneu de bicyclette : 264 (n°212)
 - potage : n.33
 - produit industriel : 171, 200
 - ticket : 263 (n°186)
 - vin : 196
 - vinaigre : 265 (n°448)
 - vivres : 263 (n°154)
 Voir aussi alimentation, carte d'alimentation, carte d'acheteur, denrée alimentaire, magasin d'habillement, magasin de l'intendance militaire, marché-gare, marché d'alimentation, rationnement
- rayonne
 - saisie : 265 (n°461)
- récolte
 265 (n°457)
- réfractaire
 263 (n°162), 263 (n°177), n.17
 Voir aussi STO
- réfugié
 240, 241, 265 (n°348), n.2, n.4
- Régie des Services Automobiles du Rhône
 75
- Régie des Transports de la Loire
 265 (n°390)
- Région
 - économique : 28
 - Fédérale du bâtiment : n.47
- regroupement suspect
 100
 Voir aussi résistance
- religion
 262 (n°59)
 - clergé catholique : 114
 - cloches des églises : 265 (n°450)
- Renault
 262 (n°27), 265 (n°459)
- requis civil
 264 (n°274), 264 (n°278),
 264 (n°283)
- réquisitions
 - commission départementale : 276
 - appartements : 262 (n°73)
 - locaux : 220
 - logements : 276, 220
 - matériel divers : 220
 - terrain : 263 (n°155), 264 (n°260)
- Résistance
 100, 153, n.17, n.21
 - cour martiale : 109
 Voir aussi agression, attaque, attentat, atterrissage, blessés par arme à feu, inscription anti-allemande et provocatrice, interception de trains, FFI, maquis, menée antinationale,

INDEX

- mine flottante, parachutage, parole antinationale, regroupement suspect, sabotage, terrorisme, trouble
- restaurant
5, 22, 262 (n°69), 262 (n°102)
- réquisition : 276
- « Moulin à Vent » : 265 (n°452)
- allemand : 263 (n°154)
- famille professionnelle : n.38
- réunion
112
- surveillance : 278
- d'opposition : 108
- revendication ouvrière
10, 108, 225, n.4
- Rhône*
10, 68, 76, 78, 106, 181, 263 (n°182), n.19, n.24
- fleuve : 263 (n°173, 146), 263 (n°193), 265 (n°344)
- préfecture : 94
- service des RG : n.2
- services publics : 262 (n°103)
- Rhône-Alpes*
273, 274
- RICCI (Luc)
265 (n°312)
- Rillieux*
265 (n°433)
- RIO (Marcel)
264 (n°232)
- rivière
265 (n°394), 265 (n°413)
- Roanne*
264 (n°292)
- ROLLAND (Camille)
- sénateur : n.21
- Romanèche-la-Montagne*
- colonie de vacances de la LVF : n.21
- Rouen*
- préfet régional : 109
- route
- "A" : 265 (n°400)
- de grande communication (signalisation) : 263 (n°159)
- russe
n.27
- S—
- S.S.
262 (n°119)
- sabotage
262 (n°14), 262 (n°74), 262 (n°119), 264 (n°214), 265 (n°356), 265 (n°376), 265 (n°459)
Voir aussi résistance
- Saint-Claude*
n.17
- délégation ouvrière : 205
- Saint-Cyr-au-Mont-d'Or*
87
- Saint-Denis*
- camp d'internement : 265 (n°456)
- Saint-Donat (Drôme)*
265 (n°443)
- Saint-Etienne*
n.20
- Saint-Gobain
n.37
- Saint-Rambert-l'Île-Barbe*
263 (n°187)
- Saint-Sulpice-la-Pointe*
- centre de séjour surveillé : 263 (n°185)
- Sainte-Colombe-les-Viennes*
265 (n°402)

salaire	5 , 169 , 226 , 225 , 263 (n°180)	<i>Sermenaz (Ain)</i>	263 (n°161)
SALIÈGES		serveuse	262 (n°128)
- archevêque de Toulouse :	109	service civique rural	233
« samaritaine » (La)	n.21	services agricoles	- directeur régional : n.2
sanatorium		- du Rhône : n.2	
- La Guiche :	n.17	services municipaux	35
- Les Petites Roches :	n.10	services régionaux	272
sanction administrative	n.25	services techniques	- Lyon : 66
santé		sirène	- essais : 262 (n°19)
- directeurs régionaux :	18	Voir aussi défense passive	
<i>Saône</i>	263 (n°146, 173)	SMITH (Samuel)	- ressortissant anglais :
<i>Saône-et-Loire</i>	10 , 106 , 107 , n.24	-	265 (n°456)
sapeur-pompier	66 , 263 (n°186), 265 (n°314, 315)	SNCF	264 (n°214), n.20
sarrois	n.27	Société des faïenceries nouvelles	- Givors : n.37
<i>Savoie</i>	10 , 106 , 107 , 120 , n.24	Société des textiles artificiels	- Vaulx-en-Velin : n.37
- préfecture :	10	Société immobilière Tolozan	n.41
secours	265 (n°397), 265 (n°423)	société de secours mutuel	243 , n.41
secrétariat général		société secrète	56 , 57
- à la main-d'oeuvre :	223	soldat	- allemand : n.16
- aux affaires économiques :	274	- italien : 264 (n°267), 265 (n°392)	
- pour la police :	273	sonderausweis	70
sécurité			
- militaire :	270		
- publique :	85 , n.2		
sénateur	32		
- Chanal Eugène :	265 (n°345)		
<i>Sérézin</i>	- gare : 264 (n°214)		

INDEX

Soupoix
- usine de potage : n.33

sources d'énergie
195-199

sous-préfet
18
- Belley : n.17

sous-sol
- famille professionnelle : n.38

spectacle
- famille professionnelle : n.38

station balnéaire
- Divonne : 262 (n°112),
262 (n°133)

statistique
262 (n°129)

Sté des Accumulateurs Fulmen
265 (n°409)

STO
262 (n°48), 262 (n°49), 262 (n°53,
54, 55), 262 (n°60), 262 (n°63, 64),
263 (n°177), 263 (n°175), 263
(n°196), n.20
Voir aussi réfractaire

subvention
202
- école privée : 5

sûreté nationale
96

surveillance postale et téléphonique
n.13

surveillant de battage
186

—T—

tchèque
n.27

« Témoignage Chrétien »
100

terrain d'aviation
262, n°116
- Bron : 262 (n°43), 262 (n°52),
262 (n°145), 264 (n°275),
265 (n°454)
- Villefranche-Anse : 262 (n°127),
264 (n°262), 265 (n°404)
Voir aussi avion

terrain d'exercice
- Grigny : 262 (n°5)

terrain
- réquisition : 263 (n°155),
264 (n°260)

terrorisme
82, 264 (n°289), n.17
Voir aussi résistance

textile
5

théâtre
- Célestins : 262 (n°80),
264 (n°273)

Thonon
264 (n°264)

tir
262 (n°38), 262 (n°90), 262
(n°105), 262 (n°66), 265 (n°306),
265 (n°441, 453),
- champ de tir : 265 (n°433)
- heures : 262 (n°124)
- exercice : 262 (n°28), 262 (n°43),
262 (n°79), 262 (n°115),
262 (n°136), 262 (n°145),
264 (n°279), 265 (n°347),
265 (n°426)
- stand : 263 (n°161)

tissu
- famille professionnelle : n.38

<p>Todt - organisation : 134</p> <p>toile 262 (n°41)</p> <p><i>Toulouse</i> - archevêque : 109</p> <p>tract - communiste : 109 - ouvrier : 108, 225</p> <p>trahison 109</p> <p>tramway 262 (n°86), 265 (n°366) - Bourg : 262 (n°99)</p> <p>transformateur 262 (n°44), 262 (n°95)</p> <p>transport 265 (n°427) - famille professionnelle : n.38</p> <p>travail français en Allemagne 169, 236 - assemblée religieuse : 258</p> <p>travailleur - de force : 263 (n°186) - étranger (commission d'incorporation départementale) : 231</p> <p>travaux - commissariat régional : n.2</p> <p>TREMEAUD (Henry) - préfet de Haute-Savoie : n.45</p> <p>trésorier général 5 Voir aussi fonctionnaire</p> <p>tribunal - allemand : 264 (n°272) - guerre : 264 (n°298), 264 (n°299) - français : 262 (n°97) - du maintien de l'ordre : 265 (n°445)</p>	<p>trouble 262 (n°119) Voir aussi résistance</p> <p>troupe allemande 262 (n°17), 262 (n°66), 262 (n°122), 264 (n°238), 264 (n°273), 265 (n°305), 268, 269, n.20 - casernement : 262 (n°70) - célébration religieuse : 262 (n°59) - loisir : 262 (n°76)</p> <p>troupe italienne n.20</p> <p><i>Turquie</i> - consulat : 137</p> <p style="text-align: center;">—U—</p> <p><i>URSS</i> 138</p> <p><i>USA</i> 263 (n°197)</p> <p><i>Ugine</i> 265 (n°371)</p> <p>ukrainien 264 (n°201)</p> <p>Union Féminine du Front Social du Travail n.21</p> <p>université de Lyon n.34</p> <p>usine n.17 - congé : 265 (n°395)</p> <p style="text-align: center;">—V—</p> <p>vacances 59 Voir aussi congé</p>
---	---

INDEX

Valence

- 9, 264 (n°245)
- clinique Dr Kocher : 264 (n°245)
- conseil municipal : 9
- personnalités allemandes : n.17

Vaulx-en-Velin

- 262 (n°124)
- société des textiles artificiels : n.37

véhicule

- 70, 262 (n°47), 264 (n°250), 264 (n°253), 265 (n°436), 265 (n°307), 265 (n°319), 265 (n°327), 265 (n°391)
- location : 262 (n°33), 267
- réquisition : 220
- lumière : 265 (n°380, 387)

vélo

- 262 (n°47)

véломoteur

- 67

Vénissieux

- 265 (n°441, 442, 453)
- camp de travail des indochinois : 262 (n°2)

Vercors

- n.17

verre

- famille professionnelle : n.38

vétérinaire

- 264 (n°202), 264 (n°269)

Vienne

- gare de : 264 (n°213)
- sous-préfecture : 262 (n°8)

Villefranche

- 22, 263 (n°181)
- Anse : 262 (n°127), 264 (n°262), 265 (n°404)
- député-maire : 214

Villeurbanne

- 262 (n°144)
- établissements Gendron : n.37
- maison sociale : 248

Vinatier

- hôpital : n.10

visa d'entrée

- 265 (n°374), 265 (n°382), 265 (n°384), 265 (n°389)

visa de sortie

- 70

« VOBIM »

- 265 (n°349)

voie

- de communication : 264 (n°296)
- ferrée : 99, 262 (n°123), 264 (n°290), 264 (n°240), 265 (n°301), 265 (n°330), n.21
- fluviale : 265 (n°358)

vol

- 75, 119
- d'explosifs : 263 (n°158), 265 (n°371)
- de bagages : 262 (n°78)
- de tabac : 265 (n°357)

VON VERSEN (colonel)

- 265 (n°444)

Vourles

- 88

voyageur

- 262 (n°21)

—W—

wagon

- citerne : 264 (n°219)
- réservoir : 209

Wehrmacht

- 264 (n°232), 265 (n°433)

	—Y—	zone occupée
yougoslave		265 (n°413)
n.27		zone sud
	—Z—	265 (n°412), 267, n.20
zone côtière méditerranéenne		- évacuation : 267
267		